

et du pacte de Varsovie  
nt de remédier aux « déséquilibres »  
ord de désarmement en Europe

Il s'agit d'un document de travail, qui ne saurait être considéré comme une décision officielle de l'Union soviétique. Le texte est le résultat d'un échange de vues entre les deux camps, et il est destiné à servir de base à des négociations ultérieures.

Le document est divisé en deux parties. La première partie traite des questions relatives au désarmement, et la seconde partie traite des questions relatives à la sécurité en Europe. Le texte est rédigé dans un style concis et technique, et il est destiné à être lu par des experts et des décideurs.

Le document est le résultat d'un échange de vues entre les deux camps, et il est destiné à servir de base à des négociations ultérieures. Le texte est rédigé dans un style concis et technique, et il est destiné à être lu par des experts et des décideurs.

Le document est le résultat d'un échange de vues entre les deux camps, et il est destiné à servir de base à des négociations ultérieures. Le texte est rédigé dans un style concis et technique, et il est destiné à être lu par des experts et des décideurs.

Le document est le résultat d'un échange de vues entre les deux camps, et il est destiné à servir de base à des négociations ultérieures. Le texte est rédigé dans un style concis et technique, et il est destiné à être lu par des experts et des décideurs.

Le document est le résultat d'un échange de vues entre les deux camps, et il est destiné à servir de base à des négociations ultérieures. Le texte est rédigé dans un style concis et technique, et il est destiné à être lu par des experts et des décideurs.

Le document est le résultat d'un échange de vues entre les deux camps, et il est destiné à servir de base à des négociations ultérieures. Le texte est rédigé dans un style concis et technique, et il est destiné à être lu par des experts et des décideurs.

Le document est le résultat d'un échange de vues entre les deux camps, et il est destiné à servir de base à des négociations ultérieures. Le texte est rédigé dans un style concis et technique, et il est destiné à être lu par des experts et des décideurs.

## Carnage et épuisement

**E**st-ce enfin la paix après huit années de carnage qui ont coûté la vie à plus d'un million d'hommes ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer, mais jamais on n'a été aussi près d'un arrêt total des combats. On peut faire confiance en tout cas à M. Perez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies, pour ne perdre aucun instant dans la recherche d'un cessez-le-feu officiel. Un tel acte de sagesse est désormais à la portée de la main. L'Irak s'étant enfin décidé à reconnaître sans condition la résolution 598 du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité il y a juste un an et en exigeant la fin immédiate des combats et l'échange rapide des prisonniers de guerre.

Depuis plusieurs mois déjà, on sentait Téhéran en difficulté. Plusieurs revers militaires d'envergure ont récemment renforcé cette impression tandis qu'on constatait une baisse très sensible du moral des combattants iraniens. Rien ne pouvait leur faire prévoir le coup de théâtre de lundi tant que l'homme Khoméini conservait un souffle de vie. Le vieil homme n'avait-il pas répété à maintes reprises qu'il n'ordonnerait jamais la fin des combats tant que son ennemi juré, le président irakien Saddam Hussein, resterait au pouvoir ?

L'obstiné ayatollah a pourtant fini, semble-t-il, par entendre raison et a lui-même causé la reconnaissance de la résolution 598. C'est en tout cas ce qu'a affirmé le nouveau homme fort de Téhéran, M. Rafsanjani, le président du Parlement, qui a été chargé le mois dernier de remettre de l'ordre dans une assemblée passablement en déroute.

On ne saurait totalement exclure de nouveaux rebondissements. L'Irak veut toujours que l'arrêt soit désigné comme responsable de la détermination du conflit, mais ne pose plus cette exigence comme préalable à la conclusion d'un cessez-le-feu. L'arrêt désormais probable des hostilités modifiera considérablement le rapport des forces dans la région. On voit mal, par exemple, comment l'armée américaine, sans parler des unités nouvelles soviétiques, françaises, britanniques, pourrait alors rester dans le Golfe.

Mais c'est sur un autre « front » qu'une paix irano-irakienne pourrait avoir le plus de conséquences : celui des rapports israélo-arabes. M. Shimon Peres, le ministre israélien des affaires étrangères, ne s'y est d'ailleurs pas trompé, faisant état, dès lundi, de l'« inquiétude » de Jérusalem devant la perspective d'un arrêt des hostilités.

Si les Etats arabes modérés n'ont pas hésité sur l'aide qu'ils ont apportée à l'Irak, dans lequel ils ont vu un rempart contre le développement de l'intégrisme chiite, Israël n'a jamais vraiment caché qu'il était favorable à la poursuite d'une guerre qui occupait son ennemi irakien. L'Etat juif, bien qu'il s'en défende mollement, fait même partie, avec des pays comme la Chine et la Corée du Nord, des grands pourvoyeurs d'armes de l'Irak.

Les inflexions de la politique israélienne dans la région sont encourageantes de ce point de vue et méritent d'être mis à l'épreuve alors que les Etats-Unis vont se doter d'un nouveau président.

Après l'acceptation par l'Iran du principe d'un cessez-le-feu

## Le secrétaire général de l'ONU veut arrêter la guerre du Golfe dans les dix jours

Vingt-quatre heures après l'annonce de l'acceptation officielle par l'Iran du principe d'un cessez-le-feu avec l'Irak, les hostilités n'étaient toujours pas interrompues le mardi 19 juillet. Mais, lundi, le secrétaire général de l'ONU a estimé qu'un cessez-le-feu pourrait effectivement entrer en vigueur dans un délai d'une semaine à dix jours. La plupart des réactions dans le monde expriment à la fois soulagement et circonspection.

- Lire également**
- Le poids des « pragmatistes » de Téhéran, par Jean Gueyras.
  - Un succès pour l'ONU, par Charles Lescant.
  - Remontée du prix du pétrole.
  - Les réactions dans le monde.
  - Huit ans de conflit.
- Pages 4, 5 et 26



## Bagdad sur ses gardes

BAGDAD  
de notre envoyée spéciale

Prudence et attentisme chez les officiels. Joie teintée d'incrédulité dans la rue. Ainsi se résument les réactions dans la capitale irakienne après l'annonce de la décision iranienne d'accepter la résolution du Conseil de sécurité. D'abord, les officiels irakiens se sont tous contentés d'un lacon-

que : « Pas de commentaires, il faut attendre et voir. »

La réaction officielle diffusée par le ministre de l'Information, M. Latif Jasson, traduit parfaitement ce sentiment et la grande méfiance qui règne à Bagdad. Il a souligné que l'Irak avait appris la nouvelle, diffusée par Radio-Téhéran, comme le monde entier, et n'avait pas eu connaissance du contenu du message iranien au

secrétaire général de l'ONU. Le ministre a ensuite commenté un communiqué de l'état-major irakien pour déclarer : « Ce communiqué n'est pas dicté par une nouvelle attitude vis-à-vis de la résolution 598, qui exprimerait une volonté claire de paix, mais par une raison tactique et de circonstances. »

FRANÇOISE CHIPAUX.  
(Lire la suite page 4.)

## Un entretien avec M. Jacques Delors Il est temps que les Douze réfléchissent à une « amorce de gouvernement européen »

Grand marché unique, difficultés de l'union monétaire, risques de réaction anti-européenne, nécessité de réfléchir à l'amorce d'un gouvernement européen... Autant de thèmes qu'aborde M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, dans l'entretien qu'il nous a accordé au lendemain du conseil européen de Hanovre et du sommet qui a réuni à Toronto les principaux pays occidentaux industrialisés.

« Ne craignez-vous pas que d'ici à 1992 n'apparaissent dans plusieurs pays européens, à commencer par la France, un phénomène de rejet de l'Europe dû à l'accumulation des frustrations, aux promesses trop vagues faites depuis des années, à l'ignorance ? Ce phénomène est déjà visible en France avec l'anti-européisme du Parti communiste, une partie du vote Le Pen, mais il pourrait aussi affecter une partie de la droite et du Parti socialiste. »

« S'il y a un risque, considérons-le comme tel. Il est alors normal que s'instaure un débat, mais il est aussi important que s'expriment également ceux qui pensent que la construction

européenne est un idéal et une nécessité vitale pour notre pays. »

« Si certaines catégories de la population ont des craintes, celles-ci sont dues à l'évolution générale du monde ; il ne faut pas faire de l'Europe le bouc émissaire. La construction européenne est au contraire un point d'appui pour répondre à ces multiples questions. Ceux qui confondent le diagnostic et le remède se trompent ou trompent gravement les Français. »

« Il reste bien entendu la question de l'identité nationale. Mais, dans ma conception de l'Europe, les Français resteront français, la France restera la France ; simplement, les Français auront une seconde patrie qui s'appellera l'Europe, et la France pourra prendre appui sur le grand ensemble pour assumer sa vocation historique. »

« Ce n'est pas la faute des artisans de la construction européenne si le débat politique en France est parfois d'une pauvreté telle que les gens sont à la recherche d'un idéal. Je n'ai jamais pensé que la construction européenne, à elle seule, pouvait combler ce manque. C'est un élément parmi d'autres. Le reste dépend de la manière dont nos hommes politiques s'adressent aux Français. Lorsque, pendant

ces cinq dernières années, on n'a pratiquement entendu que deux questions - « Qui va prendre le départ de la grande course à l'Elysée ? » et « Qui va la gagner ? » - on peut comprendre, à la limite, que des Français se demandent à quoi sert la politique, où sont nos raisons de vivre et d'agir ensemble. »

« Votre mandat vient d'être reconduit pour quatre ans. C'est un signe évident de confiance à l'égard d'un président considéré comme l'homme fort de l'Europe. Mais qui du collège ? Plusieurs de vos collègues, anciens ministres, hommes d'expérience, vont, dit-on, vous quitter pour être remplacés par des hommes moins préparés. N'est-ce pas un handicap ? »

« Je souhaite une commission forte, même si cela aboutit parfois, comme vous le savez, à des tensions entre un commissaire et moi-même. Cette situation, nous la gérons de mieux en mieux. »

« Pour le reste, avant qu'on me demande si j'accepterais un nouveau mandat de président, j'aurais fait une proposition institutionnelle visant à conforter la crédibilité politique de la commission. »

Propos recueillis par  
JACQUES ANAÏRIC  
et PHILIPPE LEMAITRE.  
(Lire la suite page 4.)

Festival de la Côte d'Opale

## Miles Davis « mouche » son bassiste

De l'Orchestre national de Lille à James Brown et Guy Bedos, le Festival de la Côte d'Opale se poursuit jusqu'au 30 juillet. Au Touquet, Miles Davis a pincé le nez de son jeune bassiste...

C'était dans un Palais des sports de bonne taille. Avec un joli son, du moins pour les premiers rangs, debout, en surchauffe, Miles Davis a joué. En un sens, il lui suffit d'apparaître, mais, au Touquet, il a joué.

A la trente et unième minute, il a désigné Benjamin Rietveld, le jeune et nouveau bassiste du groupe (quarante ans de moins que le trompettiste), d'un geste un peu las et faussement dédaigneux. Jeu de scène : Miles semble convoquer tous ses musiciens, tour à tour, au centre du ring. Saint Robert Irving, rive depuis quatre ans aux synthétiseurs et aux arrangements, qui semble jouer d'une confiance particulière et, du coup, s'est fait la touche d'un Jean de La Fontaine africain.

Miles, avant, usait d'un jeu en un sens moins pervers : il allait de l'un à l'autre en glissant de petites boutades affectueuses qui faisaient rire le privilégié et gamberger les autres. Maintenant, il convoque. Dès cet instant, le

public n'existe plus. Plus personne n'existe en dehors de ces deux-là qui sont au centre de la scène. La musique continue de plus belle, bien sûr. Miles s'approche en douceur et marche sur l'autre, comme un boxeur. L'autre recule en riant, on il résiste en riant, c'est selon. Tout cela se fait avec un tel naturel, une telle drôlerie, qu'on n'y voit que du feu. A cet instant, Miles joue de la trompette, il joue de la musique et il joue des musiciens. Il joue aussi avec le jeu. C'est à prendre ou à laisser. De toute façon, vous avez d'autant moins le choix qu'il vous provoque juste avant votre propre solo.

Comme dans un corps à corps, Miles lance de petites phrases. L'autre répond : trop volublement, désordonné, comme le guitariste ; par monosyllabes, frappé de stupeur, comme le saxophoniste (Kenney Garrett), ou avec une grâce malicieuse, comme le jeune bassiste. Séduisant, allégre, il est, après le vieux remard, l'entend, la coqueluche des premiers rangs.

Miles insiste, complique les phrases, les décèle. L'autre tient tête avec grâce. Puis un instant s'égare et perd le fil. Oh, d'un rien, mais tout de même...

FRANÇOIS MARMAËRE.  
(Lire la suite page 11.)

## Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

- Que devient une terre ravagée par l'incendie ?
- Médecins et guérisseurs dans les camps de réfugiés.
- Les « faux nez » de la chirurgie plastique.

Pages 15 et 16

Lafitte a besoin d'un bateau pour voler les voleurs :  
Jean-François Deniau lui construit la Désirade







e en scène  
es affamés

# Etranger

Le Monde • Mercredi 20 juillet 1988 • 3

## ÉTATS-UNIS : la convention d'Atlanta

### Les démocrates ont célébré leur unité retrouvée

ATLANTA (Géorgie)  
De notre envoyé spécial

Tout est bien qui commence bien. Jesse Jackson et Michael Dukakis se sont réconciliés juste à temps, et les démocrates, humant un fort parfum de victoire à l'élection présidentielle, ont pu ouvrir, lundi 18 juillet dans la soirée, leur convention dans l'euphorie.

On verra plus tard si cette unité, subitement retrouvée entre partisans du sec gouverneur du Massachusetts et du lyrique pasteur noir, ne laisse pas bien des zones d'ombre et bien des ambiguïtés. L'important est d'avoir pu offrir, au moment opportun, un spectacle adéquat aux chaînes de télévision qui se sont jetées dessus goulamment. Du coup, l'annonce d'un prochain cesse-le-feu dans le Golfe, pourtant capital pour les États-Unis, a été rejetée au creux des journaux télévisés, tous diffusés depuis Atlanta.

L'important, c'est aussi d'avoir pu taper de bon cœur sur les républicains et leur candidat, le vice-président Bush. « Ce pauvre George », en a donc pris pour son grade, surtout dans le discours d'ouverture de la convention, celui qui est censé « donner le ton » et a été prononcé par une femme, Ann Richards, secrétaire au Trésor de l'État du Texas. C'est une preuve supplémentaire que les démocrates entendent défier M. Bush, Texan d'adoption, sur son propre terrain.

Oratrice efficace, même si elle cède parfois à la démagogie, M<sup>me</sup> Richards a fait triompher la saine bonhomie en ridiculisant l'ancien vice-président « né avec un pied d'argent dans la bouche ». Elle a aussi résumé les maladroites de langage et les origines partitocratiques du candidat républicain. Pour le reste, elle s'est conformée à la tradition démocrate, plaçant pour un pays plus humain où la vie serait « autre chose qu'une course à l'argent ». Mais elle a aussi beaucoup insisté sur la famille, les

enfants et les petits-enfants, des valeurs « républicaines » que les démocrates sont bien décidés, cette année, à reprendre à leur compte, laissant un peu de côté les droits des gays et des lesbiennes, qui occupaient jadis une place plus voyante.

#### Carter sort du purgatoire

Autre différence encore bien plus frappante : il y a quatre ans, la convention avait à peu près excommunié Jimmy Carter, l'homme que Ronald Reagan avait chassé de la Maison Blanche et dont la présidence avait été, aux yeux de l'opinion, un symbole d'échec, de poisse, de déclin de l'Amérique. Cette fois, le seul démocrate à avoir occupé la Maison Blanche en l'espace de vingt ans, a reçu une longue ovation. Certes, M. Carter est géorgien et ne pas le mettre à l'honneur à Atlanta eût été bien difficile. Mais il s'agit de bien autre chose. Vieilli bien sûr, mais avec toujours son fameux sourire et sa voix d'adolescent, M. Jimmy Carter est sorti du purgatoire. Depuis un certain temps déjà, l'ancien président avait surmonté ses déceptions et sa rancœur, il avait fait la paix avec lui-même. Mais, à présent, il la fait avec son parti.

Après huit ans de réagisme, les perspectives ont changé et l'on est prêt désormais à rappeler les mérites du précepteur baptiste de Plains (Géorgie) : il y a là largement de quoi couvrir tout l'éventail de l'opinion démocrate, et même républicaine. MM. Dukakis et Jackson arboraient donc, l'un et l'autre, les mines satisfaites d'hommes qui ont dissipé tous les malentendus. Dans la réalité, les affaires se présentent de manière un peu moins idyllique.

Certes, les lignes de communication ont été rétablies entre les deux camps. M. Dukakis a aussi indiqué que le pasteur Jackson jouerait « un rôle très important » dans la campagne de l'automne et serait « complètement associé à la mise au point d'une stratégie ». M. Jackson,

qui est en ce moment à la pêche dans le Wyoming, a sûrement entendu, mais cela ne l'empêchera pas de continuer dans ses discours à mettre les électeurs en garde contre le retour à travers le carterisme aux « années de malaise ». Allusion ironique au discours prononcé par le président Carter durant l'été 1979 et qui stigmatisait un « malaise national ». Pour le reste, M. Carter a prononcé un discours sans surprise, conclu par un appel attendu à l'unité au sein du parti.

Une unité qui avait paru bien compromise tout au long de la semaine écoulée, mais qui s'était apparemment refaite le matin même. M. Dukakis s'est, en effet, décidé à se joindre à une conversation sérieuse avec le pasteur Jackson. Au terme d'une rencontre de trois heures, la presse a donc eu droit à une image idyllique : le vainqueur des primaires démocrates flanqué, d'un côté de M. Jackson, et de l'autre, de M. Lloyd Bentsen, le collier qu'il a choisi au grand déplaisir du pasteur noir.

C'est une image toute faite pour plaire au révérend Jackson. Doté d'un nouveau de son aile « progressiste » en plus de l'aile « conservatrice » personnifiée par M. Bentsen, le parti pouvait voler vers la victoire. Mais, si l'on fait la somme des options souvent parfaitement contradictoires défendues par les trois hommes, il y a là largement de quoi couvrir tout l'éventail de l'opinion démocrate, et même républicaine. MM. Dukakis et Jackson arboraient donc, l'un et l'autre, les mines satisfaites d'hommes qui ont dissipé tous les malentendus. Dans la réalité, les affaires se présentent de manière un peu moins idyllique.

Certes, les lignes de communication ont été rétablies entre les deux camps. M. Dukakis a aussi indiqué que le pasteur Jackson jouerait « un rôle très important » dans la campagne de l'automne et serait « complètement associé à la mise au point d'une stratégie ». M. Jackson,

à l'évident soulagement de son interlocuteur, a déclaré qu'il ne souhaitait « ni poste ni titre ». Mais il a confié un peu plus tard que son rôle précis n'avait pas été défini. Il a, en revanche, été admis que la tendance qu'il représentait devrait à bref délai obtenir une bien meilleure représentation au sein des instances dirigeantes du Parti démocrate, ce qui pourrait bien passer par la remplacement de l'actuel président du parti, M. Paul Kirk, en mauvais termes avec M. Jackson.

A en croire le représentant du pasteur, M. Brown, la collaboration entre les deux camps devrait se poursuivre au-delà de la campagne électorale, M. Jackson devenant, si l'on comprend bien, un « partenaire » assuré d'avoir au moins un rôle à jouer. M. Paul Brown, l'émancipation grise de M. Dukakis, se comportant tout à fait à l'image de son patron, s'efforçait au contraire de donner l'impression qu'aucun engagement n'avait été pris pour l'avenir. M. Dukakis sait bien qu'il a plus de voix blanches à perdre que de voix noires à gagner en s'associant de trop près à M. Jackson.

Dans le camp Jackson, à l'inverse, nombreux sont ceux qui trouvent bien maigres les vagues concessions consenties par le gouverneur du Massachusetts. C'est peu dire que toutes les plaies ne sont pas cicatrisées. Des représentants des deux États-majors ont longuement débattu, lundi, du programme qui devra être soumis à l'approbation de la convention. Trois points en particulier posent problème : une augmentation des impôts pour les plus riches et un engagement de la part des États-Unis à ne jamais utiliser en premier l'arme nucléaire — deux idées auxquelles M. Dukakis s'oppose et sur lesquelles la convention devrait se prononcer ; et la nécessité de créer une entité territoriale palestinienne sur laquelle, prudence oblige, on s'abstiendra sans doute de voter.

JAN KRAUZE.



### Un délégué sur quatre est noir

On ne pouvait rêver plus symbolique : à Atlanta, vieille capitale du Sud profond, anéantie au temps de la guerre de Sécession, et renaissante de ses cendres pour devenir, dans une architecture futuriste de verre et de béton, la vitrine d'un Nouveau Sud, celle d'un Sud où les Noirs, à l'image du maire de la ville, Andy Young, accèdent enfin aux plus hautes charges, prise d'un quart des délégués de la Convention démocrate sont noirs ! Neuf cent soixante-deux très exactement, sur un total de plus de quatre mille. Il y a quatre ans, à la Convention de San Francisco, ils n'étaient que 697, et il y a vingt ans à Chicago, 209 à peine.

La très grande majorité de ces délégués appartient, bien sûr, aux troupes du pasteur Jackson ; néanmoins certains ont été élus sur les listes du gouverneur du Massachusetts, Michael Dukakis, d'autres, enfin, se sont rendus à la Convention en raison des fonctions officielles qu'ils occupent.

C'est à la Convention de Philadelphie, en 1936, que siègèrent les premiers délégués noirs. Ils n'étaient alors que douze. Plus tard, à Atlantic City, en 1964, alors que, sous la houlette du pasteur King, d'Atlanta prédominait, la lutte pour les droits civiques battait son plein, il n'y eut que soixante-cinq délégués noirs, soit 2,8 % du nombre total des délégués, alors que les Noirs représentaient, comme aujourd'hui, environ 12 % de la population américaine et 20 % de l'électorat potentiel démocrate.

La participation des Noirs à la vie politique — et au processus électoral — est sans conteste à mettre à l'actif des campagnes du pasteur Jackson notamment lors de la campagne de 1984, où le candidat démocrate, avec des slogans tels que « Vote noir des » (le vote, pas la drogue), a essayé de mobiliser un électorat noir trop souvent marginalisé en raison de sa faiblesse économique.

## Europe

### L'imbricatio du « City-of-Poros »

### La police grecque n'a encore découvert aucune piste sérieuse

L'affaire du City-of-Poros a été longuement évoquée à l'initiative du ministre grec des Affaires étrangères, M. Carolos Papoulias, au cours de la réunion des ministres des Affaires étrangères des douze pays de la Communauté européenne, le lundi 18 juillet, à Athènes. Huit jours après l'attaque du navire de croisière grec, l'enquête des autorités locales n'a, jusqu'à présent, apporté aucun élément sérieux sur les motivations et l'identité des terroristes.

Trois hypothèses demeurent en présence : celle d'un coup porté à la Grèce au moment où elle prend la présidence de la Communauté européenne ; celle d'une vengeance après la destruction d'un avion de ligne iranien par la marine américaine ; celle enfin d'une tentative de chantage sur les autorités grecques pour qu'elles relâchent un Palestinien, Mohammed Rached, condamné à sept mois de prison, le 14 juillet, pour la possession de faux papiers d'identité et dont l'extradition est demandée par les États-Unis, qui l'accusent d'avoir participé à deux actions terroristes.

A Washington, des responsables américains, cités par l'agence Associated Press, ont estimé, lundi, qu'après avoir examiné plusieurs pistes possibles, la thèse d'une action du groupe Abou Nidal leur semblait la plus sérieuse. « La méthode de l'opération, le style de l'attaque, tout nous ramène à Abou Nidal », a estimé l'un d'eux.

#### Identification des victimes françaises

La police grecque a annoncé, lundi, avoir trouvé tout près du siège de la police des ports du Pirée une voiture Opel Ascona bleue contenant des valises avec des vêtements et des perruques qui auraient pu avoir été placés par les terroristes pour faciliter leur fuite après l'opération. Aucun élément d'enquête connu à ce jour ne permet de fournir d'explication sérieuse sur le rapport du médecin légiste sur l'identité des neuf victimes, qui devait être publié mardi à Athènes, permettra de savoir si certains terroristes se trouvaient parmi elles, comme l'hypothèse en a été avancée, ou si,

comme il paraît plus probable, les terroristes ont pu prendre la fuite. Seul le corps d'une des victimes, totalement carbonisée, posait encore problème. Celui des trois jeunes touristes français tués, Isabelle Bismuth, vingt et un ans, Laurent Vigneron, vingt-deux ans, et sa fiancée, Annie Audejean, vingt ans, ont, en revanche, été officiellement identifiés.

Avant de regagner Paris, le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, a confirmé lundi que le gouvernement français avait accepté sans réserve la demande de coopération pour l'enquête, notamment avec le souci « de mettre fin une fois pour toutes à certaines accusations formulées contre nos compatriotes ». Cette coopération s'effectuera par les voies diplomatiques, et on indiquait, dans la délégation française qu'aucun policier français n'était attendu pour le moment à Athènes.

Bien que le gouvernement grec lui-même donne l'impression d'être embarrassé aujourd'hui par les accusations portées contre des Français ou les services américains, la presse grecque poursuivait mardi son échafaudage d'hypothèses les plus folles. Tandis que certains journaux affirmaient ainsi que Laurent Vigneron était, en fait, un agent français, le quotidien *Avrami*, proche du gouvernement, persistait à qualifier de terroristes le *jeu* français. Laurent Vigneron ainsi que les deux jeunes Françaises...

### Laurent Vigneron est inconnu des services antiterroristes français

Alors que la famille et les proches de Laurent Vigneron ont déjà exprimé leur stupeur en apprenant les déclarations des autorités grecques le présentant, en raison de témoignages incertains, comme l'un des membres du commando qui opéra contre le bateau *City-of-Poros*, les services français chargés particulièrement de la lutte antiterroriste, font savoir de leur côté que rien dans leurs dossiers, comme dans leurs enquêtes, n'a jamais fait apparaître le nom de ce jeune homme.

Des vérifications avaient en effet été ordonnées par le ministre de l'Intérieur dès que la France fut informée des accusations portées par les enquêteurs grecs contre Laurent Vigneron, accusations qui intervenaient au lendemain de la rétractation d'autres accusations portées dans la même affaire contre un autre ressortissant français, Isabelle Bismuth, tuée, elle aussi, dans l'attentat.

On indique aujourd'hui au ministère de l'Intérieur que ces vérifications et les recherches effectuées par les différents ser-

vices spécialisés dans la lutte contre le terrorisme, telle la direction de la surveillance du territoire, la brigade criminelle, et, du côté judiciaire, la section chargée de la lutte antiterroriste (SCLAT), ex-autorité section du parquet de Paris, n'ont rien apporté qui puisse permettre la moindre suspicion d'une activité clandestine de Laurent Vigneron. Non seulement le nom du jeune homme n'apparaît dans aucun dossier ni dans aucun fichier, mais on ne trouve pas davantage trace de signalements suspects correspondants au sien. De plus, parmi les personnes suspectes, aucune n'a eu, par ses relations, fût-elles occasionnelles, Laurent Vigneron.

Ainsi, ces constatations ne font que conforter les propos des parents et des familles du jeune homme qui, tous, avaient fait valoir que la vie de Laurent Vigneron, ses activités, ses projets et son « apolitisme » excluaient catégoriquement à leurs yeux la moindre sympathie pour un mouvement terroriste et plus encore une appartenance à un tel mouvement.

### URSS : le vote du présidium du Soviet suprême

### Le maintien du Haut-Karabakh dans l'Azerbaïdjan relance l'épreuve de force en Arménie

Les prévisions pessimistes des Arméniens ont été confirmées par la décision adoptée lundi 18 juillet par le présidium du Soviet suprême de l'URSS : la région autonome du Haut-Karabakh restera partie intégrante de l'Azerbaïdjan, contre la volonté de la majorité arménienne de sa population.

MOSCOU  
de notre correspondant

Malgré la décision annoncée à Moscou, la première journée de travail à Erevan après deux semaines de grève s'est déroulée dans le calme. Des habitants interrogés dans la soirée indiquaient qu'ils n'étaient pas au courant de la décision prise et que « rien de spécial » ne se passait dans leur ville, si ce n'est que l'armée était omniprésente et renforçait le contrôle des véhicules qui s'y rendaient.

Le comité de grève arménien, qui avait appelé à la reprise du travail lundi, avait implicitement préconisé que le travail se poursuivît aussi le lendemain en n'appelant à un nouveau meeting que mardi soir. C'est mardi soir également que la télévision a prévu de diffuser un reportage sur la réunion du présidium et sans doute le discours qu'y a prononcé le chef du Kremlin.

Il en faudrait sans doute plus pour dissuader les Arméniens de se rendre au meeting. Toutefois, le risque de nouveaux heurts avec l'armée et le durcissement des autorités depuis une semaine envers le mouvement arménien ont amené le comité Karabakh à rechercher la voie du compromis. Selon un de ses membres, la « poursuite de la lutte » pourrait passer par des tentatives de prendre le pouvoir à la base, dans chaque entreprise ou organisme local.

Cette tendance à d'ailleurs été par avance violemment dénoncée par le premier secrétaire du PC d'Arménie, M. Tchetchikidze — un des derniers Brejnevistes du bureau politique, — qui a prononcé l'un des trente-deux discours à la réunion du présidium. Des extrémistes, a-t-il appelé à remplacer les dirigeants des organes du parti, des entreprises, des soviets (...) Je connais des gens qui nous critiquent, qui estiment qu'une telle situation ne doit plus être tolérée.

L'agence Tass avait diffusé dans la journée, de façon inhabituelle-

ment étonnée, les discours des orateurs, adoptant des positions souvent diamétralement opposées au cours d'une session qui a dépassé les six heures prévues.

Les premiers ont été les présidents des soviets suprêmes d'Arménie et d'Azerbaïdjan, qui ont exposé, comme prévu, les positions contradictoires sur le Haut-Karabakh déjà adoptées par leurs soviets en juin. Le premier a soutenu le droit à l'autodétermination du Haut-Karabakh, dont la population, à 75 % arménienne, veut être rattachée à l'Arménie. Le second s'est formellement opposé en soulignant que le million d'Arméniens qui vivent en URSS, ailleurs que dans la République d'Arménie, seraient alors en droit d'exiger la même chose.

Le premier secrétaire du parti de cette région, Gueorgui Pogossian, a ensuite affirmé que la seule solution réaliste, au point où en sont les choses, est de faire sortir le Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan, bien que cela soit contraire à la Constitution. Ce qui doit prévaloir, selon lui, c'est « l'esprit » du socialisme, excluant que le sort d'un peuple soit décidé par un autre, et non l'observation mécanique d'articles de la Constitution.

#### Des propositions de compromis

Les interventions des premiers secrétaires du parti de ces deux républiques ont été modérées : celui d'Arménie, M. Aroustian, a déclaré qu'il accepterait des solutions de compromis, parmi lesquelles il a cité la création d'un statut de « république » autonome pour l'actuelle « région » autonome. Les Arméniens, les officiels comme les activistes, refusaient jusqu'à cette solution qui revient à maintenir le Haut-Karabakh sous autorité azerbaïdjanaise.

Son homologue azerbaïdjanais, M. Vezirov, nommé comme lui en mai dernier, a, pour sa part, souligné le progrès que constituait « les nouveaux contacts quotidiens »

entre les partis des deux républiques.

Les intervenants des autres républiques se sont partagés entre partisans d'une solution « dans le cadre de la Constitution », c'est-à-dire la solution azerbaïdjanaise et « conservatrice », et partisans du compromis. Parmi ces derniers, plusieurs ont proposé la création d'une république autonome. Un député du Daghestan (République autonome du Caucase du Nord) suggéra d'instituer une entité provisoire par des organismes fédéraux et un académicien précisait que cela pouvait se faire par l'envoi aux places de représentants du Soviet suprême de l'URSS.

Interrogé à l'issue de la réunion, M. Pogossian a déclaré qu'une commission doit être créée au sein du soviets des nationalités (une des deux Chambres du Soviet suprême) pour examiner les différentes propositions avancées au cours de la réunion. Elle rendrait compte de son travail au présidium du Soviet suprême.

Le chef du parti au Haut-Karabakh, qui était un des invités sans droit de vote à la réunion, a même que dix députés de chacune des deux républiques concernées, a déclaré qu'il avait bien sûr espéré un résultat « meilleur », mais qu'il allait tenter à nouveau de raisonner la population en expliquant les « nouvelles possibilités » qui s'offrent. Dans son intervention, il s'était plaint du « blocus » de fait imposé au Haut-Karabakh et de l'ingérence des forces armées qui y entravent dans l'activité de tous les organismes locaux.

Le décret soumis au présidium est de nature à causer des « souffrances » et une grande « déception » au peuple arménien, avait déclaré de son côté le président du soviets suprême arménien, M. Voskarian, qui avait mis en garde contre les « conséquences imprévisibles » que son vote pouvait entraîner.

Il reste maintenant au Parti communiste arménien à tenter la reprise en main d'une situation « explosive » qui lui échappe largement, de l'aveu même de son premier secrétaire, — *Interim*.



## Proche-Orient

L'acceptation par l'Iran de la résolution 598

## Les perspectives de cessez-le-feu

Après un an de tergiversations et une série de revers militaires au cours des derniers mois, l'Iran a annoncé officiellement, lundi 18 juillet (nos dernières éditions du 19 juillet), son acceptation sans condition de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 20 juillet 1987 à l'unanimité de ses membres qui exige un arrêt immédiat des combats opposant l'Iran et l'Irak depuis septembre 1980.

Homme fort de Téhéran, M. Hachémi Rafsandjani, nommé commandant en chef par intérim de l'armée iranienne au début de juin, a indiqué que la décision avait été prise personnellement par l'imam Khomeiny, pour arrêter l'effusion de sang. A New-York, où il a reçu un message du président Ali Khamenei lui signifiant l'acceptation iranienne, le secrétaire

général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a exprimé l'espoir qu'une trêve pourrait entrer en vigueur dans un délai d'une semaine à dix jours.

Lors d'une conférence de presse télévisée, M. Rafsandjani a révélé que la destruction de l'Airbus d'Iran Air, avec deux cent quatre-vingt-dix personnes à bord, par un avion américain, le 3 juillet dans le Golfe, avait été l'élément-clé ayant amené l'imam Khomeiny à faire un choix. « La République islamique a finalement pris, avec l'imam, cette importante décision d'accepter un cessez-le-feu qui ouvrira un nouveau chapitre dans notre histoire », a-t-il dit.

« Cette décision », a ajouté M. Rafsandjani, « a été prise dans l'intérêt de l'Islam, et il n'y a pas là le moindre signe de faiblesse ou d'impuissance ».

mais des événements récents ont montré que des « incidents très graves » pouvaient arriver dans la région. « Le tournant a été la destruction de notre avion de ligne, qui, de quelque façon qu'on la considère, est venue comme une déclaration de l'Amérique montrant qu'elle pouvait commettre des crimes abominables si l'Iran continuait la guerre », a poursuivi M. Rafsandjani.

Celui-ci a également mentionné « l'extrême brutalité » du président irakien Saddam Hussein dans son pays, « notamment les massacres à l'arme chimique dans des milliers de villages ». Il a, en outre, précisé que l'Iran entendait toujours que l'Irak soit désigné et puni comme responsable de la guerre. « Rien n'a changé », a déclaré M. Rafsandjani, « sauf que nous avons renoncé à la

condition de la formation d'une commission pour déterminer les responsabilités dans le déclenchement du conflit comme préalable au cessez-le-feu. » Ce préalable, maintenant jusqu'à lundi par l'Iran, était le principal obstacle à l'acceptation par Téhéran de la résolution 598, acceptée dès l'origine par Bagdad.

M. Rafsandjani a encore indiqué que son pays n'avait aucune garantie sur le succès du processus de paix, mais que, en acceptant la résolution du Conseil de sécurité, il voulait lutter contre une propagande hostile qui présentait l'Iran avec une image belléuse.

Ce coup de théâtre survient à l'issue d'une série de défaites militaires cuisantes pour l'Iran, depuis la reconquête par l'Irak de la péninsule de

## Le poids des « pragmatistes »

La décision de l'Iran d'accepter sans conditions la résolution 598 du Conseil de sécurité constitue avant tout une victoire personnelle pour M. Rafsandjani, chef de file de ceux qu'on a pris l'habitude d'appeler à Téhéran les « pragmatistes ». L'imam avait pratiquement fait du président du Majlis (Parlement) son successeur, en lui confiant, au début de juin, le poste de commandant en chef par intérim de l'armée avec pour impossible mission de redresser une série de défaites successives inaugurée en avril par la perte de Fao, suivie en mai par celle du saillant de Chalamcheh.

La conquête de Chalamcheh par les iraniens, en février 1987, lors de l'opération « Karbala-5 », longtemps célébrée comme un haut fait militaire par les Iraniens, avait été la dernière action d'éclat des gardiens de la révolution (pasdaran). Elle n'avait cependant été qu'un demi-succès, comme l'avaient été dans le passé la capture des îles Majnoon et l'occupation de Fao, qui, comme toutes les offensives iraniennes lancées après la libération de Khorramshahr, sont demeurées inscrites.

Rapportés au prix d'innombrables sacrifices par les pasdaran et les basijis (volontaires) dans les marécages inondés — où leur nombre et leur esprit de sacrifice leur donnaient un net avantage sur leurs adversaires — ces éphémères succès étaient aussitôt annulés dès que les combats se poursuivaient en rase campagne, où dès que les conditions météorologiques permettaient l'intervention des blindés et de l'aviation de Bagdad.

C'est d'ailleurs à partir de l'ombre victorieuse de Chalamcheh, qu'on le sait aujourd'hui, a coté aux Iraniens plus de soixante-dix mille morts, que les responsables de Téhéran et, à leur tête, l'Imam Khomeiny, ont décidé de passer à l'offensive « Karbala-5 », acquiesçant à l'intime conviction qu'ils étaient incapables de remporter la guerre, celle-ci ne pouvant être gagnée contre un adversaire surarmé, jouissant de nombreux soutiens internationaux, notamment arabes.

« Karbala-5 » n'eut pas de suites et la « grande offensive finale », depuis lors périodiquement annoncée comme devant en finir une fois pour toutes avec le régime de Saddam Hussein, devint un mirage insaisissable.

Les responsables iraniens avaient fait part de leur pessimisme à l'imam Khomeiny en lui faisant valoir que l'état actuel des forces iraniennes, il était impossible de gagner la guerre. Il avait répondu sèchement : « Si vous ne voulez pas vous battre, partez. D'autres vous remplaceront. »

Tout récemment encore, en mai, s'adressant aux grands ayatollahs Nadjafi-Marachi et Golpaygani, lui dans un message courtois, lui avait suggéré de négocier une paix honorable, il avait répondu de la même façon : « Priez pour que Khomeiny meure », laissant ainsi indiquer que, tant qu'il vivrait, il n'y aurait pas d'autre alternative qu'une victoire militaire sur l'Irak.

Moyens peu orthodoxes

En accordant en juin dernier les pleins pouvoirs à l'Imam Khomeiny, l'imam Khomeiny lui-même a fait perdre sa superbe et sa foi inébranlable en une victoire militaire. Il n'ignorait en effet certains éléments que le nouveau commandant en chef qu'il avait placé à la tête de ses troupes était celui-là même qui, en novembre 1986, fut le principal architecte des négociations dites de l'Arange avec le « grand Satan » américain.

Il s'était même porté à son secours lorsque les « radicaux » de Téhéran avaient mis en difficulté le président du Majlis pour le rôle qu'il avait joué dans cette affaire. L'imam ne pouvait donc ignorer que ce grand « réaliste » qu'est Rafsandjani n'hésiterait pas à recourir, s'il le fallait, à des moyens peu orthodoxes au regard de la phraséologie en cours dans la République islamique ; cela pour assurer la survie du régime, jusqu'à aller contre des principes jusqu'alors communément admis.

D'aucuns affirment que, malgré son obstination légendaire, l'imam Khomeiny sait à l'occasion opérer un virage à 180 degrés, ainsi qu'il l'avait fait au cours de l'hiver 1980 en décidant d'en finir une fois pour toutes avec l'affaire des otages de l'ambassade américaine de Téhéran.

C'est ainsi que, fort du soutien de l'imam, M. Rafsandjani n'a pas hésité, dès son entrée en fonction comme commandant en chef de l'armée, à briser certains tabous, en

laissant entendre qu'il pouvait exister d'autres solutions que la guerre pour atteindre les objectifs de l'Iran. Dès le 2 juillet, parlant à la télévision iranienne, il affirmait avec force qu'il fallait tout faire pour empêcher les destructeurs de l'Iran de « nous présenter à l'opinion publique internationale comme des « fauteurs de guerre », en opposition à « Saddam Hussein qui recherche la paix ». « Lorsque nous parlons de victoires sur le front », ajoutait-il, « nous oublions pas de souligner que nous laissons la voie ouverte à toute solution non militaire de la guerre ». Une petite phrase passée alors presque inaperçue, mais qui annonçait déjà la surprenante initiative diplomatique du lundi 18 juillet.

Parlant en véritable chef de gouvernement, voire d'Etat, M. Rafsandjani a, par la même occasion, sévèrement critiqué la manière dont avait été, pendant de longues années, menée la diplomatie iranienne notamment en ce qui concerne les relations avec certains pays occidentaux. « Dans la climat révolutionnaire qui régnait dans le pays », avait-il dit, « nous avons fait de certains, qui auraient pu demeurer neutres dans le conflit, des ennemis, et, de même nous n'avons rien fait pour tenter de gagner l'amitié de ceux qui auraient pu être des amis ».

Pour lui, il est évident que la tâche primordiale de la diplomatie iranienne est de mettre fin à l'isolement de l'Iran, aussi bien en Europe que dans le monde arabe. Dans ce domaine, la victoire des thèses de M. Rafsandjani sonne le glas des affirmations de ceux connus en Iran sous le nom de « dévotionnaires » chroniques de « partisans de la ligne de l'imam », et qui préconisaient, tout récemment encore, pour sortir de l'impasse la militarisation de la société iranienne, la « vietnamisation » de la guerre et l'abandon de tous les efforts diplomatiques en vue de trouver une solution au conflit.

La réhabilitation de l'armée

Ces mêmes partisans de la ligne dite de l'imam prônaient encore retrait total et inconditionnel de l'armée régulière au profit des gardiens de la révolution. Le nouveau commandant en chef de l'armée par intérim, quant à lui, propose de

réhabiliter l'armée régulière qui, selon lui, a été négligée et assignée à des tâches purement défensives, privant ainsi le pays des moyens de gagner la guerre. Certes, il ne sous-estime pas l'importance des pasdaran et des basijis, mais il estime que ces derniers ne devraient être utilisés que dans des cas bien particuliers.

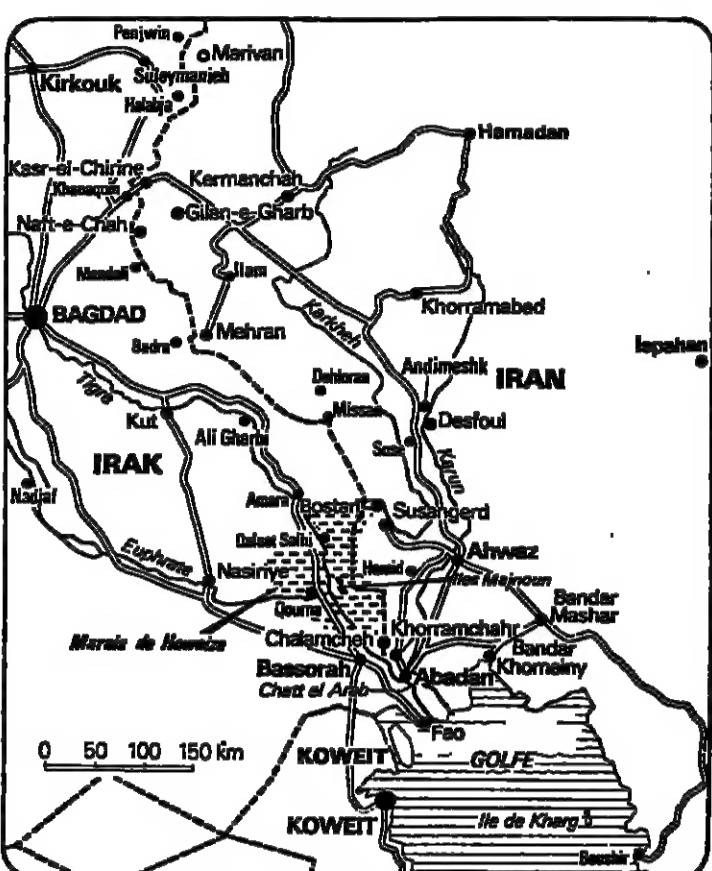
Pour lui, la guerre est une affaire trop sérieuse pour être confiée à d'autres qu'à des soldats bien entraînés et disciplinés. Huit années de « guerre révolutionnaire » ont complètement désorganisé l'armée classique, et l'Imam Khomeiny évoque avec une certaine envie l'armée iranienne dont les soldats, dit-il, servent presque sans interruption depuis huit ans, dans des unités militaires bien structurées, alors que la durée du service des conscrits iraniens n'est que de vingt-huit mois.

Pour M. Rafsandjani, l'amateurisme, même « révolutionnaire », dont font preuve les gardiens de la révolution et les basijis explique en partie les récentes défaites militaires sur le front. Tout est donc à refaire dans le domaine militaire, et certains experts estiment qu'il faudra près d'un an et demi, sinon davantage, pour remettre sur pied les forces armées iraniennes, à condition bien entendu de trouver les moyens de payer ses armées militaires et de leur fournir les armes qu'il semble qu'on prend en considération l'état lamentable des finances du pays après presque huit ans de guerre.

Voici encore deux ans, les combattants iraniens compensaient leur manque d'entraînement et d'armement par leur ardeur au combat et leur mépris de la mort. Les temps ont bien changé. Les Iraniens font désormais face à une armée irakienne aguerrie, dotée d'un armement sophistiqué et protégée par une aviation moderne équipée d'engins ultra-performants, et qui n'hésite pas, à l'occasion, à utiliser les armes chimiques.

Dans ces conditions, continuer la guerre aurait constitué une aventure que les « pragmatistes » iraniens semblent avoir refusé. Ils viennent de choisir la paix pour sauver le régime. Il s'agit là d'un pari dangereux pour eux. En acceptant la paix, ne risquent-ils pas de perdre un régime dont le moteur, jusqu'à présent, était la guerre ?

JEAN GUYENAS.



## Le texte de la résolution 598

Voici le texte de la résolution ordonnant l'arrêt des hostilités entre l'Iran et l'Irak, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 20 juillet 1987 :

Le Conseil de sécurité :

Réaffirmant sa résolution 582 (1986).

Profondément préoccupé de ce que, en dépit de ses appels à un cessez-le-feu, le conflit entre l'Iran et l'Irak se poursuit sans diminuer d'intensité et continue d'entraîner de lourdes pertes en vies humaines et de destructions matérielles,

Déplorant le déclenchement et la poursuite du conflit,

Déplorant également le bombardement de centres de peuplement exclusivement civils, les attaques contre des navires neutres ou des avions civils, les violations du droit humanitaire international et d'autres règles relatives aux conflits armés et, notamment, l'utilisation d'armes chimiques en contravention des obligations découlant du protocole de Genève de 1925,

Profondément préoccupé par la possibilité d'une nouvelle escalade et d'une extension du conflit,

Résolue à mettre fin à toutes les actions militaires entre l'Iran et l'Irak,

Convaincu de la nécessité de parvenir à un règlement global, juste, honorable et durable entre l'Iran et l'Irak,

Rappelant les dispositions de la charte des Nations unies, en particulier l'obligation qu'ont tous les membres de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger,

Constatant qu'il existe une rupture de la paix en ce qui concerne le conflit entre l'Iran et l'Irak,

Agissant en vertu des articles 39 et 40 de la charte des Nations unies,

1) Exige, comme première mesure en vue d'un règlement négocié, que l'Iran et l'Irak observent immédiatement un cessez-le-feu, suspendent toutes actions militaires sur terre, en mer et dans les airs, et retirent sans délai toutes les forces jusqu'aux frontières internationales reconnues ;

2) Prie le secrétaire général d'envoyer une équipe d'observa-

teurs des Nations unies pour vérifier, confirmer et superviser le cessez-le-feu et le retrait des forces et le prie également de prendre, en consultation avec les parties, les dispositions nécessaires à cette fin et de présenter un rapport au Conseil de sécurité à ce sujet ;

3) Demande instamment que les prisonniers de guerre soient libérés et rapatriés sans délai après la fin des hostilités actives, en conformité avec la troisième convention de Genève du 12 août 1949 ;

4) Demande à l'Iran et à l'Irak de coopérer avec le secrétaire général à l'application de la présente résolution et aux efforts de médiation en vue de parvenir à un règlement global, juste et honorable, acceptable par les deux parties, de toutes les questions en suspens, en conformité avec les principes contenus dans la charte des Nations unies ;

5) Demande à tous les autres Etats de faire preuve de la plus grande retenue, de s'abstenir de tout acte qui pourrait intensifier et prolonger le conflit et de faciliter ainsi l'application de la présente résolution ;

6) Prie le secrétaire général d'explorer, en consultation avec l'Iran et l'Irak, la possibilité de charger un organe impartial d'enquêter sur la responsabilité du conflit et de faire rapport au Conseil de sécurité dès que possible ;

7) Reconnaît l'ampleur des dommages infligés durant le conflit et la nécessité d'efforts de reconstruction, avec une assistance internationale appropriée, une fois le conflit terminé et, à cet égard, prie le secrétaire général de désigner une équipe d'experts pour étudier le problème de la reconstruction et faire rapport au Conseil de sécurité ;

8) Prie en outre le secrétaire général d'examiner, en consultation avec l'Iran et l'Irak et avec d'autres Etats de la région, les mesures susceptibles de renforcer la sécurité et la stabilité de la région ;

9) Prie le secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité informé de l'application de la présente résolution ;

10) Décide de se réunir à nouveau en tant que de besoin pour envisager l'adoption de nouvelles dispositions, afin d'assurer le respect de la présente résolution.

## Bagdad sur ses gardes

(Suite de la première page.)

« Ce communiqué n'est pas dicté par une nouvelle attitude vis-à-vis de la résolution 598, qui exprimerait une volonté claire de paix, mais par une raison tactique et de circonstance ». « Le communiqué », poursuit le ministre, « qualifie l'Irak d'agresseur, ce qui est la continuation de l'ancien langage, et il affirme que la nouvelle position iranienne vise à mettre en échec un complot contre l'Iran. Il parle d'autre part de circonstances qui nécessitent de nouvelles positions pour faciliter les tâches de la défense sacrée. Ce sont des termes qui signifient en Iran agression et expansionnisme. En plus il appelle à une mobilisation générale, ce qui n'est pas précisément la caractéristique d'une volonté de paix ».

« Donc, a conclu le ministre, à la lumière de notre expérience passée des tergiversations iraniennes, il faut être prudent avant d'aboutir à un accord clair entre l'Irak et l'Iran, dont le premier point devrait être un traité de paix ».

Incontestablement, on craint à Bagdad un nouveau piège, au moment où le sort des Iraniens domine la supériorité totale à l'Irak, qui en trois mois a reconquis l'exception de quelques poches le long du front — la totalité de son territoire. Des victoires sans doute acquises tout autant par la force des armes que par l'absence de combativité des Iraniens.

Une visite dans la région de Zobeide, au sud-est de Bagdad, dernière reconquête irakienne d'importance, montre à l'évidence

que les Iraniens se sont retirés ou rendus sans combattre. Dans ces collines de terre brûlée, qui s'étendent à perte de vue, aucune trace de combats, aucun signe d'affrontements. Les énormes quantités de matériel en bon état récupérées par l'Irak, le nombre impressionnant de prisonniers (7 000 selon les chiffres officiels) et l'apparente facilité avec laquelle l'armée irakienne a pu, la semaine dernière, stationner durant quarante-huit heures en territoire iranien sur une profondeur de 40 kilomètres sont autant d'indices d'un effondrement iranien, ou plutôt d'une nouvelle volonté politique de la part de Téhéran. Tout près de la frontière, l'armée irakienne a installé ses chars dans les anciennes positions iraniennes encore jonchées de tracts en persan ; elle ne semble pas se le quitter. Avec 45 °C à l'ombre, la seule préoccupation des soldats est apparemment de chercher à s'abriter de la chaleur.

Que se passe-t-il à Téhéran ?

Les Iraniens ont-ils tiré les conséquences de leurs récentes séries d'échecs, ont-ils cherché à gagner du temps pour regrouper leurs forces, acquiescer de nouvelles armes et repartir à l'attaque dans des conditions plus propices pour eux ? Ce sont autant de questions que tout le monde se pose à Bagdad, avec en corollaire celle-ci : que se passe-t-il à Téhéran (au plan de la politique intérieure) ?

Dans les milieux diplomatiques, on remarque aussi que cette acceptation iranienne survient au lendemain de la nouvelle offre de paix faite dimanche par le président Saddam Hussein, au cours d'un discours célébrant le vingtième anniversaire de la révolution du 17 juillet.

Le président avait rappelé les cinq conditions qu'il avait posées à de multiples reprises, c'est-à-dire : retrait total et inconditionnel des troupes aux frontières, échange rapide et complet des prisonniers de guerre, signature d'un traité de paix entre les deux pays, non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun et contribution mutuelle à l'établissement de la sécurité dans la région — spécialement dans le Golfe.

M. Saddam Hussein avait ajouté que l'Irak rejeterait fermement toute tentative d'imposition de règlement partiel de la guerre. L'insistance des autorités irakiennes (encore répétée dans la déclaration du ministre de l'Information) à réclamer immédiatement un traité de paix paraît signifier que Bagdad veut aller très vite au-delà de la résolution 598, dans la crainte d'un simple cessez-le-feu qui donnerait à l'Iran le temps de se ressaisir. Il est vrai que, depuis un an qu'a été voté, la résolution, les choses ont changé sur le terrain et que l'Irak est aujourd'hui en bien meilleure posture. Le bénéfice du retour aux frontières, qui jouait l'année dernière en faveur de l'Irak, dont une partie du territoire était occupée par l'Iran, a été annulé par les victoires irakiennes.

De même, le déséquilibre au niveau des prisonniers (cinquante mille Irakiens en Iran et dix mille Iraniens en Irak, selon le CICC) s'est quelque peu atténué depuis trois mois.

Si les officiels irakiens sont d'une grande retenue, l'homme de la rue, lui, veut y croire, voyant déjà se profiler la paix. Après quelques instants de surprise à l'annonce de la nouvelle, données tout d'abord sans commentaires à la radio et à la fin du journal télévisé, un jeune homme laisse éclater sa joie : « C'est la fin des martyrs. Mon oncle va pouvoir rentrer. C'est fini les pleurs ».

Très meurtri, cette guerre a laissé des traces dans toutes les familles irakiennes, et partout le refrain est le même : que tout le monde rentre, fin la mobilisation. Chacun raconte les maux subis, les privations endurées, comme si la perspective d'une paix prochaine libérerait brusquement des sentiments jusqu'à présent cachés au nom de la guerre et de la défense du territoire. Il est sans doute encore beaucoup trop tôt pour estimer à leur juste valeur les conséquences de la décision iranienne, mais il est vrai que c'est la première fois, en huit ans de guerre, qu'une telle perspective est en vue.

Alors, simple armistice ou paix ? En attendant la réponse, Bagdad reste sur ses gardes, et ce n'est sans doute pas demain que les soldats qui patrouillent sur le front, faisant déjà la V de la victoire, vont pouvoir rentrer chez eux.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

## Conseil de sécurité des Nations Unies

## dans la guerre du Golfe

En avril, les revers ont contraint les Iraniens à se replier derrière la frontière irakienne. Ils ont subi de lourdes pertes matérielles et humaines. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598, qui exige un cessez-le-feu immédiat.

M. Rafsandjani a déclaré que, si le processus de paix échouait, les Iraniens continueraient à se battre. Il a souligné que la résolution 598 était une victoire pour l'Iran, mais qu'elle ne garantissait pas la fin de la guerre. Il a également mentionné que l'Iran avait accepté la résolution 598, mais qu'il n'avait pas encore accepté la résolution 598.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598, qui exige un cessez-le-feu immédiat. La résolution 598 a été adoptée à l'unanimité de ses membres.

Satisfaction

## Un succès

La décision de l'Iran de la résolution 598 est une victoire pour l'Iran. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Les menaces d'un tapage de soit

Accepté quasi immédiatement par l'Irak, la résolution est accueillie avec une attitude qui semble tendre à un « oui, mais ». Elle n'est pas une victoire pour l'Iran, mais elle est une victoire pour l'Irak. Elle est une victoire pour l'Irak.

Très vite, les dirigeants irakiens ont exprimé leur satisfaction. Ils ont déclaré que la résolution 598 était une victoire pour l'Irak. Ils ont également mentionné que l'Irak avait accepté la résolution 598, mais qu'il n'avait pas encore accepté la résolution 598.

## Huit ans

Il y a huit ans, ce jour-là, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.

Le 20 juillet 1987, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 598. Elle a été adoptée à l'unanimité de ses membres. Elle exige un cessez-le-feu immédiat. Elle est une victoire pour l'Iran.



# Proche-Orient

## du Conseil de sécurité des Nations unies dans la guerre du Golfe

an de la résolution 598  
es de cessez-le-feu

La résolution 598 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 20 juillet 1987, est le résultat d'un processus de négociation complexe. Elle vise à mettre fin à la guerre du Golfe et à rétablir la paix dans la région. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à sa 3628<sup>e</sup> séance, a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le dossier du conflit armé en Iran et en Irak. Le texte de la résolution est le suivant :

Fao en avril. Ces revers ont contraint les forces irakiennes à se replier derrière la frontière internationale reconnue sur la plupart du front.

M. Rafsanjani a déclaré que, si le processus de paix allait de l'avant, les Américains devraient, conformément aux termes de la résolution 598, retirer leurs forces du Golfe. « Notre présence [dans le Golfe] est dictée par la dimension de la menace », a-t-il dit pour sa part le porte-parole de la Maison Blanche. « Il nous faut attendre et voir » comment le cessez-le-feu est appliqué avant de prendre une décision.

Toujours pour M. Rafsanjani, l'intervention des États-Unis et de l'URSS n'a fait que compliquer la tâche des Iraniens dans la guerre. « Nous combattons en réalité l'Amérique et la Russie, et

seulement en apparence le parti Baas d'Irak », a-t-il dit.

Il y a quelques jours, M. Rafsanjani avait déclaré que l'Irak entendait élargir ses relations diplomatiques dans le cadre d'une nouvelle stratégie de la guerre. L'Irak et le Canada ont annoncé lundi le rétablissement de leurs relations après une rupture de huit ans, un mois après la reprise d'intervalle avec la France et l'intensification des contacts avec la Grande-Bretagne.

De son côté, M. Perez de Cuellar a souligné son intention de parvenir rapidement à une trêve complète, annonçant une reprise immédiate de ses discussions avec les deux belligérants. « Je pense que, si j'ai de la chance, nous pourrions avoir un cessez-le-feu d'ici une semaine à dix jours », a-t-il déclaré.

### Satisfaction à New-York

## Un succès pour l'ONU

L'acceptation par l'Irak de la résolution 598 constitue une victoire internationale pour l'ONU et le secrétaire général Perez de Cuellar en particulier. Elaborée par les cinq grandes puissances, adoptée avec une solennité exceptionnelle par un Conseil de sécurité réuni, pour l'occasion, au niveau ministériel, les dix points du texte furent présentés comme « obligatoires » et « historiques ». La photo de famille prise le 25 septembre 1987, après le départ des cinq ministres des affaires à New-York, rappelle les grands moments d'un passé glorieux mais apparemment révolu.

Soumis à une pression grandissante des opinions publiques et des milieux d'affaires, les « Cinq » (États-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne), principaux fournisseurs militaires des belligérants, tentèrent, dans le plus grand secret, de définir une approche commune à partir de janvier 1987. Se réunissant fréquemment pour des « consultations informelles », les ambassadeurs parvinrent à élaborer un projet de résolution qui fut adopté le 20 juillet 1987, sous la présidence de M. Jean-Bernard Raimond, à l'époque ministre français des affaires étrangères.

Exigeant l'arrêt immédiat des hostilités, le texte prévoit le retrait des armées et l'arrêt des opérations sur la frontière internationale reconnue, la constitution d'un comité chargé de déterminer les responsabilités dans le déclenchement

du conflit, l'échange des prisonniers de guerre et une aide internationale à la reconstruction des deux pays.

Malgré la volonté exprimée publiquement par la France et les États-Unis, la résolution 598 ne prévoit pas de sanctions à l'égard de celui des belligérants qui refuserait de s'y soumettre, mais laisse entendre qu'une telle décision pourrait être prise ultérieurement.

Les nuances d'un tapis de soie

Acceptée quasi immédiatement par l'Irak, la résolution est accueillie à Téhéran par une attitude qui ressemble tant à un « oui, mais », tantôt à un « non, mais », en passant par des nuances aussi diverses que celles d'un tapis de soie. Afin de prouver sa bonne foi, Bagdad cesse toutes ses opérations militaires dans les eaux internationales, alors que Téhéran, sans jamais accepter la paix de manière formelle, fait de même.

Très vite, les dirigeants irakiens comprennent le but de l'Irak : l'arrêt des hostilités en mer permet surtout la reprise des exportations irakiennes, alors que l'Irak, quasi enclavé en raison de la fermeture du Chott-el-Arab, ne tire aucun bénéfice tangible de son attitude conciliante. Devant la brusque remontée des rentrées de devises irakiennes (+6 millions de dollars par jour dès le fin du mois de juillet), Bagdad

Il a indiqué qu'un tel délai lui était nécessaire pour négocier la date concrète du jour J du cessez-le-feu avec les parties en présence et mettre en place une force de supervision de l'ONU, qui, a-t-il dit, comprendra 250 hommes pour contrôler les opérations sur le terrain. M. Perez de Cuellar a précisé avoir reçu des indications comme quoi l'Irak souhaitait un cessez-le-feu à brève échéance.

Le secrétaire général a, d'autre part, exprimé l'espoir que les pays occidentaux maintiennent des forces navales dans le Golfe pour assurer la liberté de navigation « estimant qu'ils ont à contribuer à la création d'une atmosphère de détente ».

Il n'a pas clairement indiqué s'il avait été

averti à l'avance de la décision prise par Téhéran lors de la visite à New-York, la semaine dernière, du chef de la diplomatie irakienne, M. Ali Akbar Velayati. Celui-ci était venu présenter le point de vue irakien lors de l'examen de l'affaire de l'Airbus iranien détruit par la marine américaine.

A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a fait savoir qu'il se tenait prêt à superviser le rapatriement des prisonniers de guerre irakiens et irakiens. Selon les dernières estimations du CICR, l'Irak détient 50 000 soldats irakiens tandis que l'Irak aurait 12 000 prisonniers irakiens. La libération et le rapatriement « sans délai » des prisonniers des deux pays sont prévus par la résolution 598. — (AFP, AP, Reuters).

### Les réactions dans les capitales occidentales et arabes

## Soulagement et prudence

Satisfaction, soulagement mais surtout une extrême prudence : c'est visiblement en adoptant la devise « attendre et voir venir » que la plupart des pays, tant du côté occidental que parmi les nations arabes, ont accueilli, lundi 18 juillet, l'annonce de l'acceptation officielle par l'Irak d'un cessez-le-feu avec l'Irak.

« Nous devons être prudents. Nous ne connaissons pas les intentions » des Irakiens, a ainsi déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, tout en se félicitant de la décision irakienne. Celle-ci, a-t-il dit, « ouvre la voie à la fin de cette guerre et au rétablissement de la stabilité dans cette région troublée du monde ».

M. Fitzwater a précisé qu'aucune décision ne serait prise quant au maintien, à une réduction ou à un retrait de la flotte américaine dans le Golfe tant qu'un cessez-le-feu en bonne et due forme ne serait pas observé sur le terrain. Il a enfin estimé que la présence de la marine américaine dans le Golfe ainsi que la destruction « accidentelle » d'un Airbus iranien par un croiseur de l'US Navy, le 3 juillet dernier, avaient probablement contribué à la décision de Téhéran.

Ambivalence de sentiments également dans différentes capitales

européennes telles que Londres ou La Haye, où tout en étant considérée comme « une percée considérable » ou une « grande nouvelle », l'acceptation irakienne est également accueillie avec circonspection. La situation permet d'entrevoir « la fin de souffrances humaines dramatiques dans les deux pays », selon le gouvernement néerlandais, tandis que le Foreign Office considère la décision de Téhéran comme « une percée considérable » sur la voie d'un règlement du conflit irakien. « Si l'Irak est prêt à respecter entièrement la résolution ».

A Jérusalem, la première réaction est l'incrédulité. Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres, a ainsi exprimé la crainte que les deux belligérants ne tournent leurs forces contre Israël une fois la paix conclue entre eux. « L'Irak et l'Irak ont des intérêts communs de ce qu'ils vont faire de leur puissance militaire accumulée. Vont-ils reconstruire leur pays ou décideront-ils de reconquérir leur prestige passé dans la région ? », s'est demandé M. Peres, pour qui une paix entre l'Irak et l'Irak pourrait modifier l'équilibre des forces au Proche-Orient.

Au Japon, qui dépend en grande partie du pétrole du Golfe pour ses approvisionnements énergétiques, on se félicite de la décision irakienne « conduira à une navigation sûre pour les bateaux dans le détroit d'Ormuz ».

Parmi les pays arabes du Golfe, particulièrement exposés tout au long du conflit entre l'Irak et l'Irak, l'Arabie saoudite et Oman n'ont pas caché leur soulagement. Au Koweït, dont le territoire a été touché à plusieurs reprises par des missiles irakiens, c'est la prudence qui l'emporte. Tout en qualifiant d'« important » le pas franchi par Téhéran, les autorités de l'émirat préfèrent attendre de « savoir jusqu'où va » l'acceptation irakienne de la résolution 598.

### Seule voix discordante celle de l'Égypte

Satisfaction apparemment sans mélange, en revanche, dans les Émirats arabes unis qui ont qualifié la décision de l'Irak de « décision sage et courageuse, de nature à arrêter l'effusion de sang ». Seule voix discordante, jusqu'à présent, dans les manifestations arabes de satisfaction, celle de l'Égypte, dont le ministre des affaires étrangères, M. Hosni Mubarak, a estimé que l'annonce irakienne n'était « pas suffisante ». Elle doit être accompagnée, a-t-il souligné, d'un retrait des troupes irakiennes à la frontière internationale.

Le représentant de la Ligue arabe aux Nations unies, M. Clovis Makoud, s'est, pour sa part, félicité de la décision irakienne tout en regrettant que cette initiative arrive si tard. « Nous espérons que cette acceptation sera suivie par la volonté d'appliquer ses clauses afin que le cessez-le-feu sur des frontières reconnues par la communauté internationale prépare la voie à l'application totale de cette résolution », a-t-il déclaré.

Quant à M. Massoud Radjavi, chef du principal mouvement irakien d'opposition armée, il estime que le geste de Téhéran ne fait que traduire « l'effondrement total et l'impuissance absolue » du régime de l'imam Khomeini. Ce régime, affirme le responsable des Moudjahidines du peuple, « avoue ainsi, dans un état d'incapacité complète, l'échec total de sa stratégie de guerre ». — (AFP, AP, REUTER).

## Huit années d'un conflit sanglant

Il y a près de huit ans, ce qui, dans l'esprit des dirigeants irakiens, n'aurait dû être qu'une « promenade militaire », allait se transformer en l'un des plus longs et sanglants conflits du Proche-Orient. Voici une chronologie de la guerre du Golfe.

**1980**  
● D'avril à septembre. — Multiplication des incidents frontaliers entre l'Irak et l'Irak.

● 17 septembre. — Le président irakien Saddam Hussein dénonce l'accord d'Alger de 1975 délimitant les frontières avec l'Irak, notamment sur le Chott-el-Arab.

● 22 septembre. — Les forces irakiennes déclenchent les hostilités en pénétrant en Iran, tandis que l'aviation de Bagdad attaque des installations aéronavales irakiennes en profondeur.

● 28 septembre. — Première résolution de l'ONU demandant l'arrêt des combats. Sur le terrain, les Irakiens progressent en territoire iranien, s'emparant du port de Khorramchahr.

**1981**  
● Janvier. — L'Irak repousse une première contre-offensive irakienne.

● Septembre. — Les forces de Téhéran réussissent une percée autour de la ville irakienne d'Abadan dont les Irakiens lèvent le siège.

**1982**  
● Mars. — L'Irak lance ses premières grandes contre-offensives qui lui permettent de reconquérir la quasi-totalité de son territoire.

● Mai. — Les troupes irakiennes reprennent Khorramchahr.

● Juin. — L'Irak décrète unilatéralement un cessez-le-feu et retire ses forces à l'intérieur de ses frontières.

● Juillet. — Le Conseil de sécurité de l'ONU réclame de nouveau l'arrêt des hostilités. Les Irakiens pénètrent pour la première fois en territoire irakien, dans la région de Bassorah, au sud du front.

● Août. — Bagdad met l'accent sur la « guerre économique » en décrétant un blocus de l'île de Kharg, dans le Golfe, où se trouve le principal terminal pétrolier de l'Irak. Téhéran menace de fermer le détroit d'Ormuz et d'interrompre ainsi une partie de l'approvisionnement de l'Occident en pétrole.

**1983**  
● Février. — Déclenchement de nouvelles offensives irakiennes limitées dans le sud de l'Irak.

**1984**  
● Mars. — A la suite de plusieurs coups de boutoir, les Irakiens s'emparent des îles Majoun, dans les marais du sud de l'Irak. Téhéran accuse Bagdad d'avoir utilisé des armes chimiques pour tenter d'enrayer l'avance irakienne.

● Avril. — Les Irakiens engagent la « guerre des villes » en tirant leurs premiers missiles sur les villes irakiennes. Ces bombardements ont entraîné la mort de plusieurs centaines de civils.

● Novembre. — Le scandale de l'« Irangate » éclate aux États-Unis, après la révélation par un journal libanais — confirmée par la suite par les Américains eux-mêmes — que Washington avait fourni des armes à l'Irak pour tenter d'obtenir la libération d'otages américains retenus au Liban.

**1987**  
● Janvier. — Reprise par l'Irak des grandes offensives par « vagues humaines » dans le sud de l'Irak. Les Irakiens s'approchent du grand port de Bassorah. Ces attaques font, en l'espace de cinq semaines, selon des sources américaines, environ 45 000 morts et blessés côté irakien et 20 000 victimes côté iranien.

**1988**  
● Janvier. — Nouvelle escalade dans la « guerre des villes ». Téhéran est touché pour la première fois par des missiles irakiens. Des centaines de missiles sont tirés de

Koweït, en représailles à l'aide accordée par l'émirat à l'Irak. Washington envisage un système de protection des pétroliers koweïtiens.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.

● Le 17 mai. — La frégate américaine *Stark* est touchée par les missiles d'un avion irakien — Bagdad parvient à en faire passer deux autres à l'intérieur du détroit d'Ormuz.



## Proche-Orient

### Polémique en Israël

#### M. Shamir a-t-il engagé des conversations secrètes avec l'OLP ?

JÉRUSALEM de notre correspondant

Pour-on sérieusement prétendre que M. Itzhak Shamir ait engagé secrètement, par l'intermédiaire de la Roumanie, des négociations avec l'OLP sur la mise en place d'un régime d'autonomie dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza ? Toute la carrière politique du premier ministre du Likoud, ses innombrables déclarations et prises de position contre tout contact avec « cette organisation terroriste », plaident en faveur de l'absurdité de cette thèse, a pu faire remarquer M. Avi Pazner, le conseiller de presse de M. Shamir. Effectivement, les démentis et les dénégations ont paru, au départ, bien plus fiables que les « révélations » qui défrayaient la chronique depuis quelques jours, que ce soit les révélations de M. Bassam Abou Charif, le conseiller de Yasser Arafat, ou celles du ministre israélien (travailliste) de l'énergie, M. Moshé Shakhai.

Lorsque M. Bassam Abou Charif a affirmé à Bagdad que « M. Shamir avait proposé à l'OLP, par le truchement de la Roumanie, de vendre en charge l'administration civile des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza », des membres du cabinet du premier ministre israélien ont d'abord haussé les épaules et se sont contents de démentir en expliquant qu'il s'agissait d'un complot de l'« Une Nuit ».

Pour la classe politique israélienne, l'incident Bassam Abou Charif semblait clos. C'était compter sans M. Moshé Shakhai, l'un des ministres travaillistes les plus turbulents du gouvernement d'union nationale, qui a réussi, lui, à faire sortir M. Shamir de ses gonds.

#### « Un message abject »

Par lorsque M. Shakhai a soutenu, dans plusieurs interviews, que « les déclarations de Bassam Abou Charif contenaient peut-être un fond de vérité », et que, depuis des mois, il cherchait à faire la lumière sur des « rumeurs au sujet de contacts entre M. Shamir et l'OLP », il s'est vu infliger cette réponse cinglante du premier ministre : « Il s'agit d'un message abject, les propos de cet homme-là [M. Shakhai] ne contiennent pas la moindre parcelle de vérité ».

La violence du ton s'explique sans doute par l'approche des élections. A trois mois et demi du scrutin, le ministre travailliste a visiblement cherché à ébranler le chef du Likoud en faisant de la surenchère anti-OLP. Mais au-delà de cet aspect « électoral », cette affaire soulève une question : quelle est la nature des contacts entre M. Shamir et la Roumanie, et l'idée d'autonomie palestinienne chère au Likoud n'est-elle pas effectivement plus séduisante pour l'OLP que l'option d'autonomie du Parti travailliste de Shimon Peres ?

Il y a une dizaine de jours, ces questions avaient déjà refait surface avec la venue à Jérusalem d'un émissaire roumain, M. Constantin Metea, qui avait rendu compte à M. Shamir et à son cabinet des récentes conversations à Bucarest entre le président Cescu et M. Yasser Arafat. Ce compte rendu, selon des indiscretions de la presse israélienne, contenait un élément radicallement nouveau dans la position du second : l'offre de négociations directes avec Israël sur un accord intérimaire dans les territoires occupés, c'est-à-dire la mise en place d'un régime transitoire d'autonomie en Cisjordanie et de Gaza.

La nouvelle polémique qui a éclaté avec les « révélations » de M. Bassam Abou Charif et Moshé Shakhai nous ramène, elle, non pas à la visite de M. Constantin Metea mais au voyage, datant d'il y a un an déjà, de M. Shamir à Bucarest. Elle exhume aussi une vieille affaire qui fit grand bruit à la même époque : l'affaire Moshé Amirav. Il s'agit d'un ancien membre du comité central du Héroul (la principale composante du Likoud) qui avait été exclu de son parti pour avoir accepté le principe d'une rencontre avec M. Yasser Arafat, après avoir débattu, sur la base de discussions avec des Palestiniens de Jérusalem-Est, un plan octroyant une large autonomie aux habitants de Cisjordanie et de Gaza.

On avait dit alors que certains membres du cabinet de M. Shamir avaient donné le feu vert aux initiatives de M. Moshé Amirav, et, aujourd'hui, le ministre travailliste Moshé Shakhai fait valoir que c'est ce « plan Amirav » que M. Shamir avait emporté l'année dernière à Bucarest, en sachant qu'il serait porté à la connaissance de l'OLP. Le premier ministre dément avec la même énergie et rien, en effet, ne permet de prétendre que le chef de la droite ait brisé le plus grand tabou de la politique israélienne : le refus de tout contact avec l'OLP.

(Interim.)



(Suite de la première page.)

L'estimais souhaitable — et je continue à le penser — que le président puisse choisir ses collègues sur une liste de deux ou trois noms présentée par chaque Etat membre pour chaque poste à pourvoir. Maintenant que j'ai été nommé, je trouverais de mauvais goût d'insister sur ce point. Certains pays ont d'ailleurs déjà pris la décision, sans me consulter, ni même souvent m'informer directement, de nommer un nouveau commissaire ou d'en renouveler un. Mais je persiste à penser qu'il est très important que mon successeur puisse avoir cette possibilité.

— Les gouvernements vous consultent-ils ou non lors de la nomination d'un commissaire ?

— Notre jurisprudence prévoit que je dois être consulté. Pour parler franchement, je le suis moins cette fois-ci que je ne l'ai été pendant le deuxième semestre 1984, après ma première désignation. Mais, puisque la construction européenne va bien, pourquoi en ferais-je une histoire... J'y vois plutôt le témoignage du faible intérêt que portent certains gouvernements, d'un strict point de vue européen, à la désignation des commissaires.

### « Je dois être une mémoire et un provocateur »

Dans un récent discours au Parlement européen, vous avez souligné la double nécessité d'une « amorce de gouvernement européen », au cours de la prochaine décennie, afin de prendre les décisions qui s'imposent dans la Communauté, et d'une réflexion sur le contrôle parlementaire de la législation économique qui, de fait, du grand marché, est de plus en plus arrêtée au niveau communautaire. Qu'entendez-vous par là ?

— Je considère que, dans mes fonctions, je dois être, avec la Commission dans son ensemble, une mémoire et un provocateur. Une mémoire, pour rappeler aux gouvernements ce qu'ils ont décidé, généralement sur les propositions de la Commission, et leur fournir les moyens de remplir leurs engagements. Un provocateur, afin que, là aussi, les faits ne soient pas trop en avance sur la maîtrise politique. Or, de ce point de vue, deux signes d'alerte doivent être donnés.

En premier lieu, les Parlements nationaux ont à réfléchir sur le partage de la tâche législative entre eux et le Parlement européen, de même qu'ils ont à s'interroger sur la structure idéale des niveaux de décision : la Communauté, l'Etat national, la région (et il y a beaucoup à faire en France pour renforcer l'échelon régional).

En second lieu, lorsqu'une grande partie des décisions doit être prise au niveau européen, tout au moins dans certains domaines, il est nécessaire d'avoir

## Diplomatie

### Un entretien avec M. Jacques Delors

— Dans l'hypothèse où le second commissaire français, M. Claude Cheysson, quitterait Bruxelles, on cite des noms d'hommes politiques du centre, tel M. Pierre Bernard-Raymond, ou de hauts fonctionnaires, par exemple M. Jean-Claude Paye. Croyez-vous que la désignation du second commissaire français puisse être l'occasion pour jouer l'ouverture ?

— Si j'en crois les rumeurs, je pourrais très facilement rallonger la liste. Mais je voudrais tout d'abord dire que, dans une tâche de pionnier, Claude Cheysson a fait un travail remarquable. J'avais décidé de diviser la responsabilité des relations extérieures en raison de la « demande d'Europe ». Le résultat est excellent si j'en juge par l'approfondissement de nos relations avec l'Amérique centrale, l'Amérique latine, le renforcement de nos liens avec les pays de la Méditerranée, les innovations apportées à notre coopération avec les pays d'Asie. Je tiens à lui rendre cet hommage. Pour le reste, c'est au président de la République d'apprécier et de décider.

— Quand vous regrettez un manque de concertation de la part de certains gouvernements, vous avez aussi en tête les autorités françaises ?

— Pour l'instant, le cas du commissaire français n'est pas posé. Quant à moi, je ferai avec ce que l'on me donnera.

— Mais préférez-vous une personnalité politique, dans le cadre de l'ouverture, ou un haut fonctionnaire qui ait les capacités d'affronter les dossiers de Bruxelles ?

— Du moment qu'il s'agit d'une forte personnalité, expérimentée et compétente, cela pourra sans doute aller.

demain, renforcer l'attrait de l'ECU sur les plans économique, commercial et financier ?

— 4) Quelles transitions, quels pas concrets doivent nous amener au stade final ?

— 5) Quels sont les rapports entre l'union monétaire et l'union économique ? Autrement dit, quelles sont les conditions macro-économiques qui permettront le succès de l'union économique et monétaire ? Quels seront les instruments des politiques communautaires qui devront être mis en place pour assurer la cohésion et la cohérence de notre ensemble économique ?

— 6) Comment devons-nous traduire en termes institutionnels cette innovation radicale que constituerait une monnaie commune et une banque centrale européenne ?

— Il y a donc beaucoup de travail à faire et un délai extrêmement bref, puisque le comité devra avoir terminé ses travaux pour le mois d'avril, afin que les ministres des finances puissent donner leur avis à leurs gouvernements respectifs. C'est la condition pour que la discussion puisse être fructueuse au conseil européen de Madrid, en juin 1989.

— Dans quel état d'esprit avez-vous trouvé les gouvernements des banques centrales ?

### Les buts de la présidence grecque

— Mis à part les grands desseins — monnaie commune, Banque centrale —, croyez-vous que des progrès tangibles, en matière monétaire, pourraient être décidés à Madrid ?

— Il faut prouver le mouvement en marchant, avant même le conseil européen de Madrid. Il faut d'abord régler sur le fonctionnement du SME qui, pour l'instant, est satisfaisant. En effet, l'accord conclu en 1987 à Bile et à Nyborg a permis un renforcement des interventions croisées entre les banques centrales pour faire face à la nervosité du marché et à la spéculation. Mais il ne faut pas sous-estimer un fait qui a sans doute surpris ceux qui réfléchissent depuis longtemps à l'union économique et monétaire : la plupart des observateurs pensaient que l'union économique devrait précéder l'union monétaire ; or je constate que c'est à propos du fonctionnement du SME que la Commission a pu amener les représentants des Etats membres à discuter de l'évolution de la politique économique. Cela se déroule dans des cercles discrets, mais de nombreux progrès ont été réalisés dans la prise de conscience de la nécessité croissante, pour les Etats membres, de coordonner leurs politiques économiques et de ne pas se contenter de parler, à propos du SME, de taux d'intérêt ou d'inflation. Les ventouses sur les marchés des changes, il faut donc progresser pas à pas.

— A une époque, vous parliez assez souvent de défense européenne. Ce n'est plus le cas depuis quelques mois. Pourquoi ?

— Il faut éviter de soumettre les chefs d'Etat et de gouvernement à une indigestion de propositions. Après la rencontre Reagan-Gorbatchev à Reykjavik, j'avais essayé de les intéresser à la tenue d'un Conseil européen spécial pour traiter des relations Est-Ouest, et ce seulement des questions de sécurité. Cette idée ne les a pas tentés. Le résultat est que M. Gorbatchev a l'initiative et que les Européens en sont toujours à réagir et non pas à proposer. Ce qui prouve qu'il y a encore beaucoup à faire avant que l'Europe existe et ait pleinement confiance en elle-même.

— L'européisme — décline, et j'en suis heureux, mais nous devons constituer une Communauté capable de s'exprimer en tant que telle, la scène internationale dans tous les domaines où la rapidité des changements l'exigerait et de ce point de vue, je suis heureux de constater que les deux résumés, luels à Athènes, ont décidé de l'initiative sur les relations Est-Ouest.

— Ils sont conscients que chaque chef de gouvernement leur a fait confiance à titre personnel, et qu'ils ont à accomplir une des missions les plus importantes qu'on puisse confier à des personnalités en vue de la construction européenne : la monnaie est, en effet, avec la défense, un des sujets centraux dans la perspective de l'union politique de l'Europe.

— Vous avez dit que les difficultés avaient été sous-estimées. Par quel et quel stade ?

— Je comprends que des personnalités extérieures aux instances de la Communauté lancent des idées. Je leur en suis d'ailleurs reconnaissant car, si on a parlé « monnaie » à Hanovre, c'est en raison de la pression qu'elles ont exercée, et aussi à cause de la décision prise par la communauté sur la libération des mouvements de capitaux. Mais cette question ne relève pas uniquement de cette « volonté politique » que l'on se plaît à évoquer périodiquement, comme une sorte de potion magique, dans l'histoire de la construction européenne. Il y a un intense travail de réflexion à accomplir, le temps est court et, comme j'en ai coutume depuis, que j'ai la charge de ces responsabilités, je me pose toujours deux questions : « Que faire ? » et « Comment le faire ? »

— Lors du dernier congrès de la CES, je me suis engagé personnellement sur trois points qui leur paraissent très importants : 1) l'option qui serait ouverte de créer des sociétés de droit européen où le place des travailleurs serait reconnu et où on pourra choisir entre plusieurs formes de consultation et de participation des salariés ; 2) l'harmonisation des conditions de travail, hygiène, sécurité et santé des travailleurs ; celle-ci doit accompagner obligatoirement les décisions qui concernent le grand marché et la Commission dispose presque parallèlement le texte « technique » et le texte « social » ; 3) la relance du dialogue social, que j'ai initié dès mon arrivée à la Commission, en janvier 1985, avec, comme thème central, la possibilité pour chaque travailleur européen de disposer d'un droit à la formation permanente, afin de maîtriser les bouleversements qui interviennent tant dans sa vie professionnelle que dans sa vie privée.

### Les Etats-Unis et Toronto

— Quel jugement portez-vous sur le projet de « grand Magreb » ?

— Cette année, je suis allé successivement au Maroc, en Algérie et en Tunisie et j'y ai observé à la fois une forte volonté politique d'amorcer un processus d'unification avec la Libye et la Mauritanie, mais aussi un très grand réalisme dans la manière d'appréhender ce problème et le souci de tirer les enseignements d'une autre histoire d'intégration, celle de l'Afrique. Si nous pouvons les aider, et si ils nous le demandent, nous le ferons avec enthousiasme.

— La situation actuelle de hausse des prix agricoles et de quasi-pénurie relative des produits agricoles, qui créent une situation de tensions énormes, a-t-elle été prise en compte par la Commission ?

— Nous avons eu une discussion sévère au sommet de Toronto entre les tenants de deux thèses bien connues : les Américains, qui veulent obtenir un engagement de suppression de toutes les subventions à l'agriculture d'ici l'an 2000, et les Européens, qui croient cet objectif irréalisable, mais qui ont fait en revanche des pas concrets dans la réduction des subventions. Nous n'avons pas cédé, comme le montre le communiqué des huit, mais je constate que, depuis, les Américains font comme si rien ne s'était passé à Toronto et continuent à bécotter leur objectif. Cela me fait penser à ces enfants gâtés par leurs parents et qui leur promettent d'être sages dans cinq ans. Les parents, bien sûr, préféreraient enregistrer quelques progrès dans les trois mois.

— Le langage des Américains n'a-t-il vraiment pas changé ?

— Je suis un lecteur attentif de la presse américaine et des déclarations des ministres responsables. Sans doute y mettent-ils davantage de formes après ce qui s'est passé à Toronto à leurs dépens, mais ils persistent dans la même idée. Nous restons donc vigilants. Je crois quand même avoir pu faire comprendre aux autorités américaines à Toronto que l'agriculture était une activité bien particulière. Dans le modèle européen de société, nous avons besoin de maintenir un grand nombre d'agriculteurs, non seulement parce qu'ils produisent des biens indispensables, non seulement parce qu'ils nous permettent d'être une puissance « verte », mais aussi parce qu'ils jouent un rôle irremplaçable dans l'aménagement du territoire, le développement du monde rural et, par conséquent, l'équilibre de notre société.

— Que répondez-vous à ceux qui se scandalisent de l'affaire de la Société générale de Belgique ?

— Je leur dirai qu'ils ont tort d'être scandalisés. Ils peuvent avoir

que Cometti et Erasmus qui connaissent un grand succès et, d'autre part, concrétise la prise de conscience que doivent avoir les pays membres de la nécessité d'élargir leur coopération scientifique et technologique s'ils veulent répondre à la fois aux défis de la science et à ceux de leurs concurrents dans le monde, qui font largement appel à l'aide de l'Etat et aux fonds publics pour stimuler les recherches les plus avancées.

— M. François Mitterrand et vous-même avez insisté sur la dimension sociale du grand marché. Croyez-vous que les propositions qui sont sur la table, et qui concernent surtout l'harmonisation des conditions de travail, soient de nature à apaiser les craintes que la perspective de 1993 fait naître chez les syndicats ?

— Je reste fidèle à la méthode qui a toujours été la mienne : je me suis engagé personnellement avec la Confédération européenne des syndicats (CES) ainsi qu'avec les syndicats nationaux. Je les écoute. Je constate qu'ils ont été — et c'est d'ailleurs de leur part — parmi les premiers à appuyer à ma stratégie de relance de la construction européenne.

— Lors du dernier congrès de la CES, je me suis engagé personnellement sur trois points qui leur paraissent très importants :

1) l'option qui serait ouverte de créer des sociétés de droit européen où le place des travailleurs serait reconnu et où on pourra choisir entre plusieurs formes de consultation et de participation des salariés ; 2) l'harmonisation des conditions de travail, hygiène, sécurité et santé des travailleurs ; celle-ci doit accompagner obligatoirement les décisions qui concernent le grand marché et la Commission dispose presque parallèlement le texte « technique » et le texte « social » ; 3) la relance du dialogue social, que j'ai initié dès mon arrivée à la Commission, en janvier 1985, avec, comme thème central, la possibilité pour chaque travailleur européen de disposer d'un droit à la formation permanente, afin de maîtriser les bouleversements qui interviennent tant dans sa vie professionnelle que dans sa vie privée.

### Contentieux immobilier

— Vous avez dit que les actions immobilières de la Société Island Construction, en tant que président de la Commission européenne, une rigoureuse déontologie en ce qui concerne les faits concrets qui affectent, au jour le jour, la vie politique de mon pays.

— L'affaire de la Générale n'a été qu'une démonstration de plus à l'appui de l'idée de constituer en Europe un grand ensemble politique, culturel, économique et social capable de maîtriser les phénomènes humains et matériels. A quoi sert la politique si elle n'est pas capable d'imprimer son influence au cours des choses ?

— Que pensez-vous des critiques adressées par le PS au gouvernement Rocard et en particulier à la nomination de M. Soisson comme ministre du travail ? M. Barre semble favorable à un accord de gouvernement entre les socialistes et les centristes. Qu'en pensez-vous ?

— Vous comprendrez que je m'engage, en tant que président de la Commission européenne, une rigoureuse déontologie en ce qui concerne les faits concrets qui affectent, au jour le jour, la vie politique de mon pays.

— Les deux exigences ne sont pas inconciliables, à condition de ne pas entretenir la confusion entre la recherche par le gouvernement de l'appui le plus large (et c'est, à mon sens, ce que cherche Michel Rocard) et la nécessité d'avoir un débat public sur les grands sujets qui concernent l'avenir de la France. C'est l'équilibre entre ces deux exigences qui nous permettra à la fois d'être forts dans notre action et aussi de revitaliser — ils en ont bien besoin ! — la citoyenneté, active et le débat politique.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et PHILIPPE LEMAITRE.

## Un maire contesté

### Foire d'empoisonnement

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les

L'Association pour la défense de Saint-Martin vous demande à tous de faire connaître vos revendications pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée, pour que la République soit respectée. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. Vous avez vu, les amis, que c'est la République qui est en jeu. C'est en ces termes que plusieurs milliers d'une association recueillent les











## Société

### ÉDUCATION

## M. Lionel Jospin expose les grandes lignes de son action

- Des enseignants mieux payés
- Moins de redoublements
- Des programmes allégés

Trois semaines après avoir tracé, devant la conférence des présidents d'université, les grandes lignes de son action dans le domaine de l'enseignement supérieur, le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports a fait, le lundi 18 juillet, pour l'enseignement primaire et secondaire. Dans un interview accordée à l'Agence France Presse, M. Lionel Jospin a ainsi défini la mission qui lui a été confiée : faire de l'éducation « la priorité de la nation, nécessitant un effort à long terme, important et sans relâche, fondé sur un investissement financier considérable mais aussi sur un nouvel état d'esprit ».

La période n'était sans doute pas la plus propice pour le ministre de l'éducation : le creux des vacances, passé le 15 juillet, risque d'apporter aux enseignants qu'un écho assourdi de ses réflexions et de ses propositions. D'autre part la période des arbitrages budgétaires bat son plein et il ne lui est pas encore possible de traduire en engagements financiers la priorité nationale que doit constituer, pour le président de la République comme pour le gouvernement, la formation des jeunes.

Mais Lionel Jospin ne voulait pas donner l'impression de ne s'être penché, depuis son arrivée rue de Grenelle, que sur le sort de l'Université (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Il n'a donc pas attendu la rentrée scolaire pour marquer les grandes orientations de son action en faveur de l'école, des collèges et des lycées. Ce balayage des problèmes actuels de l'enseignement primaire et secondaire, comme le passage en revue des principes qu'il souhaite mettre en œuvre ne risquent pas de troubler la quiétude des enseignants, des élèves ou de leurs parents. Le ministre — pour l'instant — en reste à des déclarations d'intention qui ne peuvent susciter que le consensus.

Première orientation : « Le système éducatif doit placer au premier plan l'intérêt des enfants et des jeunes » à toutes les étapes de la scolarité. A l'école maternelle, dont il faut « préserver l'acquis formidable », mais surtout à l'école primaire, dont il faut « améliorer l'efficacité en luttant contre tous les aspects de l'échec scolaire ». M. Lionel Jospin dénonce notamment « le taux excessif des redoublements, spécifiquement bien français qui place l'enfant très tôt, par exemple dès le cours préparatoire, dans une situation d'échec ». « Il faudra sinon les supprimer, en tout cas les réduire fortement et y préférer un allongement du parcours et des rattrapages » afin de mieux tenir compte de la diversité des élèves.

### Des programmes moins prétentieux

De même, le nouveau ministre de l'éducation, comme bon nombre de ses prédécesseurs, se dit très attaché à l'assouplissement des rythmes scolaires notamment ceux de la journée. Pour le secondaire (collège et lycée), l'idée centrale est de « donner à chaque élève la chance de réussir », ce qui suppose d'ouvrir les portes des lycées, d'ici à l'an 2000, à des centaines de milliers d'élèves supplémentaires et de passer par conséquent d'une « orientation-verticale » à une « orientation-horizontale ». Mais la volonté de faire passer au niveau du baccalauréat une proportion de plus en plus importante d'enfants d'une génération implique également une diversification des formations en particulier « un développement de l'enseignement technique par une augmentation du nombre des établissements et par une augmentation

tion du nombre de bacs professionnels ».

Deuxième orientation : la volonté de placer au premier plan l'intérêt et la réussite des enfants conduit Lionel Jospin à dénoncer « l'inflation des programmes et le rôle excessif joué par les mathématiques dans le secondaire : il n'est pas normal que de la sixième au lycée, il y ait 25 % d'heures de cours de plus qu'il y a vingt ans. Il est inacceptable que des jeunes de lycées professionnels aient de trente-six à quarante heures de cours par semaine ! Le but n'est pas d'abaisser le niveau des élèves. On peut être exigeant avec des programmes moins prétentieux. Il faut laisser sa place à la synthèse, à la culture et à la détente (sport, musique, peinture...). Je veux faire des élèves bien faits plutôt que des têtes bien pleines ».

C'est ainsi, d'ailleurs, que le ministre préconise un effort prioritaire sur la connaissance des langues étrangères. Il souhaite généraliser l'enseignement d'une seconde langue au collège et mettre en place un apprentissage dès le primaire, sans préciser toutefois les conditions d'une telle évolution.

Il pense, enfin, que les établissements devraient être le lieu de « communautés éducatives » où règne « l'esprit d'équipe », les associations périscolaires y jouant un rôle déterminant qu'on doit révaloriser, tandis que les parents doivent être aidés à y tenir leur place. A cette fin, le ministre se propose d'accorder aux délégués-parents une prime en charge des frais de déplacement pour participer aux conseils académiques et départementaux de l'éducation nationale.

Reste un chapitre-claf de toute politique d'éducation : la revalorisation matérielle et morale du métier d'enseignant. Cet effort « non seulement juste, mais absolument indis-

pensable » si l'on veut recruter davantage d'enseignants, a été clairement placé en tête des priorités, ainsi bien par le Parti socialiste dans son programme éducatif que par le président de la République lors de la campagne électorale de la présidentielle. Et l'on se souvient que, sur la base du rapport Lesourne, M. René Monory avait également, au début de l'année, vigoureusement souligné l'urgence d'une revalorisation des traitements et des conditions de travail des enseignants. M. Raymond Barre, pour sa part, n'est pas en reste sur ce chapitre. Il y a donc là les bases d'un large consensus.

Encore faut-il trouver les moyens de mettre en œuvre un tel engagement. Lionel Jospin préconise la mise en place, « dès 1989 si possible, d'un dispositif de prérecrutement dynamique », grâce à des bourses et à des aides à la préparation des concours de recrutement. Mais il réaffirme surtout son attachement à « l'idée d'une loi de programmation pour l'éducation, car les efforts nécessaires relèvent du long terme et dépassent le cadre annuel des budgets ». Clairement affichée dans le plan pour l'éducation du Parti socialiste, reprise à son compte, de manière implicite, par le président de la République lors de la campagne présidentielle, cette nécessité d'une programmation budgétaire pluriannuelle semble cependant délicate à mettre en œuvre rapidement.

Mais M. Jospin reste sur ce point très prudent. Faute de pouvoir annoncer prématurément les grands choix budgétaires, il souligne seulement que son rôle est de « contribuer à sensibiliser le gouvernement à l'importance des efforts qui seront nécessaires pour traduire des priorités en faveur de l'éducation et de la formation ». Le budget 1989, ajoute-t-il cependant, « doit être la fois la préfiguration de ce que nous ferons et un test de notre volonté ». Ce qui est, en même temps, peu et beaucoup.

GÉRARD COURTOIS.

### JUSTICE

#### Membre d'un syndicat de police d'extrême droite

### M. Didier Gandossi assurait la protection du successeur de Dulcie September

À l'occasion de l'assassinat de Paris, le 29 mars, de Dulcie September, représentante en France du Congrès national africain, une poignée d'élites insérées entre ceux qui affirmaient que sa protection n'avait pas été assurée par les autorités françaises et le ministre de l'Intérieur de M. Charles Pasqua qui répliquait que l'intéressée n'avait jamais sollicité une telle protection.

Il apparaît aujourd'hui qu'une protection fut en tout cas accordée au successeur en France de Dulcie September, Solly Smith. Mais la surprise, sinon la polémique, viendra cette fois du nom de celui qui fut chargé de l'arrivée de Solly Smith, M. Didier Gandossi.

M. Gandossi a connu dans sa carrière de policier quelques déboires et son appartenance au syndicat le plus à droite de la corporatisme, la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) n'aurait guère dû le prédisposer à la charge de protecteur d'une personnalité comme le représentant du Congrès national africain.

M. Gandossi avait été révoqué en 1983 par M. Pierre Joxe après les manifestations qui avaient eu lieu devant le ministère de la justice où M. Badinter avait été verbalement pris à partie par des membres de la FPIP. Cette mesure devait être annulée par le Conseil d'Etat. A la fin de mars 1986, M. Charles Pas-

qua étant devenu ministre de l'Intérieur, M. Gandossi, qui était devenu directeur de la police municipale de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), fut réintégré comme sous-brigadier des corps urbains. M. Gandossi est un ancien responsable de la FPIP, dont le journal écrivait dans son numéro du 10 avril après l'assassinat de Dulcie September que cette dernière avait connu « une fin malheureuse que celle réservée par son organisation aux malheureux qui, en Afrique du Sud, ont choisi de combattre, aux côtés des Blancs, les terroristes marxistes ». Le même journal ajoutait que le Congrès national africain, « organisation terroriste ennemie du monde blanc et héritière de traditions ancestrales de sauvagerie de tout un continent, n'a rien à faire en France ».

Pour d'autres textes de cette nature, M. Pierre Joxe a demandé à la direction générale de la police nationale d'engager des procédures disciplinaires contre les responsables de la FPIP.

### Renvoi en correctionnelle de deux des policiers accusés de violences par des adolescents

M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, vient de signer une ordonnance renvoyant devant le tribunal correctionnel les deux policiers qui, en septembre dernier, avaient été accusés de violences par des adolescents qu'ils avaient interpellés. Ceux-ci assuraient que l'un des policiers avait simulé contre eux un « jeu de roulette russe » avec son arme.

Les faits s'étaient déroulés le 31 août dans la soirée. Des policiers de la brigade motorisée d'arrondissement de nuit (BMAN) avaient eu leur attention attirée par la présence de trois jeunes gens qui circulaient entre la porte de Champerret et la place Péreire à Paris (17<sup>e</sup>). Ceux-ci, Damien H., Renaud G. et Frédéric H., ayant aperçu la patrouille, avaient bêté le pas mais, rapidement rattrapés, ils auraient alors, selon leurs déclarations, été victimes de brutalités et d'injures et, puis l'un d'eux, l'un des policiers aurait sorti

#### La double évasion de Bourg-en-Bresse

### Le corps de l'un des fugitifs découvert dans une cour du palais de justice

LYON  
de notre bureau régional

Plus de vingt-quatre heures après l'évasion de deux détenus de la maison d'arrêt de Bourg-en-Bresse (Ain) et alors qu'un important dispositif de recherches était mis en place par les services de police et de gendarmerie, le corps de l'un des fugitifs, Assan Ben Abdelhoussef, vingt-cinq ans, a été découvert le 18 juillet, dans une petite cour du palais de justice adjacent à la prison (le Monde du 19 juillet). Son compagnon d'évasion, Raymond Valero, quarante-trois ans, plâtrier-peintre, condamné en novembre 1987 à la détention perpétuelle assortie d'une mesure de sûreté de dix-huit années pour le viol et le meurtre d'Anne Loras, une lycéenne de Villefontaine (Isère) commise en 1984, est, pour sa part, resté introuvable.

C'est après avoir assommé à coups de barre de fer deux gardiens, dont l'un, Sébastien Yépès, grièvement blessé à la tête, est toujours dans le coma à l'hôpital neurologique de Lyon, que dimanche, vers

16 h 30, à l'heure de la promenade, les deux prisonniers avaient réussi à gagner les toits de l'établissement pénitentiaire en utilisant des cordes de fortune.

L'identité empruntée ensuite par les évadés n'ayant pu être reconnue en l'absence de toute trace ou témoignage, les enquêteurs avaient pensé à un temps que les deux hommes pouvaient encore se terrer dans un recoin ou sous les combles des vieux bâtiments. La fouille des locaux opérée dans la soirée de dimanche était restée vaine.

La configuration des lieux peut expliquer qu'un jour plein ait été écarté avant que le corps d'Abdelhoussef, masqué par des buissons, soit finalement découvert dans la cour. L'hypothèse d'une chute accidentelle depuis une corniche du toit semble privilégiée par les enquêteurs du SRP de Lyon, qui n'excluent d'ailleurs pas que l'homme ait pu rester caché plusieurs heures dans les combles avant de tomber du toit de la prison.

Raymond Valero, qui a été condamné à la peine maximale par la cour d'assises de l'Ain, est considéré comme un homme d'autant plus dangereux qu'il n'a rien à perdre. Une étroite surveillance a été mise en place autour du domicile de son épouse, dont les dispositions au cours de l'enquête judiciaire avaient contribué à renforcer les soupçons qui pesaient sur lui.

R. B.

● L'exclusion d'une jeune Ghanéenne : la direction du MRAP exprime ses regrets. — L'exclusion d'un centre d'alphabétisation du MRAP d'une jeune Ghanéenne par le comité de Pithiviers (Loiret) de ce mouvement au motif qu'elle était mariée à un membre du Front national (le Monde du 17-18 juillet) a entraîné une réaction de la direction nationale du MRAP, qui « déplore » cette décision. La direction nationale indique en outre dans un communiqué qu'elle « a appris par la presse » la décision de son comité local et qu'elle a fait savoir à celui-ci qu'elle souhaitait qu'une « solution positive soit trouvée rapidement ». C. G. dit, la direction a rendu hommage à ses militants de Pithiviers pour « leur activité permanente contre toutes les menées racistes ».



LES AVENTURES DE BORO, REPORTER PHOTOGRAPHE

# FRANCK & VAUTRIN

Un vrai roman-feuilleton écrit par de vrais écrivains... avec des héros superbes, des amoureux séparés, des malveillants pervers et puissants, des aventures multiples et palpitantes dans un monde dangereux dont nous traversons toutes les strates sociales, de la lumière des sunlights à la nuit des bouges, avec des moments d'exaltation et des plongées dans la détresse, avec des fraîcheurs d'idylle et des puanteurs d'égout... Franck et Vautrin, rendant hommage au roman-feuilleton, paraissent l'avoir inventé.

Pierre Lepape, Le Monde



FAYARD & BALLAND

500 pages  
110 F



**THÉÂTRE**  
«Cendrillon» de Massenet à l'Opéra

**Les portes du 30e**

**Sur le plateau du cloître des Célestins, des orchestres accompagnent les projections.**

**BUREAU**

President - Jacques DEMARNY.  
Vice-President - Georges JAY.  
Secretary - DECHIN André.  
Treasurer - Jean LAFARGE, ex-officio  
Representative General - Roger DESJARDINS  
Representative General adjoint - THOMAS A.

Charles PRAGANT, adjoint  
Jean CHATELLET, adjoint  
Henriette BUNH, adjoint  
Jean Charles LAFARGE

[illegible]



## Culture

### THÉÂTRE

« Cendrillon » de Massenet à Vaison-la-Romaine

## Les portes du rêve

Le Festival de Vaison-la-Romaine poursuit une politique de programme très originale sous la direction de Pierre-Jean de Saint-Bartholomé.

La musique de Massenet étincelle de charme, d'humour et de poésie presque de bout en bout (l'ouverture est inutilement pompeuse et plate, le ballet trop long). Le style vocal allie l'élégance à une simplicité parfaite. En quelques mesures, il trouve une situation, dessine les silhouettes ridicules de la marâtre, ou des deux sœurs, les travaux empressés des serviteurs, ou les candidats à la panoplie de voir.

Mais au milieu de cette comédie alerte, il ouvre toutes grandes les portes du rêve, comme s'il s'enchantait lui-même des airs merveilleux qu'il confie à Cendrillon et dont il ne mesure pas l'effet. Sans doute aurait-il été ravi par Catherine Dubosc pour qui le rôle semble avoir été écrit : exquise, menue, mais courageuse et vibrante, avec cette voix qui a le cristal d'une nuit d'été, la grâce des sentiments profonds, et que — oh miracle ! — on comprend parfaitement.

Son prince charmant, Massenet a eu un instant la tentation de le faire chanter comme Des Grieux, mais il se fonde ensuite dans la même tendresse idéale, ainsi que nous le montre Peter Jeffes à la voix délicatement colorée, d'une belle flamme intime.

Vives et pétulantes sont les méchantes (et charmantes) sœurs (Agnès Holst et Marie Duin), ainsi que la marâtre en qui Rita Gorr réalise une magistrale réincarnation, écartant son mari Pseudolphe (David Wilson Johnson), dont le rôle n'est qu'un peu faible recréateur des trésors d'amour pour la pauvre fille délaissée.

Sur tout ce petit monde, et de multiples figurants, règne la fée de l'opéra aux vocalises aussi légères et imprévues que les inventions de sa baguette magique.

Encore fallait-il que la mise en scène et les décors entrent dans le jeu ; rien n'est plus difficile que de simuler la magie. Robert Fortune et Roger Bernard ont réussi ce tour de force avec des moyens simples. Dans un grand mur neutre (qui renvoie le son souvent dispersé au Théâtre romain de Vaison), une ouverture centrale sert de boîte à malices ; on y verra paraitre successivement l'âtre de Cendrillon ou la citrouille géante de son char, tandis qu'autour la paroi se parait d'étoiles, de lumières, ou de galeries mystérieuses.

Et les personnages évoluent, spontanés, enthousiastes, jouant et chantant sans niaiserie, de façon fort cohérente, sous la baguette spirituelle et précise d'Arturo Tamayo, conduisant l'Orchestre des Pays de la Loire, qui soupire délicieusement, en particulier le hautbois et la flûte, les favoris du compositeur.

JACQUES LONCHAMPT.  
★ Dernière représentation le 19 juillet : reprise à la Maison de la culture de Saint-Etienne.

### JAZZ

Miles Davis « mouche » son bassiste

(Suite de la première page.)

Pour le public, si vu si connu, on dirait une force. Miles Davis alors finement le nez de Benjamin Rivet, aussi énigmatiquement que l'histoire le fait de celui de Jacques le Fatale dans le roman de Diderot (« Et en parlant ainsi elle souriait, et en souriant, elle passait sa main sur le visage de Jacques, et lui serrait le nez... »).

Après qu'il tourne le dos d'un air moqueur. A ce jeu, avec lui, on ne triche pas. Bras au fer de la musique. Il ne restait plus à jeune Benjamin Rivet qu'à faire son solo, abondant, spectaculaire, dégagé, triomphal, bien sûr, et non sans charmes, au demeurant. Le public en triomphe d'aise. Le bassiste, seul, sait alors qu'il aura en la joie de participer à l'aventure de Miles Davis. Que c'est une chance. Qu'en un instant il a perdu une infime partie très considérable. Mais qu'il lui restera cette gloire longtemps inoubliable d'avoir été choisi un jour par Miles Davis, de finir la tournée 88, de reconnaître, peut-être en 89, il sait aussi qu'un jour, à coup sûr, il sera remplacé.

Nul doute que dans l'attitude de Miles. On alors celui du Sévillan de Tiro de Molina : un face à face avec l'amour en forme de face à face avec la musique. Depuis son retour, Miles Davis a « crevé sous lui » une bonne trentaine de musiciens. Nul

d'entre eux qui lui en veuille. Puisque le tout est de ne pas l'oublier longtemps. Outre la musique, qui est forte, prenante, parfois pénible (démonstrations de force de batterie et percussions, fort appréciées d'ailleurs), outre les interventions du trompettiste très signés de soi-même (elles compensent largement la fadeur très appréciée du guitariste), outre un bristling porté au nez, outre une dramaturgie musicale extrêmement subtile, c'est dans ces seynètes que les concerts de Miles Davis sont saisissants.

Il raconte des histoires de musique et de musiciens, d'hommes et de femmes, d'hommes en général (encore qu'il ne persécutionniste dans le groupe, comme Marilyn Marmore, ne doit pas manquer de piquant), des histoires de boîtes, de générations, de bleus, d'amours et de rires. On peut se passer de certains des derniers disques de Miles Davis. Pas de ses concerts.

FRANCIS MARFANDE.  
★ Festival de la Côte d'Opale : l'ensemble instrumental du Festival de Deul (le 19 à Condette) ; Glenn Miller Revival (le 20, à Hardelot) ; John McLaughlin (le 21, à Boulogne) ; Clay Bledsoe (le 22, à Berck) ; Ensemble instrumental de Flandre wallonne (le 24, à Deul) ; Sirima et Mimi Jules (le 26, à Wimers) ; Michel Jozet (le 28, à Berck) ; Orchestre national de Lille (le 30, à Trosquet).

## S.D.R.M.

Société pour l'administration du droit de reproduction mécanique des auteurs, compositeurs et éditeurs

L'Assemblée générale annuelle s'est tenue le 17 juin 1988 sous la présidence du compositeur Guy Lafarge.

Elle a approuvé à l'unanimité le rapport d'actualité de la société pour 1987, présenté par le directeur général adjoint, Jean-Loup Tournier.

En 1987, des droits d'auteur d'un montant de 418 MF ont été affectés aux comptes des sociétés de la SACEM, 52 MF aux comptes des sociétés étrangères et 76 MF aux comptes d'autres sociétés d'auteurs français (SACD, SCAM).

Les droits de reproduction encaissés en 1987 ont progressé de 14,29 % et s'élevaient à 615 MF. Cette augmentation est due à l'arrivée de la rémunération des auteurs pour copie privée sur cassettes sonores et audiovisuelles (68 MF), à la progression de l'audiovisuel (télévisions privées : + 27 %) et aux devises provenant de la production d'œuvres françaises hors de nos frontières (+ 43 %). Les droits des disques et vidéogrammes sont en légère diminution (- 5 %), mais l'essor du compact et la baisse de la TVA devraient assurer le redressement du marché.

Le poids net de la gestion de la S.D.R.M. est de 4,23 % pour l'exercice, ce qui en fait l'une des sociétés d'administration du droit de reproduction mécanique les mieux gérées au monde.

Le conseil d'administration, constitué de créateurs des disciplines musicales, théâtrales et littéraires et d'éditeurs de musique, est ainsi composé pour l'exercice 1988/1989 :

Présidents d'honneur  
Henri SAUGUET, de l'Institut, compositeur  
Jacques ENOC, éditeur

BUREAU  
Président : Jacques DEMARNY, auteur.  
Vice-présidents : Georges JOUVIN, compositeur ; YOUNG, auteur ; Didier DECORN, auteur.

Trouver : Guy LAFARGE, compositeur.  
Rapporteur général : Roger DESBOIS, auteur.  
Rapporteur général adjoint : Philippe SEILLER, éditeur.

Administrateurs

Charles BRABANT, auteur  
Jean CHATELAIN, auteur  
Henri KUBNICK, auteur  
Jean-Charles TACCHIELLA, auteur  
Jean-Michel DAMASSE, compositeur  
Patrick MARLAND, compositeur

Mec SINAÏNE, compositeur  
René BOYER, éditeur  
André CHARRIER, de Choudens, éditeur  
Claude PASCAI, éditeur  
Aline DE RICCO, éditeur  
Angèle SALVET, éditeur

## Communication

Après la découverte d'un trafic à Mulhouse

Canal Plus va mettre en place de nouveaux décodeurs

La police de Mulhouse enquête sur l'un des plus vastes trafics de décodeurs de Canal Plus jamais découvert en France. Des décodeurs pirates, qui permettent de capter les émissions cryptées sans acquiescer le prix de l'abonnement.

Cinq commerçants de la cité alsacienne ainsi qu'un technicien ont déjà été inculpés en vertu de la nouvelle loi du 10 juillet 1987 qui protège les programmes des chaînes de télévision payantes et des éditeurs vidéo. Laisés en liberté par le juge, ils encourrent des peines de prison allant de trois mois à deux ans et de 100 000 à 200 000 F d'amende.

C'est la première fois que des commerçants ayant pignon sur rue se livrent à un trafic de cette ampleur, n'hésitant pas à pratiquer la vente par correspondance. Selon le quotidien *Libération*, qui a révélé l'existence de ce réseau, cinq cent mille décodeurs pirates auraient été fabriqués. La chaîne conteste toutefois ce chiffre qui résulte, selon elle, « d'une déclaration non vérifiée d'un commerçant de Mulhouse inculpé (...) à l'occasion de la découverte chez lui d'un stock de deux cents appareils ».

Vendus en « kit » au prix de 900 à 950 F, ces décodeurs dotés d'un microprocesseur permettent de rechercher automatiquement et de trouver le code secret de Canal Plus en moins de cinq secondes. Une technique qui s'apparente, selon Canal Plus, « à celle utilisée par la

plupart des fraudeurs précédemment inculpés ».

La divulgation de cette information a toutefois contraint la chaîne à annoncer la mise en place « par paillets à partir de 1989 » d'un nouveau décodeur « révolutionnaire dans sa technique ». Equipé d'une carte à puce, il devrait rendre plus difficiles les tentatives de fraude.

Dans une interview au journal *l'Alsace*, le directeur général de Canal Plus, M. Pierre Lescure, estime qu'il faudra « deux ans pour remplacer totalement le parc de nos deux millions et demi d'abonnés ». Mais la chaîne « n'envisage pas d'accélérer le processus de fabrication ».

Quatre groupes de presse dont « le Monde » étudient un plan industriel d'imprimerie

Les groupes de presse : mat dit « berlinois » (47 cm x 32 cm). Les titres — attachés à leur identité et à leur indépendance — sont convaincus que la cohérence industrielle à long terme d'un plan standardisé et décentralisé leur apporterait des atouts déterminants au moment où s'ouvre le grand marché européen.

Les groupes de presse, et titres concernés sont convenus de prendre leur décision sur ce projet à la date du 15 septembre prochain.

Après cinq semaines de lock-out

Le conflit à l'imprimerie Jean Didier de Massy risque de s'étendre

Après cinq semaines de silence sur le conflit qui paralyse l'une des imprimeries de Massy-Palaiseau (le *Monde* du 14 juillet), M. Jean Didier a fait le lundi 18 juillet une apparition à l'hôtel Méridien, à Paris, devant la presse. Entouré d'une dizaine de gardes du corps, M. Jean Didier s'est excusé de ce « jour de précautions » (toutes les cartes de presse ont soigneusement été contrôlées), dît aux « menaces dont ses affaires et lui-même » auraient été victimes.

Sans vouloir rompre apparemment le dialogue, M. Jean Didier s'est toutefois montré très ferme dans sa résolution à ne pas céder face au Syndicat du Livre CGT. « L'imprimerie de Massy marchera à mes conditions ou sera fermée ».

dans un délai très court, a-t-il affirmé. Je ne tolérerai pas le « bordel » dans cette usine ! M. Didier a adressé à chacun des salariés de l'imprimerie de Massy, à l'exception des vingt-quatre personnes, dont dix-neuf délégués syndicaux, touchées par une procédure de licenciement — une convocation les invitant à reprendre le travail le 25 juillet. Le patron de l'imprimerie a indiqué qu'il s'agissait d'une « condition préalable à toute reprise des négociations ».

De son côté, le Livre CGT, réuni le même jour à Paris, a fait savoir qu'il entendait porter plainte « contre les exactions de Jean Didier, notamment pour abus de biens sociaux », et jugeait « les conditions de l'imprimerie intolérables et inacceptables ». « C'est un odieux chantage à l'argent », a ainsi déclaré M. Roger Lancy, secrétaire général du Livre CGT.

Une rencontre est prévue jeudi entre le Comité intersyndical du Livre parisien CGT et la direction de la centrale syndicale en vue d'élargir la lutte au plan national interprofessionnel. Les responsables syndicaux CGT de Massy annoncent, pour leur part, des rencontres avec les salariés des imprimeries Didier de Lille et de Strasbourg.

La décision prise par Jean Didier de verser aux salariés qui reprendraient le travail l'intégralité de leur salaire, non perçu depuis le lock-out de l'usine, à la mi-juin (le *Monde* du 21 juin), semble intervenir trop tard. Une collecte de fonds doit d'ailleurs être organisée dans les imprimeries de la région parisienne pour aider les ouvriers de Massy.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

## Rêveries en différé

### 1 Opéra dans un fort

Nous n'avons pas eu grand mal à trouver ce fort de Champigny. De la maison, ce n'est pas moi qui conduis, on me le fait assez remarquer. Si c'était moi qui conduisais, je crois que je serais tout le temps sur les routes. Et que j'écrirais à mes moments perdus dans des petits hôtels de campagne ou de préférence les mémoires d'un touriste. Comme l'autre, comme Stendhal. Mais en mieux parce que Stendhal n'avait pas que ça à faire. Il était consul. Il avait des prétentions malgré les apparences : il croyait que le métier de la bête était d'écrire des chefs-d'œuvre. N'ayant pas le *Rouge et le Noir*, le *Chartreuse de Parme* ou *Lucien Leuwen* à me coltiner, je pourrais me consacrer uniquement à mes randonnées en province. A leur publication dans le *Monde*. Chaque jour ou presque. En feuilleton. Et ça ne paraîtrait pas comme ce que j'écris aujourd'hui à la page 11 ou 15 ou 18, mais bel et bien en première page. En bas de la une et au centre puisque le centre, c'est l'événement. Avec des renvois à l'intérieur du journal si c'était nécessaire bien entendu.

Ça serait un travail considérable : cinq feuillets par jour. Trente par semaine. Et cela pendant les quarante-six semaines ouvrables de l'année. Un projet comme celui que je vous propose ne paraît pas tout à fait significatif qu'au bout de dix ans. Onze pour franchir le cap de quinze mille pages.

Je me souviens qu'à un carrefour — nous étions, je ne le jure pas, à Saint-Maur-des-Fossés — notre attention fut attirée sur notre droite par un restaurant indien à un étage qui nous sembla vide et cossu. Nous nous sommes dits, je ne sais plus lequel, qu'après le cérémonie qui n'allait pas durer longtemps, nous pourrions souper là. Ce Jean-Paul Kauffmann, il nous en aura fait faire des voyages. Et visiter des forts. Car nous avions déjà été dans un fort quand il était encore otage. Je ne sais plus pour quelle raison. Les raisons, à l'époque, ne m'avaient pas. Ça ne servait peut-être à rien de se réunir, mais c'était notre façon de toucher du bois, au moins une fois dans notre vie, nous aurions été des louveteaux.

Je pensais au départ que c'était le même fort, mais ce n'était pas le cas. Les dames qui étaient à l'accueil nous tendirent gentiment un programme : *Opéra au fort de Champigny*. C'était une vraie fête. Il y avait des tables, des chaises. Un fort beau buffet. Du champagne. Et pour les amateurs de bordes, il y avait sur la gauche la tente de Jean-Michel Cassa où l'on pouvait trouver les trésors de la famille : les ormes-de-peu, ce grand bourgeois de Saint-Estève. On sait qu'il y a du parapluie dans le saint-estève et seuls les crûs classés en 1855 échappent à cette appartenance digne mais recueillie.

Michel Guillard, qui sur portait haut les couleurs de l'Amateur de Bordeaux pendant la défection de son fondateur, tira sous la table pour les connaissances quelques bouteilles de lynch-bages de 1984, ce qui nous permit de vérifier qu'il n'y a pas d'années médiocres pour les bons vins. Et Dieu sait si le lynch-bages, ce que les Anglais appellent avec une familiarité tendre le châtea « lynch-bages »

est un sacré bon vin ! Et je me dis certains jours de brume où l'esprit se permet bien des entorses avec les préceptes les plus établis que ce qui est arrivé en 1973 au mont-rothschold, sous Pompidou et Chirac, de rejoindre, après cinquante ans d'efforts, du baron Philippe, le premier rang dans le classement, de figurer enfin aux côtés de Lafite, Latour, Margaux et Haut-Brion, le lynch-bages n'en serait pas indigne.

Pendant que nous devinions avec une certaine acuité, Guillard et moi, sur les mérites de la seconde étiquette, le haut-bages-avertus, dont nous aurions fait notre ordinaire, Françoise Petro chantait l'air de Despina dans *Coï Fan Turte*, interrompant de justesse la partie générale. Car contrairement à ce que je pensais, cette fête brillante se prolongerait tard dans la nuit. Oui, Mozart, mais aussi des airs de Rossini, le duo des fleurs (*Madame Butterfly*) chanté par Anna Ringart et Martine Suris, et dans une troisième partie l'air de Méphisto chanté par Jean-Philippe Courte dans le *Faust* de Gounod, et d'Albert Roussel, des *Poèmes de Ronsard* avec Christian Chénit à la flûte.

Bien sûr, je n'étais plus là, plus là pour le final de *Coï Fan Turte*. J'avais au juste le temps quand je montais à l'assaut du lynch-bages de saisir Jean-Paul, le héros un peu absent de cette fête qui m'avait dit avec un bon sourire distrait : « A tout à l'heure, pour se parler ».

### 2 Pétain et Dreyfus

Au fond ce qui était bizarre, ce qui était une façon de choses, c'est que Jean-Paul parmi nous, hors de danger comme toute, je le dirais avec ramonde, je me sentais moins à l'aise que lorsqu'il en parlait. Le petit effort qui nous était demandé et auquel nous avions répondu si mollement avait le don de nous mettre en appétit. Maintenant qu'il était revenu, je n'avais ce soir-là qu'une pensée : me tirer !

De fil en aiguille, et toutes proportions gardées, l'on comprend mieux l'embarras dans lequel le capitaine Dreyfus mit ses ardents défenseurs en rentrant vivant, et pour longtemps, de l'île du Diable. Rien à voir avec mon propos. Vous connaissez ma manie des dates. Pétain est né en 1859 et mort en 1935. Autrement dit, en se donnant un peu de mal, Dreyfus aurait fort bien pu assister à la défaite et à l'Occupation. Il aurait été un jeune homme par rapport à Pétain. On peut imaginer une certaine presse demandant la réouverture de son procès. Qu'aurait fait Pétain ? Et Dreyfus ? Se serait-il rallié au Maréchal ? Quel aurait été son statut de juif ? Y-aurait-il eu une rencontre historique à Montoire entre ces deux gloires de notre armée ? Et les Allemands l'auraient-ils déporté ? Avant nous, et pour cause, ils avaient cru en son innocence...

C'est drôle quand j'étais au fort de Champigny, je réalisais un peu d'y être. Et je me disais que j'y étais à cause de Jean-Paul alors que Jean-Paul y était à cause de nous. Parce que sa « famille », ceux qui s'étaient vraiment dévoués pour lui, avaient voulu nous remercier de notre aide, de leur avoir soutenu

le moral en étant tellement là. D'avoir cru ou feint de croire qu'ils s'en tiraient. D'avoir partagé ou fait semblant de partager leur folie. Et lui, à l'évidence, il ne pouvait pas se faire porter piteux au soir pareil. Et sa « famille » ne pouvait pas faire autrement que de nous remercier par cette fête, si peu méritants que nous ayons été.

C'est par estime et affection pour Jean-Paul que j'étais venu et, c'est cette estime et cette affection qui me gênaient mon plaisir. Entre amis, on ne se parle pas ainsi, même intérieurement. Ça fait néo, banquet politique. Entre amis, on ne se dit même pas qu'on l'est.

Et c'est pour cela que cette fête nous gênait en même temps qu'elle était nécessaire. A cause d'elle, nous vivions l'impression d'assister à une cérémonie officielle. Que Jean-Paul était toujours absent, captif. Cette fête dans un sens était un exorcisme. Chacun, si bon lui semblait, pouvait retourner à sa place, à sa case départ, à ses occupations.

Dernier point avant de quitter ce fort. Cette fête curieusement était un peu la mienne. A quelques jours près, c'était mon arrivée au *Monde* que j'aurais pu arroser. L'enlèvement de Jean-Paul et sa signature avaient presque coïncidé. « L'abandon de l'actualité » m'avait fait négliger le speech de rigueur quand on entame sa quatrième année de service. Et pourtant, de mon premier article du *Monde*, j'ai des chances de me souvenir longtemps. J'évoquais un certain Jean-Paul Kauffmann à qui je souhaitais de retrouver par les livres, les articles, ce relatif inconnu que ces activités procuraient, j'évoquais un défilé en sa faveur et l'annonce avec une précipitation qui paraît certes de bons sentiments mais qui était peu flatteuse sur ma compétence journalistique sa prompte libération !

### 3 Un livre pour Jean-Paul

Arthur Hubschmid, éditeur au 11, rue de Sévres à Paris, me signale la quatrième édition d'un livre qui peut vous être fort utile : le *Guide des librairies d'ancien et d'occasion* 1988, de Denis Basane (Hubschmid et Bourret). Illustré de vingt-huit portraits par Philippe Dumas, 90 F. Diffusion librairie Grund, 80, rue Mazarine, 75006 Paris. La première édition de ce livre date de 1980. Son but ? « Donner au bibliophile toutes les informations possibles sur les librairies d'ancien, profession par tradition plutôt confidentielle sinon secrète. » Vous trouverez dans la présente édition 322 adresses parisiennes classées par quartier, 298 adresses provinciales classées par département, 36 adresses de marchands d'estampes anciennes. Denis Basane précise qu'il a pris le parti de réunir dans un même volume tous les libraires, ceux qui pratiquent la « haute bibliophilie » comme les modestes bouquinistes. Les commentaires m'ont semblé justes. J'ai le plaisir de vous annoncer qu'à Toulouse il y a désormais deux librairies Jean Cau : l'une au 22, rue Peyras, l'autre au 52, rue du Taur (anciennement Boucheries Balareul). Des départements qui me sont chers, nous possédons, aucune librairie d'ancien : ainsi le Cantal ou le Val-de-Marne. C'est triste.



## Spectacles

## théâtre

## Les autres salles

**BERRY** (43-57-51-53). 0. Poèmes : 18 h 30. 0. Trop, c'est trop : 20 h 30. **BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-34). Si jamais je te place : 21 h. **CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45). Et vous... la guêpe : 21 h. **COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Voltaire : 21 h. **CORNIÈRE ITALIENNE** (43-21-22-23). Les Délices du bal : 20 h 30. **CRYPTE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). 0. Bérénice : 20 h 30. **ÉDOGAR** (42-00-45-11). Les Babas : 20 h 15. Nons en fait on nous dit de faire : 22 h. **FONTAINE** (48-74-74-40). Concours de dessin : 21 h. **HUCHETTE** (43-36-39-99). 0. La Cuisine : 19 h 30. 0. La Loge : 20 h 30. 0. Forum 1909-1943 : 21 h 30. **LUCIENNE FLORE** (44-44-57-34). Théâtre solo. 0. Le Petit Prince : 20 h. Nons, Tuto et Vincent van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Carrefour des trois brouillards : 18 h 30. Cinq écrivains du XIXe siècle : 20 h. La Ronde : 21 h 30. **MATHURINS** (42-45-90-00). Les Mystères du confessionnal : 21 h. **MATHURINS (PETITS)** (42-45-90-00). 0. Tristesse : 18 h 30. **MICHEL** (42-45-35-02). Pyjama pour dix : 21 h 15. **MICROPHORE** (47-42-93-23). Ma cuisine de Varsovie : 20 h 45. **MONTMARTRE** (43-22-77-74). Le Secret : 21 h. **MONTMARTRE (PETIT)** (43-22-77-74). Le Journal d'un curé de campagne : 21 h. **NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76). Le Grand Stamping : 20 h 30. **OLIVE** (48-74-43-52). Exercices de style : 20 h 45. **PAIS ROYAL** (42-97-59-81). Avant : 20 h 30.

**POCHE-MONTMARTRE** (45-48-92-97). Salle L. Pour l'amour de Marie Saint : 21 h. **POTINÈRE** (42-61-44-16). Fric-Frac : 20 h 30. **SAINT-GEORGES** (48-76-63-47). Dites de couple : 20 h 45. **THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR** (48-05-67-89). Salle L. 0. L'Étamine des jours : 21 h. **TOURTOUR** (48-87-82-48). Journal d'un homme : 19 h. La Voix humaine : 20 h 30. La Femme romaine : 22 h. **TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Guilty, pièces en un acte : 20 h 30. **VARIÉTÉS** (43-39-09-02). Le Sent du lit : 20 h 30.

## Cafés-théâtres

**AU BEC FIN** (42-96-29-35). Deux ans, je l'ai rencontré : 20 h 30. L'Étamine des jours : 22 h 15. **BLANCS-MANTELUX** (48-87-15-84). Salle L. 0. Aron : 20 h 15. 0. Les Observations : 21 h 30. 0. Laurent Viol : 22 h 30. Salle II. 0. Les Sacré Monstres : 20 h 15. 0. Bernadette, calmo-toi ! : 21 h 30. **CAFÉ EPIDGAR** (43-30-85-11). Thés, vœux, deux bonbons : 20 h 15. Mousmou d'hommes : 21 h 30. Jossine Truchet a disparu : 22 h 30. **CAFÉ DE LA GARE** (42-78-52-51). Nouveau Spectacle de Sarah : 20 h 15. Le Késak et comment l'avoir : 22 h 15. **CAVE DU CLOITRE** (42-39-42-42). Fano Sapiens : 22 h 45. **EDGAR III** (43-20-45-11). My name is Lolita : 20 h 15. Le Chronomètre chato : 21 h 30. **POINT-VIRGULE** (42-78-47-03). Conférence musicale pour piano : 18 h 30. 0. Jambis vulgaires : 20 h. 0. Nos dévils font dévotion : 21 h 30. 0. Vous avez dit Rigard : 22 h 45.

## Mardi 19 juillet

## cinéma

## La Cinémaèque

## PALAIS DE CHAILLOT

(47-44-24-30)

La Foile (1928), de King Victor, 16 h.

Chin Chin Chow (1934), de Walter Forde, 19 h.

Un soir à Paris : les Peintres de l'École de Paris (1959), de Jacques Demy, 20 h 30.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

Le Festin de Barette (Dan, va.), de George V, 21 h.

## PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde



## ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue. VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que Le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous, sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)
2 semaines	78 F	145 F
3 semaines	110 F	205 F
1 mois	180 F	261 F
2 mois	280 F	422 F
3 mois	354 F	567 F

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

## LE MONDE ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : le mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

## VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du : au :

## VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM : PRÉNOM :

N° : RUE :

LOCALITÉ : VILLE :

PAYS :

## VOTRE RÈGLEMENT :

□ CHÈQUE JOINT □ CARTE BLEUE

N° de CS :

Date d'expiration : Signature :

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

AV 88

## SUR MINITEL

3615 LEMONDE code abo

## GALERIE DENISE RENÉ

Éditeur

Œuvres graphiques de :

AGAM, ALBERS, ARP, CLAISSE, CRUZ-DEZ,

S. DELAUNAY, HERBIN, KASSAK, MORELLET,

MORTENSEN, SOTO, VASARELY

196, bd Saint-Germain 75007 Paris. Tél. : 42-22-77-57.

## Radio-télévis

## Mardi 19 juillet

**Radio**  
104.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 105.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 106.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 107.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 108.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 109.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 110.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 111.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 112.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 113.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 114.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 115.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 116.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 117.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 118.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 119.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 120.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 121.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 122.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 123.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 124.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 125.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 126.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 127.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 128.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 129.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 130.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 131.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 132.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 133.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 134.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 135.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 136.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 137.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 138.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 139.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 140.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 141.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 142.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 143.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 144.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 145.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 146.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 147.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 148.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 149.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 150.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 151.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 152.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 153.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 154.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 155.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 156.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 157.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 158.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 159.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 160.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 161.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 162.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 163.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 164.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 165.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 166.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 167.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 168.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 169.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 170.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 171.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 172.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 173.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 174.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 175.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 176.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 177.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 178.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 179.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 180.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 181.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 182.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 183.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 184.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 185.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 186.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 187.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 188.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 189.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 190.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 191.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 192.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 193.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 194.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 195.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 196.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 197.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 198.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 199.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 200.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 201.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 202.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 203.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 204.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 205.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 206.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 207.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 208.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 209.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 210.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 211.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 212.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 213.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 214.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 215.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 216.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 217.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 218.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 219.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 220.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 221.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 222.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 223.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 224.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 225.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 226.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 227.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 228.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 229.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 230.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 231.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 232.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 233.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 234.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 235.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 236.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 237.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 238.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 239.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 240.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 241.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 242.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 243.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 244.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 245.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 246.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 247.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 248.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 249.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 250.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 251.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 252.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 253.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 254.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 255.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 256.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 257.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 258.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 259.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 260.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 261.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 262.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 263.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 264.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 265.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 266.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 267.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 268.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 269.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 270.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 271.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 272.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 273.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 274.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 275.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 276.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 277.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 278.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 279.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 280.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 281.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 282.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 283.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 284.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 285.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 286.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 287.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 288.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 289.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 290.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 291.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 292.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 293.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 294.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 295.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 296.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 297.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 298.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 299.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 300.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 301.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 302.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 303.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 304.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 305.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 306.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 307.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 308.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 309.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 310.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 311.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 312.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 313.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 314.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 315.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 316.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 317.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 318.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 319.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 320.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 321.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 322.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 323.5 MHz : France Inter, 19 h 30. 324.5 MHz : France







## Le Carnet du Monde

## Naissances

## Marie MOSSÉ

est née le 13 juillet 1988, en Auvergne.

De la part de ses parents

Solange et Yves MOSSÉ.

## Décès

M<sup>me</sup> le docteur Pascale Fourcade,

Alain Fourcade,

M<sup>me</sup> Marielle Crespin, le docteur

Marcel Crespin,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> les docteurs Alain et Fré-

dérique Birenbaum,

Renald, Thomas et Nicolas Crespin,

Loïc-Juliette et Manon Fourcade,

ses enfants et petits-enfants,

Les familles Drouaud,

Parents et alliés,

Le personnel de la clinique Mirabeau

Mont-d'Aubonne,

Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur **Elisette BELOT**,

née Elisette Drouaud,

le 16 juillet 1988, des suites d'une lon-

gue maladie.

Il y a quatre ans disparaissait le

docteur **Pierre BELOT**,

son époux.

Le chagrin et la douleur de cette dis-

parition n'avaient pu, pour elle, trouver

d'apaisement.

3, boulevard Pershing,

75017 Paris.

Clinique Mirabeau,

37, avenue de Paris,

95600 Eaubouville.

— Paris, Nice.

Danielle Bessmann, son fils,

et Annette Muller,

Nelly, sa fille,

et Michel Cutay,

Serge, Philippe, Larry,

ses petits-fils,

Les Siam,

sa sœur.

Ses amis de la Résistance bas-alpine,

ont le regret d'annoncer le décès, à l'âge

de quatre-vingt-quatre ans, de

**Summe BESSMANN**,

née Bessmery,

Elle a été inhumée à Nice, le 15 juil-

let 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Henri Bonnet,

son épouse,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Bonnet,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Yves Bonnet,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Bajlow,

ses enfants,

Ses petits-enfants,

Ses arrière-petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Henri BONNET**,

chevalier de la Légion d'honneur,

chevalier des Palmes académiques,

professeur honoraire,

docteur ès lettres,

ancien maire

de Châteauneuf (Eure-et-Loire),

survenu le 18 juillet 1988, à La Verrière

(Yvelines), à l'âge de quatre-vingt-

quatre ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Clères (Eure-et-Loire), dans la sépulture

de famille, le mercredi 20 juillet

1988, à 9 h 30.

Préfecture de Châteauneuf-sur-Loire,

47, boulevard de l'Hôpital,

75013 Paris.

[Né le 20 février 1904, Henri Bonnet était

professeur de philosophie. En 1946, il fut

nommé directeur du "Carnet du Monde",

et fut élu directeur de la publication.

Il fut élu directeur de la publication.

Il fut élu directeur de la publication.

Il fut élu directeur de la publication.

Il fut élu directeur de la publication.

Il fut élu directeur de la publication.

Il fut élu directeur de la publication.

Il fut élu directeur de la publication.

M<sup>me</sup> Louis Chatin,

née Jacqueline Toulouse,

son épouse,

Marielle Sophie, Laurent, Matthieu et

Amélie Catherine,

ses enfants,

Les familles Chatin, Hum, Toulouse,

Batruille, Bonnet,

ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-

sœurs,

ses cousins,

Baile, Deschanel, Josseland, Tou-

louse, Dery, Déré, Ford, Ripart,

Vicario,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Louis CHATIN**,

conseiller à la cour d'appel de Paris,

chevalier de la Légion d'honneur,

rapporté à Dieu, le 16 juillet 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 20 juillet, à 15 heures, en

l'église de Delle (Territoire-de-Belfort).

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Sobrier,

90100 Delle.

— M<sup>me</sup> Jacques Fongères,

Ses enfants, petits-enfants, arrière-

petits-enfants,

Sa famille,

Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jacques FOUGÈRE**,

chevalier de la Légion d'honneur,

commissaire honoraire.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité à Chamonix (Puy-de-

Dôme).

Le présent avis tient lieu de faire-

part.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> André-Hugues,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Hugues,

Leurs enfants et petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Daniel HAGUENAU**,

ingénieur général honoraire

des Ponts et Chaussées,

croix de guerre 1914-1918.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité le mardi 19 juillet 1988.

— La famille,

Les amis

Et les collaborateurs de

**Pierre-Marie LE PEUTREC**,

architecte,

ont la douleur de faire part de son décès,

survenu accidentellement dans la nuit

du 9 au 10 juillet 1988.

— L'Association des amis de Charles

Lapioque,

a la tristesse de faire part du décès de

**Charles LAPIQUE**,

survenu le vendredi 15 juillet au matin.

L'inhumation a eu lieu le mardi

19 juillet.

(Lire page 26.)

— On nous prie d'annoncer le décès

de

**Sacha MARIAUD**,

né le 16 avril 1922, à Lisieux.

De la part

de Michel Mariand,

son fils,

Marcia Da Conceicao Chagas,

sa femme,

Et ses amis.

Hameau de Roques-Haut,

Beaucourt, 13100 Ab-en-Provence.

Anniversaires

— En ce dixième anniversaire du rap-

pel à Dieu de

**Maurice POUSSIERE**,

conseiller d'Etat,

une pensée pleine de sollicitude et de

amour est adressée à son âme et à son

corps qui sont célébrés à son inten-

tion.

— En ce dixième anniversaire du rap-

pel à Dieu de

**Maurice POUSSIERE**,

conseiller d'Etat,

M<sup>me</sup> François Fabin,

Ses enfants,

Et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Daniel FELTIN**,

survenu le 14 juillet 1988, dans sa

soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 20 juillet, à 16 heures, en

l'église de Delle (Territoire-de-Belfort).

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Sobrier,

90100 Delle.

— M<sup>me</sup> Jacques Fongères,

Ses enfants, petits-enfants, arrière-

petits-enfants,

Sa famille,

Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jacques FOUGÈRE**,

chevalier de la Légion d'honneur,

commissaire honoraire.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité à Chamonix (Puy-de-

Dôme).

Le présent avis tient lieu de faire-

part.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> André-Hugues,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Hugues,

Leurs enfants et petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Daniel HAGUENAU**,

ingénieur général honoraire

des Ponts et Chaussées,

croix de guerre 1914-1918.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité le mardi 19 juillet 1988.

— La famille,

Les amis

Et les collaborateurs de

**Pierre-Marie LE PEUTREC**,

architecte,

ont la douleur de faire part de son décès,

survenu accidentellement dans la nuit

du 9 au 10 juillet 1988.

— L'Association des amis de Charles

Lapioque,

a la tristesse de faire part du décès de

**Charles LAPIQUE**,

survenu le vendredi 15 juillet au matin.

L'inhumation a eu lieu le mardi

19 juillet.

(Lire page 26.)

— On nous prie d'annoncer le décès

de

**Sacha MARIAUD**,

né le 16 avril 1922, à Lisieux.

De la part

de Michel Mariand,

son fils,

Marcia Da Conceicao Chagas,

sa femme,

Et ses amis.

Hameau de Roques-Haut,

Beaucourt, 13100 Ab-en-Provence.

Anniversaires

— En ce dixième anniversaire du rap-

pel à Dieu de

**Maurice POUSSIERE**,

conseiller d'Etat,

une pensée pleine de sollicitude et de

amour est adressée à son âme et à son

corps qui sont célébrés à son inten-

tion.

— En ce dixième anniversaire du rap-

pel à Dieu de

**Maurice POUSSIERE**,

conseiller d'Etat,

une pensée pleine de sollicitude et de

amour est adressée à son âme et à son

corps qui sont célébrés à son inten-

tion.

— En ce dixième anniversaire du rap-

pel à Dieu de

**Maurice POUSSIERE**,

conseiller d'Etat,

une pensée pleine de sollicitude et de

amour est adressée à son âme et à son

corps qui sont célébrés à son inten-

tion.

## Automobile

## La Renault 19 : tournée vers l'Europe

Partir aujourd'hui à la conquête d'un marché automobile exige de la part d'un constructeur des efforts financiers considérables. Renault a consacré plus de 6 milliards de francs à l'étude et à la production de son dernier bébé, la 19, dont les premières unités seront livrées au public à la rentrée.



Paris, 20 juillet. L'Assemblée nationale a adopté, le 19 juillet, la loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, prévoit notamment la création de nouvelles universités et la réforme des facultés. Elle est considérée comme une étape importante dans la modernisation de l'enseignement supérieur français.



La loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur a été adoptée par l'Assemblée nationale le 19 juillet. Elle prévoit la création de nouvelles universités et la réforme des facultés. Cette loi est considérée comme une étape importante dans la modernisation de l'enseignement supérieur français.

La loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur a été adoptée par l'Assemblée nationale le 19 juillet. Elle prévoit la création de nouvelles universités et la réforme des facultés. Cette loi est considérée comme une étape importante dans la modernisation de l'enseignement supérieur français.

La loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur a été adoptée par l'Assemblée nationale le 19 juillet. Elle prévoit la création de nouvelles universités et la réforme des facultés. Cette loi est considérée comme une étape importante dans la modernisation de l'enseignement supérieur français.

La loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur a été adoptée par l'Assemblée nationale le 19 juillet. Elle prévoit la création de nouvelles universités et la réforme des facultés. Cette loi est considérée comme une étape importante dans la modernisation de l'enseignement supérieur français.

La loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur a été adoptée par l'Assemblée nationale le 19 juillet. Elle prévoit la création de nouvelles universités et la réforme des facultés. Cette loi est considérée comme une étape importante dans la modernisation de l'enseignement supérieur français.

La loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur a été adoptée par l'Assemblée nationale le 19 juillet. Elle prévoit la création de nouvelles universités et la réforme des facultés. Cette loi est considérée comme une étape importante dans la modernisation de l'enseignement supérieur français.

La loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur a été adoptée par l'Assemblée nationale le 19 juillet. Elle prévoit la création de nouvelles universités et la réforme des facultés. Cette loi est considérée comme une étape importante dans la modernisation de l'enseignement supérieur français.

La loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur a été adoptée par l'Assemblée nationale le 19 juillet. Elle prévoit la création de nouvelles universités et la réforme des facultés. Cette loi est considérée comme une étape importante dans la modernisation de l'enseignement supérieur français.

# Le Monde

## SCIENCES ET MEDECINE

### Brins de vie en terre brûlée

**En août 1987, 2 200 hectares de forêt et de maquis ont brûlé dans le massif de l'Estérel. Que devient une terre ravagée par l'incendie ?**

La roche affleure ici et là, les flancs de roche s'éboulent à la moindre pluie et les collines sont couvertes de centaines de chichos noirs de pins maritimes. Certains chichos-lièges, le tronc brûlé, portent cependant quelques malheureuses branches vertes apparues au printemps dernier, neuf mois après l'incendie. 2 200 hectares de forêt et de maquis dévorés en moins de six heures le 25 août 1987. Un tiers du massif. Depuis, certaines zones de l'Estérel ont des allures de paysage lunaire : un sol pelé, un tapis végétal disparu et des centaines de troncs noirs plantés comme des allumettes à perte de vue. Un désastre qui faisait dire à un forestier découragé par l'ampleur du sinistre : « Cela fait trois générations de forestiers qui, au lieu de travailler, auraient mieux fait d'aller tranquillement pêcher dans la rade de Cannes ».

Pourtant, le massif de l'Estérel est habitué à ces déluges de feu : chaque mètre carré a brûlé en moyenne sept fois depuis 1838, et la totalité de cette forêt de chichos-lièges et de pins maritimes a été détruite en 1838, 1918, 1943 et 1964. Epuisés par ces incendies sans fin, les sols se dégradent, la végétation de surface est éliminée et, à la fin de l'été, lorsque la terre est sèche et fendue, les premiers orages entraînent avec eux l'humus du sol. Dans l'Estérel, la roche mère finit par affleurer par endroits. Le spectre du « désert minéral ».

Dans l'année qui suit l'incendie, mieux vaut passer au plus pressé : « Encourager les efforts naturels de la forêt pour se reconstruire », selon le mot de René Petitjean, ingénieur délégué de l'Office national des forêts à Fréjus. Les forestiers donnent un coup de main aux chichos-lièges brûlés en procédant à des « recépages » : afin d'éviter que l'arbre ne s'épuise en faisant de nouveaux bourgeons dans les cimes, ils coupent au pied la partie calcinée afin de favoriser l'apparition, après l'incendie, de ces tiges vertes que l'on a justement baptisées « le brin d'avenir ».

Bien sûr, le paysage souffre de la disparition de ces arbres brûlés dont certaines branches commencent tout juste à reprendre vie. Mais les forestiers travaillent à long terme.

Seul l'entretien du brin d'avenir permettra de retrouver, dans quelques dizaines d'années, des chichos-lièges dignes de ce nom.

Les pins maritimes, eux, ne survivent pas à l'épreuve du feu, mais ils se resèment seuls sans l'aide de personne. L'incendie favorise la germination des pins et, plusieurs mois après le sinistre, de minuscules semis apparaissent au pied des troncs brûlés.

#### L'arbre idéal

Il faut du temps pour faire un arbre, bien sûr, mais de toute façon, la plupart ne parviendront jamais à l'âge adulte : ils seront attaqués avant cela par une cochenille appelée le *matucoccus*. Ce parasite apparaît, semble-t-il, en 1956 dans les Maures et a provoqué le dépérissement de tous les pins maritimes de la région. Ces petits semis verts qui promettent tant ne garantiront donc en rien l'avenir de la forêt.

Le paysage ne conserve donc que ces jeunes rejets de chichos-lièges et ces minuscules semis. « Il faut absolument remplacer ou accompagner la végétation indigène du massif, car les pins tendent à disparaître et les chichos sont incapables de se remettre en place sur des sols dégradés », explique Pierre Allemand, ingénieur de recherche responsable du service de botanique de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) à Antibes. Il nous faut donc trouver des espèces très « compétitives » qui puissent revitaliser ces sols épuisés par les incendies.

Il faudra donc replanter, mais quel ? Le portrait-robot de l'arbre idéal est, bien sûr, une véritable gageure. Il faudrait qu'il résiste à la sécheresse et au froid — parfois moins -15°C en hiver — qu'il ne propage pas l'incendie, qu'il ait une cime ouverte, qu'il pousse vite afin de dépasser rapidement les broussailles qui entretiennent le feu et qu'il s'accommode de la pauvreté du sol du massif. L'oiseau rare est introduit, bien sûr, mais certaines espèces s'en rapprochent plus que d'autres. Les huit arboretums de l'INRA installés dans l'Estérel ne l'ont-ils pas prouvé ? Depuis 1971, la station de botanique d'Antibes surveille sans relâche les 30 000 arbres de 665 espèces qui ont été testés dans le massif ces vingt-cinq dernières

années. Des espèces exotiques issues de zones climatiques semblables à la Méditerranée, notamment le sud de l'Australie et la Californie. Une trentaine de plants par espèce et des milliers de notes sur la croissance des troncs, l'état du feuillage et la résistance au parasitisme, sans compter les comparaisons entre les provenances d'une même espèce : certaines familles de cyprès d'Arizona ont ainsi une couleur verte plus prononcée ou des branches plus horizontales que les autres. Sur ces 665 espèces, une soixantaine ont été sélectionnées « avec des réserves ». C'est le cas de certaines espèces d'eucalyptus qui ont l'avantage d'avoir une croissance rapide, une certaine « résistance » au feu et une propension aux rejets mais qui supportent mal le froid.

#### Retour au désert

Quatre espèces ont finalement été retenues à l'issue de vingt-cinq ans de recherche : le *calocedra*, le cyprès du Sahara, le cyprès de Goven et le cyprès du Portugal. Uniquement des conifères.

L'introduction de nouvelles espèces n'est cependant pas chose aisée : les travaux de l'INRA donnent des indications précises sur leur adaptation au massif de l'Estérel.



25 août 1987, massif de l'Estérel, 2 200 hectares ravagés par le feu.

mais il reste malgré tout quelques inconnues : elles peuvent être vaincues par un parasite ou envahir le pays, comme l'a fait le mimosa d'Australie sur le massif du Tanneon. Enfin, elles peuvent s'intégrer difficilement dans le paysage méditerranéen. Les premiers résultats des études de l'INRA ont d'ailleurs fait grincer bien des dents. Dans la région on affirme volontiers que l'on préfère les arbres « qui ont l'accent » : et l'eucalyptus, pour ne parler que de lui, n'en fait pas partie. Les chercheurs ont d'ailleurs beau expliquer que certaines espèces de cyprès possèdent des branches longues et horizontales, les Méditerranéens maugrément à l'idée de voir l'Estérel devenir « un cimetière de 6 000 hectares ». « Il faut être conciliant des réalités », leur répond Pierre Alle-

mand. Ici, quand il y a de grosses pluies la mer devient jaune autour des estuaires car il n'y a pas assez de végétation pour retenir la terre dite arable. Du coup, les sédiments partent dans la mer. Si l'on reste les bras croisés, l'Estérel va devenir un véritable désert.

Une perspective des plus inquiétantes : ce massif est la seule « fenêtre boisée » du littoral entre Saint-Tropez et Cannes. Au dix-neuvième siècle, alors qu'il était encore à l'abandon, avant les efforts des forestiers du début du vingtième, l'on disait dans la région que l'Estérel était une « région déserte et inaccessible ». Va-t-elle le redevenir ?

ANNE CHEMIN.

### SOLEIL EN BOUTONS

BIEN que le mémo ne soit guère optimiste pour l'instant, nombre de vacanciers ont déjà rencontré le soleil ou vont le trouver incessamment. Certains se verront en quelques heures couverts de minuscules boutons et de plaques rouges les dérangeant à mourir et qui, fait frapper, ruissellent surtout le soir, le décollent et les bras, alors que le visage reste indemne et même qu'il commence à bronzer agréablement.

Ce syndrome, car c'en est un, porte un nom. Il s'agit d'une lucite estivale bénigne (de lux, lumière), et il n'est pas sans intérêt de savoir qu'il existe, pour l'éviter ou pour le guérir, à la fois un traitement préventif empêchant son apparition et un traitement curatif.

Les sujets sensibles aux rayons solaires présenteront en effet de façon récurrente et décourageante ces mêmes troubles qui, chez certains, peuvent gêner toutes les vacances, car ils se déclenchent dès les toutes premières expositions au soleil et durent environ quinze jours.

Il est possible de les prévenir en absorbant, quinze jours avant le départ, des gélules de Phéno (association de bêta-carotène et de canthaxanthine) à la dose d'une gélule pour 10 kilos de poids corporel, puis d'une demi-dose pendant toute la durée des vacances. Une pigmentation jaune orangée de la peau peut se produire sous l'effet des carotènes, qui disparaissent totalement à l'arrêt du traitement.

Lorsque le mal est fait, le médecin se doit d'éliminer les autres causes possibles de l'éruption cutanée, notamment la lucite dite polymorphe, qui se traite avec des antipaludéens de synthèse, et surtout le lupus, pour lequel les mêmes dérivés de la quinine et la puvarthérapie seront utilisés.

Il peut alors entreprendre un traitement de la lucite estivale bénigne par une courte cure de dermatocorticoïdes ou de pomades à base de dérivés de la cortisone, qui suffit généralement à en venir à bout.

La lucite en question est différente de l'urticaire solaire, beaucoup plus rare, qui apparaît sous forme de plaques rouges moins de deux minutes après l'exposition au soleil et disparaît en une demi-heure après la mise à l'ombre.

Les antihistaminiques à petite dose viendront s'ajouter à bout de cette manifestation certes bénigne mais qui, elle aussi, peut assombrir les vacances...

Tous les dermatologues accusent les méfaits d'une exposition excessive au soleil. Lucite et urticaire sont moins fréquentes, certes, que les lentes dégradations conduisant au vieillissement cutané, voire à la cancérisation.

Plus aiguës, plus visibles et beaucoup plus invalidantes, elles méritent cependant que l'on en connaisse et le prévention et le traitement.

D'E-L.

## Le bon docteur « krous »

**Dans les camps de réfugiés en Thaïlande et en Malaisie, les médecins occidentaux collaborent avec les guérisseurs.**

DIX ans après la chute des trois capitales de l'ancienne Indochine, cent cinquante-cinq mille réfugiés attendent encore dans les camps de Thaïlande et de Malaisie, aux Philippines et à Hongkong, un visa pour une troisième terre d'asile. Vécue dans l'isolement et le désespoir, cette attente se chiffre désormais en années pour la plupart d'entre eux, ceux qui, sans qualification professionnelle ni famille en Occident, ne répondent à aucun critère d'accueil. Désespérés, ils font alors naufrage pour la deuxième fois.

Unique de son espèce dans l'histoire de l'aide aux réfugiés, le programme de médecine traditionnelle élaboré par un psychiatre français, le docteur J.-P. Hiegel, a pour but d'en atténuer la douloureuse portée psychologique. Les troubles de comportement, en effet, sont devenus suffisamment préoccupants pour que le Haut Commissariat aux réfugiés les tiennent désormais pour prioritaires et charge le docteur Hiegel de les évaluer.

Placé sous l'égide du comité international de la Croix-Rouge et financé depuis 1981 par les Œuvres hospitalières françaises de l'Ordre de Malte, ce programme existe depuis sept ans et se pratique actuellement dans les camps thaïlandais de Phanat-Nikhom, Khao-I-Dang et Ban-Napho. Il repose principalement sur une fructueuse collaboration entre thérapies modernes et ancestrales.

#### Sages et guérisseurs

« Les malades mentaux posent aux spécialistes occidentaux des problèmes insolubles, la souffrance s'exprimant toujours à travers un discours et des symboles propres à chaque culture », explique le docteur Hiegel.

« De même, chaque société a inventé des remèdes bien à elle pour la soulager. À l'installation de pavillons psychiatriques, j'ai donc préféré demander aux médecins traditionnels présents

dans les camps, réfugiés eux-mêmes, de prendre en charge leurs compatriotes ».

Au Cambodge, on appelle ces médecins des *krous khmers* : sages et guérisseurs à la fois, leur complexe pharmacopée se compose de quatre cents organes végétaux et minéraux environ : grillés, bouillis, broyés, ils sont l'objet de multiples manipulations avant d'être prescrits sous forme de pilules, d'emplâtres, de poudres ou de décoctions. Les plantes sont achetées chez des herboristes de Bangkok ou ramassées trois fois par semaine dans les bois, autour des camps. Une vingtaine de végétaux en moyenne entrent dans la fabrication d'un seul médicament.

Les traitements des *krous khmers* associent des pratiques séculaires — cures magiques, douches rituelles, bains de vapeur — au soutien psychologique du groupe familial. Cette solidarité tient au fait que le malade apparaît comme une victime soit de la magie noire, soit d'esprits offensés ayant pris possession de sa personne. Ainsi déchargé de toute responsabilité, il peut enfreindre la légendaire pudeur asiatique et exposer publiquement ses problèmes. La possibilité de s'exprimer revêt une dimension psychothérapeutique indéniable, de portée universelle.

Les médecins khmers considèrent la personne comme un tout et leur science s'attache à soigner ensemble le corps et l'esprit. Le programme, initialement conçu pour traiter spécifiquement les troubles de comportement, s'est donc rapidement étendu aux affections organiques et psychosomatiques : fièvres, migraines, asthme, fractures, etc. Les résultats sont spectaculaires, dans le traitement des maladies de peau notamment, particulièrement sévères dans les camps.

#### Les feuilles de bétel

Le docteur Hiegel cite le cas d'un chirurgien français venu le seconder et qui souffrait depuis sept ans d'un eczéma généralisé, résistant à toute médication moderne. Les « *krous* » ont dans un premier temps recité des « mantras » et pulvérisé sur ses lésions le suc de feuilles de bétel préalablement mâchées ; quelques jours plus tard, ils ont brûlé les dernières lésions, les plus résistantes : « Si peu rationnelles que puissent nous paraître ces méthodes, mon confrère n'en a pas moins été définitivement guéri », conclut le docteur Hiegel.

BÉATRICE CAUX.

(Lire la suite page 16.)

du 1<sup>er</sup> au 20 juillet

**NEUBAUER**

vous propose

voiture **405 SRI**

en livraison immédiate

avec l'intérieur en cuir

**GRATUIT !**

**NEUBAUER**

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34







SECTEURS  
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**LA CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE LYON**  
recherche

**UN INGÉNIEUR**

Vous avez une formation d'ingénieur impliquant de bonnes connaissances générales et des connaissances complémentaires en automatique et informatique.

En outre, une bonne connaissance des systèmes de gestion de production est indispensable ainsi qu'une expérience industrielle d'au minimum trois ans.

Bien introduit dans le milieu industriel, vous possédez une capacité d'adaptation à des problèmes différents et à des interlocuteurs variés, mais aussi des qualités de contact et d'animation. Vous pratiquez si possible, la langue allemande.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe de conseil auprès des entreprises industrielles de la région.

Votre mission : sensibiliser et conseiller, par des actions individuelles ou collectives, les entreprises, et plus particulièrement les P.M.I., aux possibilités de l'automatisation et de l'informatique industrielle.

Si vous réunissez ces différents critères et si une telle mission vous motive, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo d'identité et prétentions) sous référence 25337/DP/IM à HAVAS CONTACT - 11, rue Président Carnot - 69002 LYON qui transmettra.

**CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES  
SPATIALES**  
RECHERCHE

**INGÉNIEUR  
ELECTRONICIEN**

au sein de la Direction Centrale de la Qualité, vous serez chargé :

- d'analyser les conditions insidieuses (SNEAK/ANALYSIS) des pannes de systèmes électroniques et logiciels complexes,
- d'animer des groupes afin de développer ce type de compétences au sein du CNES.

Quelques années d'expérience dans la conception de circuits électroniques complexes et des interfaces matériel-logiciel (assembleur) sont nécessaires.

Une formation complémentaire aux techniques d'analyse des conditions insidieuses sera prise en charge par le CNES aux Etats-Unis et en France.

Anglais indispensable (lu, parlé, écrit).

Lieu de travail : PARIS, puis éventuellement TOULOUSE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous référence 7076

AGENCE MAILLE

18 RUE VOLNEY 75002 PARIS - QUI TRANSMETTRA

**Offre forte IBM :  
recherchons fortes têtes.**

**JEUNES DIPLOME(S) D'UNE  
GRANDE ECOLE  
D'INGÉNIEURS OU DE  
COMMERCE**  
(Bac + 4 minimum)

après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité qui correspond le mieux à votre projet professionnel. Vous deviendrez **INGÉNIEUR COMMERCIAL OU INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL.**

Nous recherchons de fortes personnalités dont le rôle sera le Conseil et la Vente à haut niveau dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services... Dès le départ vous pourrez mettre à profit vos connaissances, selon vos affinités et nos besoins.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence P 71 à : IBM France - Département Recrutement - 5, Place Vendôme 75001 Paris.

Vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



**Jeune chef de bureau d'études  
investissements - réalisations**

**Jouveinal**

Branche chimie d'un groupe pharmaceutique de 900 personnes, 700 MF de C.A., nous cherchons pour notre site d'AVAILLE, près d'ANGERS (110 personnes), le responsable de notre service Etudes et Réalisations (5 personnes dont un cadre).

Outre l'étude, le chiffrage et la réalisation d'un budget d'investissement de 5 à 30 MF, dans une usine chimie fine en plein développement, il a un rôle de veille technologique et de promotion des nouvelles techniques à l'intérieur de l'entreprise.

Ingénieur, professionnel du génie chimique et ayant de bonnes connaissances en chimie fine, vous avez une première expérience de 2 à 4 ans, par exemple comme n° 2 d'un bureau d'études. Des compétences en anglais, en chimie organique et en informatique vous seront utiles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 6426 à Catherine de LA ROCHE-SAINT-ANDRE - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 76017 PARIS.

**jacques tixier s.a.**  
MEMBRE DE SYNTHEC

**INGÉNIEUR GRANDE ECOLE  
ELECTRICIEN  
ELECTRONICIEN  
EXPERIMENTE**

**VICAT**

Le Groupe VICAT, avec plus de 2 200 collaborateurs, 3 milliards de francs de C.A. et une diversification réussie de ses activités :

- cimentières en France,
- béton et granulats,
- matériels industriels et chimie du bâtiment,
- papeterie,
- cimentières aux Etats-Unis,

recherche un ingénieur à fort potentiel pour prendre des responsabilités importantes au niveau Groupe.

A 30 ans environ, vous souhaitez exploiter à fond votre expérience professionnelle. Prendre des responsabilités accrues, découvrir de nouveaux aspects à votre métier et ouvrir le champ de votre carrière, sont trois des opportunités que nous vous proposons.

Dans l'environnement privilégié d'unités très automatisées nous vous confions, dans un premier temps, des missions évolutives qui vous permettront d'acquies progressivement à des responsabilités plus importantes.

Pour réussir dans votre parcours professionnel, vous considérez la mobilité géographique comme une motivation supplémentaire, vous possédez de réelles facultés d'adaptation et vous avez le goût de la performance et du développement.

Si vous souhaitez dynamiser votre potentiel en élargissant vos domaines d'intervention, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo scannée, s/réf. 5491/LM, à MEDIA P.A. - 53, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Tel. 49 11 73 31

**SYSECA**

**INGÉNIEURS LOGICIEL**  
De l'appétit pour des projets informatiques

Vous cherchez à valoriser votre formation d'ingénieur dans de grands projets d'informatique temps réel et le développement de systèmes à base de micro-processeurs et mini-ordinateurs.

Vous souhaitez trouver des environnements de travail équipés de moyens puissants (stations de travail, langages temps réel évolués : C, ADA, LTR, ateliers de génie logiciel).

Nous vous proposons de travailler dans de petites équipes soudées avec des professionnels hautement qualifiés.

Débutant jusqu'à deux ans d'expérience, vous justifiez d'un diplôme de Grande Ecole informatique ou électronique ou d'un titre universitaire de 3ème cycle.

Une disponibilité rapide est souhaitée.

Les candidatures seront reçues et traitées durant toute la période estivale.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 379 315, Bureau de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.

**SYSECA  
SELECTION**

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 25000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

**BULL ENGAGE  
LE RESPONSABLE  
DE SON LABORATOIRE  
D'ANALYSES**

Dans le cadre de sa direction qualité, l'établissement d'Angers recherche un ingénieur chimiste (physico-chimiste) spécialiste de techniques d'analyses chimiques.

Ingénieur grande école, option chimie, vous justifiez de plusieurs années d'expérience dans le management d'une équipe.

Vous assurez la responsabilité d'un laboratoire performant, doté d'équipements sophistiqués en analyse minérale, organique et en micro-analyse.

Techniques utilisées : microonde - AUGER - ESCA - SIM, spectro d'émission - AAO X, spectro d'absorption - IR, spectrométrie de masse, analyse thermique.

Le laboratoire en milieu industriel est très largement ouvert sur l'extérieur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 197 M à Anne TRUC - Service Recrutement BULL S.A. - 331 avenue Patton - 49005 ANGERS Cedex.

**Bull**



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Province

### JEUNES INGENIEURS : RESEAUX ET "TELECOM"

Chez un leader de l'informatique

Centre de décision mondial, nous concevons, nous fabriquons et assurons le support et le marketing de l'ensemble des produits réseaux tels que les connexions de stations de travail, les développements réseaux X25 et RNIS, les réseaux privés multiconstructeurs.

Le développement de nos activités nous conduit à renforcer de façon importante nos structures Recherche et Développement et support clientèle.

Avec une politique affirmée de développement des personnes, nous souhaitons accueillir de jeunes ingénieurs possédant par spécialité d'école ou par première expérience une compétence dans le domaine des systèmes, des logiciels et des architectures télécommunications et réseaux.

Dans un environnement relationnel, formateur et motivant, vous pouvez construire votre évolution en étant partie prenante de projets d'envergure mondiale.

Orientés "système" dans des fonctions "support", vous assurerez le suivi des clients européens et vous pourrez acquérir une expertise professionnelle très appréciée.

Dans le domaine Recherche et Développement votre champ d'action ira de la définition produit à sa mise en fabrication.

Merci d'adresser à notre conseil, lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. M 6/649 AM à :

**EGOR SA.**  
8, rue de Berni - 75006 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL CANADA

PRENEZ DES RESPONSABILITES DANS NOS CENTRES DE PROFIT

## Ingénieurs Grandes Ecoles confirmés



Le Groupe VICAT, avec plus de 2 200 collaborateurs, 3 milliards de francs de CA et une diversification réussie de ses activités : cimentiers en France, béton et granulats, matériels industriels et chimie du bâtiment, papeterie, cimentiers aux Etats-Unis, recherche des ingénieurs expérimentés pour prendre en charge des missions évolutives dans des centres de profits en France et aux Etats-Unis.

A 30-35 ans environ, vous avez une formation Ingénieur Grandes Ecoles.

Aujourd'hui, nous vous proposons, dans le déroulement de votre carrière, de valoriser et d'approfondir votre savoir-faire.

Vous saurez mettre en avant à la fois un réel souci de bonne communication en interne comme en externe et vos capacités d'adaptation et d'intégration.

Mobile en France et au U.S.A., vous avez une bonne connaissance de l'anglais et pour mener à bien les différentes étapes de votre parcours professionnel dans le Groupe, le dynamisme et le goût d'entreprendre indispensables à notre expansion.

Si les perspectives d'aller toujours plus loin dans vos compétences et dans vos ambitions vous motivent, adressez votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous référence 6490/LM, à MEDIA P.A. 63, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

## Composants HP : Devenez l'expert d'un marché européen.

Paris ou Stuttgart, HP n'a qu'une exigence : la qualité totale de ses services et de ses produits. La maîtrise de la qualité de ces derniers passe par celle des éléments les constituant. C'est ainsi qu'HP fabrique une grande partie de ses composants et les revend également à ses concurrents qui en apprécient la fiabilité et les performances...

### Product marketing engineer in optoelectronics

Responsable du support à la vente, vous appréhendez pleinement le marché et ses évolutions. Cet enseignement vous permet de définir votre stratégie marketing et vente pour toute l'Europe en intégrant les contraintes externes et internes (structures de prix, stocks...). Ingénieur électronique, vous avez acquis une expérience en milieu industriel du marketing composants ou systèmes, de l'ingénierie ou du support, de l'optoélectronique. Votre anglais est courant. Vous rejoindrez notre Centre du Marketing Européen à Boblingen (proche Stuttgart) et vous déplacerez en Europe et aux USA. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. SF8/01/M à Monique d'Hautefeuille, Hewlett-Packard France, ZA du Bois Briard, 91040 Evry Cedex.



**HEWLETT PACKARD**

## CEP SYSTEMES

(120 personnes, 35 % de croissance annuelle)

Nous sommes une société de services spécialisée dans la maîtrise des risques dans les domaines de la Haute Technologie et de l'informatique (nucléaire, spatial, aéronautique, défense...). Notre vocation est d'aider à concevoir, produire, exploiter et maintenir des systèmes sûrs de fonctionnement et de qualité. Pour développer des outils dans les domaines du Génie Logiciel et de l'Informatique Industrielle, nous recherchons :

### CHEF DE PROJET CONCEPTEUR D'APPLICATIONS INFORMATIQUES

Vous aurez à concevoir des applications et à piloter une équipe de développement dans un environnement VAX/VMS. De formation ingénieur Grande Ecole (spécialité informatique) ou universitaire, vous possédez une expérience dans une fonction similaire. Réf. : JCM/CP

### REALISATEURS D'APPLICATIONS INFORMATIQUES

Vous aurez à développer des outils sous les environnements suivants :  
• VAX/VMS en Pascal. Une connaissance de SCBD et des réseaux sera appréciée. Réf. : JCM/RA1  
• INTEL RMK en Pascal et PLM. Réf. : JCM/RA2

De formation DUT ou équivalent, une expérience de 1 ou 2 ans sera un plus.

Pour ces postes, une importante mobilité géographique est demandée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à CEP SYSTEMES - Madame E. LANGLOIS - 34, rue Rennequin - 75017 PARIS.



## INGENIEUR

DEBUTANT  
(Centrale - IDN - Mines)  
USINE DE CALAIS

UNION CARBIDE FRANCE FILIALE DU GROUPE INTERNATIONAL  
UNION CARBIDE CORPORATION  
LEADER MONDIAL DANS LE GRAPHITE

Vous voulez vous préparer à assumer des responsabilités de haut niveau dans le secteur industriel.

Nous sommes prêts à vous y aider.

Affecté dans un premier temps au service Qualité, vous pourrez vous former aux techniques de la fabrication du graphite en utilisant les méthodes modernes (GP40, Contrôle statistique, etc.). Vous avez une forte personnalité, vous avez des qualités de leader et vous êtes prêt à vous intégrer dans une équipe dynamique.

Si en outre, vous possédez très bien la langue anglaise, vous êtes le candidat que nous recherchons.

Adressez CV, photo et prétentions :

Direction du Personnel, UNION CARBIDE FRANCE  
Rue des Garinnes, B.P. 4/8 - 62226 CALAIS Cedex



## Ingénieur guidage et conception de logiciels embarqués

Côte d'Azur

Notre entreprise, située dans un univers de techniques de pointe, est spécialisée dans l'étude et la réalisation de matériel sous-marin.

Nous recherchons un jeune ingénieur (Grande Ecole) ou un universitaire Docteur-Ingénieur ayant une formation indispensable en Automatique ou Systèmes, et possédant une bonne initiation aux méthodes de développement de logiciels.

Intégré à l'équipe simulation de la section évaluation pour une période de formation, il aura la charge de la conception, du suivi et des évolutions logicielles du guidage torpille ainsi que de sa qualification en simulation.

A terme, ce poste pourrait évoluer vers la conception de nouveaux engins et/ou des versions exportées des torpilles existantes.

La pratique de l'anglais et le goût du travail en équipe sont nécessaires.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite + C.V. + photo, sous réf. 8821, à notre Conseil CAPFOR Méditerranée, Centre d'Activités Evolis, La Bastide Blanche, Bât. B 6, 13127 VITROLLES, qui garantit toute confidentialité.



PARIS - LYON - AD/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CANTIER  
ANGERS - AUCH/TOLOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

GTI INFORMATIQUE, SSH spécialisée dans les communications informatiques recherche pour son département :  
RESEAUX ET INTEGRATION DE SYSTEMES DES :

### INGENIEURS INFORMATIQUES GRANDES ECOLES

Diplômés : ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEIHT, INSA. Vous avez une expérience d'environ 2 ans dans le domaine des télécommunications ou du temps réel, chez un constructeur ou en SSH.

La maîtrise de l'environnement UNIX et du langage C serait un plus. Nous vous confierons la responsabilité de projets dans les technologies de pointe (télécommunications en milieu hétérogène, systèmes embarqués).

Béatrice BIENVENU étudiera votre candidature en toute confidentialité et vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. M 2667 à :

GTI 32 boulevard de Vaugrand  
75015 PARIS



L'informatique en action

Société multinationale leader en AROMES ALIMENTAIRES recrute un

## DOCTEUR INGENIEUR ou 3ème CYCLE

ayant une bonne connaissance des méthodes physico-chimiques d'analyse organique (chromatographie gazeuse, liquide, spectrométrie de masse...).

Début d'expérience industrielle appréciée, en particulier dans le domaine des arômes ou chimie fine.

Poste basé dans la région parisienne (94).

Rémunération fonction de l'expérience.

Merci d'adresser candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 3011 à

ORC-Pierre Lichau - 10, rue de Louvois

75002 PARIS qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

## INGENIEUR BUREAU D'ETUDE

Société internationale de développement leader dans son domaine d'activités (usines en Haute-Normandie)

LES OBLIGATIONS

- Assurer le bureau d'étude ;
- Prendre en charge les travaux de terrain ;
- Assurer le suivi des charges des différents projets.

PERSPECTIVES D'AVENIR :

- Rémunérer le chef des services techniques ;

PROFILS :

- Bonne connaissance de matériel plus classique ;
- Bonne maîtrise de l'analyse et de la synthèse ;
- Anglais indispensable.

Le poste comprendra à un ingénieur expérimenté en plus d'étude

Ecole centrale chimie de Lyon, ENSA, INSA, HEI, etc.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. 1000

LE MONDE PUBLISSE, 1, rue Montmartre, 75001 PARIS

Important établissement d'enseignement proche de la mer, Centre de formation

## INGENIEUR GRANDE ECOLE (SUPELEC, SUPAERO ou ENSA...)

Vous avez 1 à 4 ans d'expérience. Responsable de projets de développement en matière de technologies embarquées, vous serez en charge de la conception, du suivi et des évolutions logicielles de logiciels embarqués. Le poste requiert de très bonnes connaissances en électronique numérique, analogique, traitement du signal, ainsi que des logiciels de base utilisés. Vous êtes motivé, autonome, capable de gérer et d'analyser une situation complexe, et de mener des négociations. Dynamisme et sens de l'initiative sont indispensables.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 48 à ORC - Pierre Lichau, 10, rue de Louvois 75002 PARIS, qui transmettra.

## Le Monde CADRES

L'Institut régional du travail social Aquitaine

## SON DIRECTEUR

L'IRTS assure des formations techniques, professionnelles et universitaires, valeurs sociales. Il dispose d'une structure de recherche et de fonctions importantes d'animation dans le champ du travail social.

Avant une formation personnelle de 3 cycles, le Directeur doit posséder :

- Des aptitudes particulières à diriger une entreprise ;
- Une connaissance de secteur et de territoire ;
- Une expérience réussie de management avec des responsabilités.

Il assure :

- La gestion de l'établissement et des personnels ;
- Une fonction de relation avec les partenaires sociaux.

Il a en charge la conduite d'une politique de formation et de recherche.

Il est en outre responsable devant le Conseil d'Administration de la gestion et de la mise en œuvre d'une stratégie de développement.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 31 à Monsieur le Président IRTS AQUITAINE, B.P. 34, 33001 TALENCE.

Facem Management : 76, rue d'Assas - 75006 PARIS

## 3 CONSEILS

A) FORMATEUR CONSULTANT de haut niveau en

MANAGEMENT et QUALITE

B) FORMATEUR CONSULTANT en COMMUNICATION et RELATIONS HUMAINES

C) INGENIEUR en ORGANISATION ADMINISTRATIVE

et conception de schémas directeurs. Conditions strictes : Diplôme d'Etudes Supérieures, ans minimum d'expérience, flexibilité de postes salariés à plein temps ou d'intérim, aux honoraires en temps partiel.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Facem Management : 76, rue d'Assas - 75006 PARIS



# INGENIEUR

UNION CARBIDE

Ingenieur  
conception et conception  
logiciels embarqués

Côte d'Azur

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

CAPFOR

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

Société internationale de Pétrochimie  
leader dans son domaine d'activité  
(usines en Haute-Normandie)

#### LES OBJECTIFS :

- Animation du bureau d'études ;
- Prendre en charge les travaux neufs ;
- Établir cahier des charges des différents projets.

#### PERSPECTIVES D'AVENIR :

Remplacer le chef des services techniques.

#### PROFILS :

- Bonne connaissance du matériel génie chimique ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Anglais indispensable.

Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste en génie chimique.  
Ecole centrale chimie de Lyon, INSA, ICAM, HEI, ENSI.

Adresser lettre, c.v., photo et présentations sous n° 8 698  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

## Framatome mise sur votre intelligence



### Jeunes ingénieurs grandes écoles

Démarrez votre carrière dans une fonction Etudes, sur des projets de haute technologie qui valorisent vos compétences.  
De formation généraliste, vous avez opté pour l'une des spécialisations suivantes :

- mécanique (calcul de structures)
- énergétique
- thermohydraulique
- neutronique
- électricité - électronique
- automatique

Ces postes sont à pourvoir à Paris, Igny, Chalon-sur-Saône ou le Creusot.  
Cette première expérience servira de tremplin pour accéder à d'autres types de responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite) sous RÉF. APO  
L. LAPOUTTE - FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle,  
Tour Fiat Cedex 16, 92084 Paris La Défense.

**FRAMATOME**

LE FUTUR EN TÊTE

Important Etablissement d'Etudes d'Aménagement  
proche banlieue Ouest recherche

### INGENIEUR GRANDE ECOLE

(SUPELEC, SUP'AERO ou ENSTA ...)

Expérience 3 à 5 ans souhaitée. Responsable du pilotage des développements en matière de calculateurs numériques embarqués de petite ou moyenne puissance (spécifications, suivi, recette). Ce poste requiert de très bonnes connaissances de technologie de l'électronique (hybridation, circuit spécifique ...), ainsi que des logiciels de base utilisés. Formé aux méthodes de suivi de projets, il sera capable de gérer et d'animer une petite équipe, de mener des négociations. Dynamisme et sens des contacts humains indispensables.

Adresser candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) s/n° 4543  
à ORC - Pierre Lichau 10, rue de Louvois 75002 PARIS  
qui transmettra.

Le Monde

CADRES

### L'Institut régional du travail social Aquitaine

recrute

#### SON DIRECTEUR

L'IRTS assure des formations initiales, permanentes et supérieures de travailleurs sociaux. Il dispose d'une structure de recherche et il remplit des fonctions importantes d'animation dans le champ du travail social.

Ayant une formation personnelle de 3<sup>e</sup> cycle, le Directeur doit posséder :

- Des aptitudes certaines à diriger une entreprise ;
- Une connaissance du secteur et du travail social ;
- Une expérience sérieuse de formation avec des fonctions de responsabilités.

Il assure :

- La gestion de l'établissement et des personnels ;
- Une fonction de médiateur vis-à-vis des partenaires extérieurs.

Il a en charge la conduite d'une politique de formation et l'animation des projets.

Il est en outre responsable devant le Conseil d'Administration de l'établissement et de la mise en œuvre d'une stratégie de développement.

Adresser lettre manuscrite, c.v. + photo jusqu'au 31 août 1988  
à Monsieur le Président IRTS AQUITAINE, B.P. 38, 33401 TALENCE Cedex.

### FACEM MANAGEMENT

Société de conseil d'entreprises en pleine expansion,  
15 intervenants, équipe jeune et dynamique, recherche

#### 3 CONSULTANTS

A) FORMATEUR CONSULTANT de haut niveau en

MANAGEMENT et QUALITE

B) FORMATEUR CONSULTANT en

COMMUNICATION et RELATIONS HUMAINES

C) INGENIEUR en

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

et conception de schémas directeurs.

Conditions strictes : Diplôme d'Etudes Supérieures et 5 ans minimum d'expérience.

Possibilité de postes salariés à plein temps ou d'interventions sur honoraires en temps partiel.

Envoyer C.V., photo et présentations à

Facem Management - 76, rue d'Assas - 75006 Paris.

### ALCATEL

RADIOTELEPHONE

Nous concevons, fabriquons et mettons en œuvre des réseaux et systèmes de radio-communications publics et privés.

Nous recherchons des Ingénieurs débutants pour répondre à l'évolution de notre technicité et de notre marché et vous proposons d'intégrer les équipes techniques et industrielles de notre établissement de Laval (Mayenne - Pays de Loire) en tant qu'

## INGENIEURS

### ETUDES - DEVELOPPEMENT

Electronique : - conception et développement de logiciels appliqués aux équipements de radiotéléphone,  
- conception de circuits radio-électriques.

Mécanique : - conception et études appliquées au matériel électronique.

### METHODES - PRODUCTION

Poste évoluant de l'étude d'implantations d'ateliers vers une responsabilité de production.

### APPROVISIONNEMENT

Poste confié à un Ingénieur de formation électronique ou mécanique, cycle de gestion souhaité.

Tous ces postes requièrent une bonne pratique de l'anglais écrit et parlé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Mr J.L. DELACROIX  
ALCATEL RADIOTELEPHONE - 79, rue St Melaine  
BP 701 - 53002 LAVAL Cedex.

### Compagnie Générale d'Informatique

## AVEC CGI, PRENEZ GOÛT A LA RÉUSSITE

1988 : Le Groupe CGI passe à 1900 collaborateurs, accroît, comme les années précédentes, son chiffre d'affaires et ses résultats de 30% et étend ses activités à de nouveaux domaines du Conseil et de l'Ingénierie.  
1989 : Des performances au moins aussi élevées, que nous sommes assurés d'atteindre par la qualité et la diversité de nos prestations, par notre notoriété et notre implantation internationale et par les apports très importants de nos méthodes et outils spécifiques (MERISE, PACBASE).

Nos ambitions et nos projets nous amènent à proposer une carrière de haut niveau dans l'informatique à 300 recrues.

### Diplômés d'Etudes Supérieures

Ingénieur Grande Ecole ou universitaire scientifique, vous êtes attiré par le monde des technologies avancées appliquées à la gestion et au management des grandes entreprises.

Les missions que nous vous confierons après une première formation à nos activités et nos qualités vous permettront d'acquies rapidement des compétences opérationnelles et diversifiées.

Vos responsabilités s'élargiront ensuite à la prise en charge de projets informatiques d'envergure croissante, ce qui vous ouvrira d'intéressantes possibilités de développement de carrière dans le domaine technique, commercial ou du Conseil.

Pour faire acte de candidature ou pour disposer d'informations complémentaires sur ces postes, adressez nous : lettre, C.V. et photo sous la référence JLF/M2-788 à l'attention de Madame JAMET.

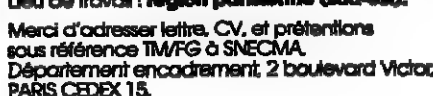
CGI, 30, rue du Château des Rentiers, 75640 PARIS Cedex 12.

**CGI**  
Compagnie Générale d'Informatique  
L'énergie créative



**Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.**

# THOMSON



Pour tous renseignements : ESG-25, Rue St-André  
75011 PARIS. Téléphone : (1) 43 55 44 44



Un entretien avec le ministre délégué

M. Olivier Stirn souhaite disposer d'un véritable tableau de bord du tourisme français

SOMMAIRE

■ La Grande-Bretagne augmente de nouveau ses taux d'intérêt de 0,5 %. Une politique du coup par coup qui surprend les milieux financiers britanniques (lire page 24).

■ La fermeture des chantiers navals de La Ciotat menace plusieurs activités économiques de la ville (lire page 22).

■ M. Paul Quilès satisfait les revendications des syndicats : aucune modification ne devrait être apportée au statut de France Télécom (lire page 22).

■ M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, souhaite que cette activité économique puisse enfin disposer de statistiques précises (lire ci-contre).

● Revalorisation des prétraitements. — A compter du 1<sup>er</sup> juillet, les allocations versées aux prétraitements du Fonds national de l'emploi (FNE) et aux bénéficiaires de la garantie de ressources sont revalorisées à 133,37 F pour le prétraitement et à 68,69 F pour la prestation progressive ou à mi-temps.

● Le CNPF en faveur du renforcement de la formation continue. — Au cours d'une rencontre, le 12 juillet, avec M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, le CNPF a présenté ses mesures pour renforcer la formation continue. Celles-ci seraient l'ordonnance de l'Etat, le remplacement de l'obligation légale du 1,2 % par une provision réglementée et la possibilité d'imputer les coûts individuels de formation de l'impôt sur le revenu.

Le conseil d'orientation du Conseil supérieur du tourisme, où sont représentés les milieux professionnels, a tenu dans la matinée du 19 juillet à l'hôtel Matignon une réunion animée par M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme auprès du ministre de l'Industrie. M. Michel Rocard est intervenu pour dégager les perspectives gouvernementales dans le domaine touristique. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Stirn souligne sa volonté de réactiver la commission des comptes du tourisme en lui demandant de dresser un véritable tableau de bord de cette activité économique.

— Pourquoi un ministre délégué chargé du tourisme ? Quel rôle peut avoir l'Etat dans ce secteur ?

— Le gouvernement a pris conscience du rôle économique du tourisme et de ses possibilités de développement au cours des années à venir. Je connais en effet peu d'activités capables d'améliorer de façon aussi significative leurs performances en matière d'emplois et de balance des paiements. Or, jusqu'à présent, l'Etat, qui sous-estimait l'importance du tourisme, n'est pas suffisamment intervenu en faveur de ce secteur.

— Alors que nous étions il y a quinze ans, le second pays touristique au monde après les Etats-Unis, nous ne sommes plus aujourd'hui que le quatrième derrière l'Espagne et l'Italie. Si nous n'y prenons pas garde, l'Allemagne, la Suisse, la Grande-Bretagne qui, aidées par leurs gouvernements, consentent des efforts importants dans ce domaine vont nous damer le pion. Une politique volontariste s'impose donc. Mon titre de ministre délégué me permet d'assister aux conseils des ministres et d'intervenir sur les dossiers économiques relevant d'autres ministères dont l'activité peut avoir des conséquences sur le tourisme : la culture, l'équipement, l'agriculture. Le gouvernement tiendra ainsi plus large-

ment compte de l'élément touristique.

— Le tourisme est un des secteurs économiques au potentiel de développement. Or les Français ignorent souvent son importance. En 1987, les vacanciers français et étrangers ont dépensé dans l'Hexagone 390 milliards de francs cela représente 10 % de la consommation globale de la nation durant une année. Ce secteur a créé 1,6 million d'emplois et ce chiffre progresse constamment car il dépasse à peine 1 million voici une quinzaine d'années. 600 000 de ces emplois sont des emplois directs et permanents. Cela représente plus de postes de travail que l'industrie textile, par exemple.

— Le tourisme contribue en outre de façon non négligeable à améliorer la balance commerciale puisque en 1987 le solde positif a atteint 20,4 milliards de francs. Le gouvernement ne doit-il pas encourager le volontarisme nécessaire au développement de ce secteur ? La France ne manque en effet pas d'atouts : sa façade maritime, ses montagnes, sa culture, ses monuments, les départements et territoires d'outre-mer. Il faut y ajouter deux événements majeurs pour la fréquentation touristique : les Jeux olympiques de 1992 en France et les Jeux olympiques d'hiver en 1994 en Savoie. Il nous revient de mieux faire connaître ces atouts et de profiter des événements porteurs.

— Lors de sa nomination, le premier ministre m'a fixé un objectif économique : la balance commerciale devrait afficher un solde positif de 30 milliards de francs au moins dans ce secteur d'ici cinq ans, soit une augmentation de 10 milliards à amplifier encore au cours des années suivantes. Nous avons donc évalué à plusieurs dizaines de milliers le nombre d'emplois supplémentaires qui pourraient être ainsi créés.

— Les statistiques en matière de tourisme sont souvent parcellaires ou peu fiables. La remise à jour des comptes du tourisme, engagée en 1987, permettra-t-elle de disposer de données indiscutables ?

— Il faut en effet se donner les moyens de mesurer clairement

l'impact du tourisme dans l'économie française. Je vais mettre en place dès le mois de septembre une commission des comptes du tourisme qui nous fournira des données précises. La plupart des statistiques sont en effet établies de façon disparate, ce qui est indigne d'une activité économique moderne. Ce travail nous permettra de recueillir des statistiques précises et complètes qui nous masquent aujourd'hui : équipements de loisirs, infrastructures hôtelières, fréquentation et taux d'occupation, montant des investissements publics et privés, etc.

Promotion et accueil

— Quelles seront les priorités de votre ministère ?

— Je vais tout d'abord renforcer notre effort de promotion. Nous dépensons en effet dans ce secteur quatre fois moins que les Espagnols et deux fois moins que la plupart de nos voisins européens. Or, ce type d'action porte rapidement ses fruits : les Espagnols ont, par exemple, de meilleurs résultats économiques car les vacanciers bien informés sur les ressources de ce pays y séjournent plus longtemps. En outre, les touristes deviennent exigeants, ils cherchent à pratiquer des activités culturelles et sportives, à découvrir de nouveaux sites. Notre effort de promotion ayant été insuffisant, nos possibilités qui leur sont offertes dans l'Hexagone. Il ne suffit pas d'avoir de bons produits, encore faut-il savoir les vendre, et c'est à nous qu'il revient d'informer les vacanciers.

— La qualité de l'accueil doit également être mise en œuvre. J'envisage ainsi la création d'une école des hautes études du tourisme qui améliorerait la formation.

— Seconde priorité, le tourisme est indissociable d'autres secteurs économiques : l'aménagement du territoire, le commerce, l'industrie. Nous avons donc, avec les trois autres ministères qui dépendent du ministère de l'Industrie, décidé de mener des actions communes et de mettre

en place des synergies entre les différentes activités. Nous allons visiter ensemble toutes les régions afin de mettre au point une politique d'intervention cohérente et des actions coordonnées destinées à participer au développement économique de ces zones. Nous commencerons par la région Centre, fin juillet.

— Le tourisme n'est donc plus considéré comme une activité isolée. L'exemple de la Californie a, du reste, montré que le tourisme et la recherche scientifique contribuaient harmonieusement au développement économique d'une région. Toujours dans le but de créer des synergies, j'ai pris contact avec le ministre de l'Agriculture afin que nous développiions des actions communes. Le tourisme à la ferme apporte en effet aux agriculteurs un complément de ressources. D'autre part, ce secteur peut offrir des perspectives de reconversion à des zones désertées. Ma troisième priorité est le tourisme social.

— A cet égard, près de la moitié des Français ne partent pas en vacances (42 %). Quelles actions préconisez-vous pour mettre les vacances à la portée de tous ?

— C'est souvent pour des raisons financières que les Français renoncent à partir durant leurs congés, c'est pourquoi le développement du tourisme associatif est l'une de mes priorités. Le monde associatif est très actif puisqu'il a construit et gère plus de deux cent cinquante mille lits. Mais ces équipements sont souvent anciens et doivent être renouvelés. Nous allons participer à cet effort de réhabilitation. D'autre part, les Français sont souvent mal informés des possibilités offertes dans leur propre pays et qui sont souvent très abordables. Enfin, je vais reprendre le dossier du chèque-vacances et tenter de trouver des solutions de départ plus favorables à un nombre accru de Français tout en garantissant la rigueur des fonds collectés.

1988,

année du redressement

— Le montant de votre budget, 300 millions de francs, représente à

peu près la moitié des sommes investies par des groupes privés dans des équipements de loisirs tels qu'un village de vacances ou un parc récréatif. Votre budget est-il suffisant pour mener à bien les actions que vous avez définies ?

— N'oublions pas qu'il s'agit d'un budget incitatif. Il faut y ajouter les investissements des autres ministères et des collectivités locales qui ont des conséquences directes ou indirectes sur le tourisme. Le ministère de la Culture crée, rénove les musées, celui de l'Équipement finance les dessertes routières des équipements touristiques. Enfin la DATAR participe à de nombreux projets. Ce sont les départements qui construisent les ports de plaisance. Quant aux régions, les premiers contrats de plan qui viennent à expiration fin 1988 leur ont permis d'ajouter au milliard de francs apportés par l'Etat près de 700 millions de francs consacrés aux équipements de tourisme et de loisirs. Les prochains contrats de plan devraient consacrer l'intérêt que les élus portent à cette activité puisque leurs propositions financières sont en augmentation de plus de 50 %.

— La saison d'été 1988 est-elle meilleure que les deux années moroses qui l'ont précédée en 1986 et en 1987 ?

— Il est vrai que les attentats et la baisse du dollar ont pesé lourd sur la fréquentation touristique en 1986 et en 1987. Alors que durant l'année faste de 1985 on avait comptabilisé 36,7 millions de séjours de touristes étrangers, seulement 36 millions avaient été enregistrés en 1986 et ce score s'est à peine amélioré l'année suivante. Selon nos estimations, 1988 devrait être l'année du redressement puisqu'on prévoit 38,5 millions de séjours. Après la baisse des années récentes, la balance des paiements devrait elle aussi, sous une reprise, et l'espérer un solde positif de 21,5 milliards de francs. C'est mieux, mais il reste encore bien des efforts à faire pour que le tourisme participe à la place qui lui revient dans le développement économique de la France.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Le Monde CADRES

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

LA DIVISION LACOSTE recherche  
**UNE ASSISTANTE DE DIRECTION**  
BILINGUE ALLEMAND/FRANÇAIS  
PARIS-8  
AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE LA MARQUE LACOSTE EN FRANCE  
VOUS ASSUREZ AUPRÈS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CETTE SOCIÉTÉ  
— La liaison avec la filiale allemande.  
— Les relations commerciales avec les DOM/COM.  
— Le secrétariat de direction classique.  
CE POSTE DE CONFIANCE NÉCESSITE une maîtrise parfaite de la langue allemande, la connaissance des pratiques commerciales, le savoir-faire d'un secrétaire de direction.  
Adressez votre candidature, c.v. et prétentions sous référence n° 1.663 à :  
Centre de Psychologie et d'Efficiences 17, rue des écoles, 75017 Paris

**DIPLOMES BAC + 4**  
Des entreprises recrutent pour des postes de responsable de Gestion du Personnel. La formation préalable peut être financée par contrats de qualification.  
**MASTER DE GESTION DU PERSONNEL A L'ÉTRANGER**  
Réalisé par l'École Supérieure de Gestion en collaboration avec le Centre d'Études et de Recherches des Hauts-de-Seine et la Sorbonne Paris III.  
6 mois en alternance de janvier à juin.  
Pour tous renseignements : ESG, 25, Rue St-Ambroise 75011 PARIS. Téléphone : (1) 43 55 44 44

**GROUPE SETEC**  
INGÉNIEURS  
grandes écoles, 5 à 10 ans d'expérience pour études haut niveau en matière d'aménagements urbains, routiers, ferroviaires.  
Adressez c.v. à SETEC-TPM (M. Néron), 55, rue de la République, 92000 Nanterre.  
Etablissements privés Import, rech., chef de service comptables, bonne formation financière et commerciale (DACS, Sup. de coll. + 5 ans exp. min. 10 ans exp. max. 15 ans). Période 1988-1992. Période 1993-1997. Période 1998-2002. Période 2003-2007. Période 2008-2012. Période 2013-2017. Période 2018-2022. Période 2023-2027. Période 2028-2032. Période 2033-2037. Période 2038-2042. Période 2043-2047. Période 2048-2052. Période 2053-2057. Période 2058-2062. Période 2063-2067. Période 2068-2072. Période 2073-2077. Période 2078-2082. Période 2083-2087. Période 2088-2092. Période 2093-2097. Période 2098-2102. Période 2103-2107. Période 2108-2112. Période 2113-2117. Période 2118-2122. Période 2123-2127. Période 2128-2132. Période 2133-2137. Période 2138-2142. Période 2143-2147. Période 2148-2152. Période 2153-2157. Période 2158-2162. Période 2163-2167. Période 2168-2172. Période 2173-2177. Période 2178-2182. Période 2183-2187. Période 2188-2192. Période 2193-2197. Période 2198-2202. Période 2203-2207. Période 2208-2212. Période 2213-2217. Période 2218-2222. Période 2223-2227. Période 2228-2232. Période 2233-2237. Période 2238-2242. Période 2243-2247. Période 2248-2252. Période 2253-2257. Période 2258-2262. Période 2263-2267. Période 2268-2272. Période 2273-2277. Période 2278-2282. Période 2283-2287. Période 2288-2292. Période 2293-2297. Période 2298-2302. Période 2303-2307. Période 2308-2312. Période 2313-2317. Période 2318-2322. Période 2323-2327. Période 2328-2332. Période 2333-2337. Période 2338-2342. Période 2343-2347. Période 2348-2352. Période 2353-2357. Période 2358-2362. Période 2363-2367. Période 2368-2372. Période 2373-2377. Période 2378-2382. Période 2383-2387. Période 2388-2392. Période 2393-2397. Période 2398-2402. Période 2403-2407. Période 2408-2412. Période 2413-2417. Période 2418-2422. Période 2423-2427. Période 2428-2432. Période 2433-2437. Période 2438-2442. Période 2443-2447. Période 2448-2452. Période 2453-2457. Période 2458-2462. Période 2463-2467. Période 2468-2472. Période 2473-2477. Période 2478-2482. Période 2483-2487. Période 2488-2492. Période 2493-2497. Période 2498-2502. Période 2503-2507. Période 2508-2512. Période 2513-2517. Période 2518-2522. Période 2523-2527. Période 2528-2532. Période 2533-2537. Période 2538-2542. Période 2543-2547. Période 2548-2552. Période 2553-2557. Période 2558-2562. Période 2563-2567. Période 2568-2572. Période 2573-2577. Période 2578-2582. Période 2583-2587. Période 2588-2592. Période 2593-2597. Période 2598-2602. Période 2603-2607. Période 2608-2612. Période 2613-2617. Période 2618-2622. Période 2623-2627. Période 2628-2632. Période 2633-2637. Période 2638-2642. Période 2643-2647. Période 2648-2652. Période 2653-2657. Période 2658-2662. Période 2663-2667. Période 2668-2672. Période 2673-2677. Période 2678-2682. Période 2683-2687. Période 2688-2692. Période 2693-2697. Période 2698-2702. Période 2703-2707. Période 2708-2712. Période 2713-2717. Période 2718-2722. Période 2723-2727. Période 2728-2732. Période 2733-2737. Période 2738-2742. Période 2743-2747. Période 2748-2752. Période 2753-2757. Période 2758-2762. Période 2763-2767. Période 2768-2772. Période 2773-2777. Période 2778-2782. Période 2783-2787. Période 2788-2792. Période 2793-2797. Période 2798-2802. Période 2803-2807. Période 2808-2812. Période 2813-2817. Période 2818-2822. Période 2823-2827. Période 2828-2832. Période 2833-2837. Période 2838-2842. Période 2843-2847. Période 2848-2852. Période 2853-2857. Période 2858-2862. Période 2863-2867. Période 2868-2872. Période 2873-2877. Période 2878-2882. Période 2883-2887. Période 2888-2892. Période 2893-2897. Période 2898-2902. Période 2903-2907. Période 2908-2912. Période 2913-2917. Période 2918-2922. Période 2923-2927. Période 2928-2932. Période 2933-2937. Période 2938-2942. Période 2943-2947. Période 2948-2952. Période 2953-2957. Période 2958-2962. Période 2963-2967. Période 2968-2972. Période 2973-2977. Période 2978-2982. Période 2983-2987. Période 2988-2992. Période 2993-2997. Période 2998-3002. Période 3003-3007. Période 3008-3012. Période 3013-3017. Période 3018-3022. Période 3023-3027. Période 3028-3032. Période 3033-3037. Période 3038-3042. Période 3043-3047. Période 3048-3052. Période 3053-3057. Période 3058-3062. Période 3063-3067. Période 3068-3072. Période 3073-3077. Période 3078-3082. Période 3083-3087. Période 3088-3092. Période 3093-3097. Période 3098-3102. Période 3103-3107. Période 3108-3112. Période 3113-3117. Période 3118-3122. Période 3123-3127. Période 3128-3132. Période 3133-3137. Période 3138-3142. Période 3143-3147. Période 3148-3152. Période 3153-3157. Période 3158-3162. Période 3163-3167. Période 3168-3172. Période 3173-3177. Période 3178-3182. Période 3183-3187. Période 3188-3192. Période 3193-3197. Période 3198-3202. Période 3203-3207. Période 3208-3212. Période 3213-3217. Période 3218-3222. Période 3223-3227. Période 3228-3232. Période 3233-3237. Période 3238-3242. Période 3243-3247. Période 3248-3252. Période 3253-3257. Période 3258-3262. Période 3263-3267. Période 3268-3272. Période 3273-3277. Période 3278-3282. Période 3283-3287. Période 3288-3292. Période 3293-3297. Période 3298-3302. Période 3303-3307. Période 3308-3312. Période 3313-3317. Période 3318-3322. Période 3323-3327. Période 3328-3332. Période 3333-3337. Période 3338-3342. Période 3343-3347. Période 3348-3352. Période 3353-3357. Période 3358-3362. Période 3363-3367. Période 3368-3372. Période 3373-3377. Période 3378-3382. Période 3383-3387. Période 3388-3392. Période 3393-3397. Période 3398-3402. Période 3403-3407. Période 3408-3412. Période 3413-3417. Période 3418-3422. Période 3423-3427. Période 3428-3432. Période 3433-3437. Période 3438-3442. Période 3443-3447. Période 3448-3452. Période 3453-3457. Période 3458-3462. Période 3463-3467. Période 3468-3472. Période 3473-3477. Période 3478-3482. Période 3483-3487. Période 3488-3492. Période 3493-3497. Période 3498-3502. Période 3503-3507. Période 3508-3512. Période 3513-3517. Période 3518-3522. Période 3523-3527. Période 3528-3532. Période 3533-3537. Période 3538-3542. Période 3543-3547. Période 3548-3552. Période 3553-3557. Période 3558-3562. Période 3563-3567. Période 3568-3572. Période 3573-3577. Période 3578-3582. Période 3583-3587. Période 3588-3592. Période 3593-3597. Période 3598-3602. Période 3603-3607. Période 3608-3612. Période 3613-3617. Période 3618-3622. Période 3623-3627. Période 3628-3632. Période 3633-3637. Période 3638-3642. Période 3643-3647. Période 3648-3652. Période 3653-3657. Période 3658-3662. Période 3663-3667. Période 3668-3672. Période 3673-3677. Période 3678-3682. Période 3683-3687. Période 3688-3692. Période 3693-3697. Période 3698-3702. Période 3703-3707. Période 3708-3712. Période 3713-3717. Période 3718-3722. Période 3723-3727. Période 3728-3732. Période 3733-3737. Période 3738-3742. Période 3743-3747. Période 3748-3752. Période 3753-3757. Période 3758-3762. Période 3763-3767. Période 3768-3772. Période 3773-3777. Période 3778-3782. Période 3783-3787. Période 3788-3792. Période 3793-3797. Période 3798-3802. Période 3803-3807. Période 3808-3812. Période 3813-3817. Période 3818-3822. Période 3823-3827. Période 3828-3832. Période 3833-3837. Période 3838-3842. Période 3843-3847. Période 3848-3852. Période 3853-3857. Période 3858-3862. Période 3863-3867. Période 3868-3872. Période 3873-3877. Période 3878-3882. Période 3883-3887. Période 3888-3892. Période 3893-3897. Période 3898-3902. Période 3903-3907. Période 3908-3912. Période 3913-3917. Période 3918-3922. Période 3923-3927. Période 3928-3932. Période 3933-3937. Période 3938-3942. Période 3943-3947. Période 3948-3952. Période 3953-3957. Période 3958-3962. Période 3963-3967. Période 3968-3972. Période 3973-3977. Période 3978-3982. Période 3983-3987. Période 3988-3992. Période 3993-3997. Période 3998-4002. Période 4003-4007. Période 4008-4012. Période 4013-4017. Période 4018-4022. Période 4023-4027. Période 4028-4032. Période 4033-4037. Période 4038-4042. Période 4043-4047. Période 4048-4052. Période 4053-4057. Période 4058-4062. Période 4063-4067. Période 4068-4072. Période 4073-4077. Période 4078-4082. Période 4083-4087. Période 4088-4092. Période 4093-4097. Période 4098-4102. Période 4103-4107. Période 4108-4112. Période 4113-4117. Période 4118-4122. Période 4123-4127. Période 4128-4132. Période 4133-4137. Période 4138-4142. Période 4143-4147. Période 4148-4152. Période 4153-4157. Période 4158-4162. Période 4163-4167. Période 4168-4172. Période 4173-4177. Période 4178-4182. Période 4183-4187. Période 4188-4192. Période 4193-4197. Période 4198-4202. Période 4203-4207. Période 4208-4212. Période 4213-4217. Période 4218-4222. Période 4223-4227. Période 4228-4232. Période 4233-4237. Période 4238-4242. Période 4243-4247. Période 4248-4252. Période 4253-4257. Période 4258-4262. Période 4263-4267. Période 4268-4272. Période 4273-4277. Période 4278-4282. Période 4283-4287. Période 4288-4292. Période 4293-4297. Période 4298-4302. Période 4303-4307. Période 4308-4312. Période 4313-4317. Période 4318-4322. Période 4323-4327. Période 4328-4332. Période 4333-4337. Période 4338-4342. Période 4343-4347. Période 4348-4352. Période 4353-4357. Période 4358-4362. Période 4363-4367. Période 4368-4372. Période 4373-4377. Période 4378-4382. Période 4383-4387. Période 4388-4392. Période 4393-4397. Période 4398-4402. Période 4403-4407. Période 4408-4412. Période 4413-4417. Période 4418-4422. Période 4423-4427. Période 4428-4432. Période 4433-4437. Période 4438-4442. Période 4443-4447. Période 4448-4452. Période 4453-4457. Période 4458-4462. Période 4463-4467. Période 4468-4472. Période 4473-4477. Période 4478-4482. Période 4483-4487. Période 4488-4492. Période 4493-4497. Période 4498-4502. Période 4503-4507. Période 4508-4512. Période 4513-4517. Période 4518-4522. Période 4523-4527. Période 4528-4532. Période 4533-4537. Période 4538-4542. Période 4543-4547. Période 4548-4552. Période 4553-4557. Période 4558-4562. Période 4563-4567. Période 4568-4572. Période 4573-4577. Période 4578-4582. Période 4583-4587. Période 4588-4592. Période 4593-4597. Période 4598-4602. Période 4603-4607. Période 4608-4612. Période 4613-4617. Période 4618-4622. Période 4623-4627. Période 4628-4632. Période 4633-4637. Période 4638-4642. Période 4643-4647. Période 4648-4652. Période 4653-4657. Période 4658-4662. Période 4663-4667. Période 4668-4672. Période 4673-4677. Période 4678-4682. Période 4683-4687. Période 4688-4692. Période 4693-4697. Période 4698-4702. Période 4703-4707. Période 4708-4712. Période 4713-4717. Période 4718-4722. Période 4723-4727. Période 4728-4732. Période 4733-4737. Période 4738-4742. Période 4743-4747. Période 4748-4752. Période 4753-4757. Période 4758-4762. Période 4763-4767. Période 4768-4772. Période 4773-4777. Période 4778-4782. Période 4783-4787. Période 4788-4792. Période 4



## Économie

## La fermeture prochaine des chantiers navals de La Ciotat

## Comme si la ville était amputée...

LA CIOTAT  
de notre envoyée spéciale

« D'ailleurs on prend les voitures et les mobylettes et on fait l'autoroute. » Faire l'autoroute, dans le langage des métalliers des chantiers navals, c'est aller au péage de La Ciotat et bloquer les voitures pour distribuer des tracts. Une formule qui a déjà beaucoup servi ici. Les automobilistes en seront quitte pour quelques ralentissements mais sans plus. Gérard Pardi, le délégué CGT qui vient de lancer la proposition aux quelque quatre cents ouvriers présents à l'assemblée générale lundi matin 19 juillet, sait bien que l'heure n'est plus aux démonstrations de force. « Faut le bordel, on n'en a plus les moyens. » Deux mille neuf cents en 1988, les salariés des Chantiers de La Ciotat ne sont plus que huit cent treize aujourd'hui. Ces « derniers » ont reçu leur lettre de départ au début du mois de juillet. Trois cents environ seront repris pour terminer le troisième porte-conteneurs mexicain. Pour les autres, c'est la fin de la ville du 19 juillet.

L'accord du 12 juillet avec la direction prévoit que ceux qui prendront leurs vacances en août et qui auront choisi les congés de conversion-formation disposeront encore du mois de septembre pour changer d'avis. Mais ce délai supplémentaire ne résout pas le problème. La reconversion ? Il n'y a rien. « J'ai quarante-sept ans, je suis trop vieux », constate le Lorrain d'origine polonaise. Pourtant, il a essayé. Sa demande de « spécialisation-pilote » a été refusée parce qu'il n'avait pas trouvé d'employeur susceptible de l'embaucher à la sortie du stage. Ceux qui savent où se replacer n'ont pas attendu pour partir. Mais il y a aussi ceux qui ont « craqué », qui sont partis sur un coup de tête ou par peur, peur de ne pas toucher l'argent. Maintenant ils sont sur le carreau...

Désorientés, salariés comme syndicalistes se recrochant à la lueur d'espoir — illusoire ? — que représente le projet Piro (du nom du directeur de production de l'établissement) de reprise de l'activité navale. Mais ils savent que cela signifie une baisse de salaire de 20 %. Aux yeux de tous, la fusion de 1982 entre trois établissements est la source de toutes les difficultés. Les deux « canards boiteux », Dunkerque et La Seyne, ont entraîné La Ciotat dans leur chute. Pourtant plusieurs rapports l'ont indiqué récemment, les chantiers de La Ciotat sont modernes et même numéro un mondial dans certains types de navires très sophistiqués. Alors les ouvriers comprennent mal la décision des gouvernements successifs. « On était les meilleurs et d'un coup, on n'est plus bon », s'indigne l'un d'entre eux. Bien sûr, il y avait des sureffectifs et des abus, et en privé le plus grand reproche, mais il ne se faisaient pas tout seuls », ironise l'un d'eux. Pour M. Piro, les salariés ont déjà montré leur capacité au travail. « Aujourd'hui, ils ont quelque chose à prouver, et si on avait un premier bateau on ferait quelque chose de formidable. »

Cette « fierté de la navale » n'est pas un mot vain. Elle explique pourquoi l'ensemble des Chantiers acceptent douloureusement la fermeture de l'entreprise. Chacun ayant eu avant ou après la fermeture de La Ciotat, la question de l'après-chantier est sur toutes les lèvres. Les regards commencent à se tourner vers la zone d'entreprises « toute proche et les structures touristiques. Mais le cœur est encore de l'autre côté du vieux port, là où se dressent les grues et les porches immenses. Tout l'essor de la ville s'est réalisé autour d'eux et leur fermeture équivaut à une amputation.

Le « tout touristique » ne convainc personne. Bien sûr, il

faut développer les structures d'accueil. Mais le cocktail plage-musée a déjà sa place et se transforme en Calédonie languedocienne, selon l'expression de M. Louis Perimont, maire communiste de La Ciotat, paraît-il la fois peu réaliste et peu souhaitable. Avant tout, parce que cette métamorphose se traduirait par quelques mois d'activité seulement par an.

Rue des Poilus,  
rue sans joie

L'autre branche de l'alternative, la zone d'entreprises, n'a pas apporté les résultats escomptés. Démarrage tardif : 389 emplois seulement ont été créés à ce jour. Une lenteur qui justifie la position de la municipalité qui défend à bout de bras la navale. Elle a toujours soutenu les manifestations des salariés des chantiers. Trop peut-être au goût de certains.

Mais, même si le projet Piro finissait par emporter l'approbation des pouvoirs publics, le premier morceau de tôle ne serait découpé que dans... neuf mois. Ceux qui croient encore à une possible reprise sont pourtant de moins en moins nombreux.

Les reconversions sont difficiles. Mais où retrouver un emploi alors qu'il y a 19 % de chômeurs sur le bassin de La Ciotat ? Même si les statistiques ne le montrent pas encore, l'hémorragie de la population a pourtant déjà commencé. Les enseignants s'en rendent compte dans leurs classes. La plus importante librairie de La Ciotat a d'ailleurs réduit d'un quart ses achats de livres scolaires pour la rentrée. Elle compte cinq salariés en début d'année ; il ne sont plus que trois : des réductions d'effectifs imposées par la chute du chiffre d'affaires, estimée à 15 % par mois. Pour d'autres magasins de la rue des Poilus, la principale artère commerciale de la ville, les chutes atteindraient 50 %...

FANNY GUBERT.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Francis La Sicav France

Actif net au 6.07.1988 : F 3.391.573.556  
Valeur liquidative au 6.07.1988 : F 376,52  
Performances du 31.12.1987 au 6.07.1988 : + 21,14 %  
Dividende 1987/1988 : F 11,50 + F 2,53 d'avoir fiscal mis en paiement le 8 juillet 1988  
Remplacé de dividendes globaux sans frais entre le 8 juillet et le 7 octobre 1988  
Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Le Président, M. Jacques Guenet, a déclaré :

« Francis Sicav Monory-CEA a pleinement profité de la reprise des cours depuis le mois de février dernier.

Après avoir renforcé le secteur des sociétés opéables puis celui des valeurs françaises à caractère international, nous envisageons de renforcer, à l'occasion de prises de bénéfices, la part d'affaires de taille européenne offrant de bonnes perspectives de croissance. »

(A.G.O. du 7 juillet 1988)



## Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu  
75060 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 30 JUIN 1988

	SICAV ACTIONS				SICAV OBLIGATIONS			SICAV TRÉSORERIE	
	AGF ACTIONS	AGF INVEST.	AGF.F.I.M.O.	AGF 5000	AGF.B.C.U.	AGF INTERFONDS	AGF OBLI.G.	PRENIX PLACEMENT	AGF SEC.
ORIENTATION	Actions diversifiées	Actions diversifiées	Immobilier	Monory-CEA	en BCU	Valeurs étrangères	Long terme	Court terme	Court terme
Nombre d'actions	1.725.437	1.219.994	5.222.457	6.195.491	188.569	2.428.578	539.958	1.980.370	20.770
Actif net par action (en francs)	1.033,29	103,68	554,10	521,62	1.045,19	488,53	1.049,08	246,37	10.398,78
Actif net total	1.791.115.069	126.487.943	2.893.749.393	3.231.689.639	113.475.473	988.885.906	573.337.367	463.262.257	216.190.711
Répartition de l'actif (en pourcentage) :									
- Obligations françaises	19,06	21,70	23,86	24,10	44,28	45,04	93,20	69,99	-
- Obligations étrangères	0,54	1,47	0,23	0,24	39,85	36,05	-	2,22	-
- Actions françaises	29,66	34,06	60,57	62,74	2,15	1,95	3,26	-	-
- Actions étrangères	36,62	31,28	15,34	12,98	-	0,63	-	-	-
- Autres emplois	12,10	11,49	7,00	10,18	13,62	12,23	3,54	27,79	100
Dividende unitaire	34,79	3,18	24,30	17,34	70,32	23,63	90,46	19,24	444,98
Net/avoir fiscal	497	0,18	2,58	3,23	2,45	1,23	10,73	1,39	-
Le 25 avril 1988									
Performance (*) depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 1988	+ 15,38 %	+ 22,33 %	+ 9,65 %	+ 20,53 %	+ 7,20 %	+ 10,46 %	+ 9,63 %	+ 6,79 %	+ 3,69 %

(\*) Classement Paribas au 1<sup>er</sup> juillet 1988 (dividende net réversé).

AU 30 JUIN 1988, L'ACTIF NET TOTAL DES 9 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 32,2 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions : Banque générale de Paris, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS, tél. 42-80-68-60  
Au guichet des banques et chez tous les agents de change.

## Les projets du ministre des P et T et de l'espace

Le changement de statut de France Télécom  
« n'est pas à l'ordre du jour », déclare M. Paul Quilès

« Le changement de statut des agents des PTT n'est pas à l'ordre du jour. Il y a d'autres priorités. » M. Paul Quilès, nouveau ministre des postes, télécommunications et de l'espace, a tenu, lors de sa première conférence de presse, le mardi 19 juillet, à rassurer ceux de ses quatre cent cinquante mille fonctionnaires qui se sont inquiétés de 1986 à 1988.

Son prédécesseur libéral, M. Longuet, souhaitait transformer France Télécom (la direction générale des télécommunications) en entreprise publique et avait préparé à cet effet un avant-projet de loi. Par crainte des réactions syndicales hostiles, « dissuadé » par M. Chirac, M. Longuet ne put le déposer devant le Parlement.

Mais depuis, le « changement de statut de France Télécom » reste la question principale aux PTT. Elle oppose les syndicats ouvriers qui sont contre — non sans parfois des sursauts dans l'optique notamment des élections syndicales de mars 1989 — et les syndicats d'ingénieurs qui sont pour, espérant obtenir, dans une entreprise publique de type EDF, plus de liberté de manœuvre (budget, embauche...) vis-à-vis de l'Etat et surtout du ministère des finances. Pour M. Quilès, les PTT forment un ensemble complexe qui « ne peut

être géré à la hussarde. Le statut sera conservé et l'on discutera sérieusement des évolutions nécessaires ». Et le ministre de rappeler son « attachement au service public ».

Dans un contexte de déréglementation mondiale et européenne, il convient de ne pas « courir au-devant de la concurrence privée, ce qui était fait auparavant, mais de gérer celle qui apparaît, de construire une réponse européenne et de renforcer l'opérateur public », a souligné le ministre.

M. Quilès devait ensuite se féliciter du rattachement de l'espace aux PTT, au contraire de plusieurs observateurs, notamment syndicaux, qui n'ont vu là qu'un moyen commode de financer le CNES (Centre national d'études spatiales) par les prélèvements sur le téléphone (1). « C'était un souhait du président de la République et du premier ministre que de créer un ministère de l'espace. Ensuite, il me paraît logique de le rattacher au ministère des P et T, car aucun autre n'est aussi proche des nouvelles technologies. »

C'est donc l'avenue de Ségur, siège du ministère, qui servira de « lieu de cohérence » pour les actions spatiales nationales, une outillage avec le ministère de la recherche et de la technologie n'étant exercée que sur le CNES. Une délégation à l'espace

confiée à M. Michel Petit, ingénieur général des Télécom, est en gestation aux P et T.

M. Quilès reconnaît que la montée, programmée, des dépenses du CNES (Ariane 5, Colombus, Hermes, coûteront jusqu'à 9 milliards en 1994) reposera le problème du financement par les seuls PTT : « Des discussions budgétaires sont en cours » à ce sujet.

Sur un autre volet de son ministère, le plan câble, M. Quilès poursuivra les dépenses prévues de 3 milliards de francs par an, mais « une réorientation est nécessaire ». A cause des retards industriels pris et des coûts élevés, à cause aussi des taux d'abandonnement qui sont inférieurs aux prévisions. « Il faudra reprendre les projets et renégocier avec les partenaires s'il le faut ». Par ailleurs, M. Quilès n'a pas donné de précisions sur la création du conseil supérieur de l'audiovisuel qui doit remplacer la CNCI, mais il souhaite que la tutelle des télécommunications, dont les enjeux sont tout autres que ceux de la télévision, n'y soient plus mêlés et reviennent avenue de Ségur.

E.L.B.

(1) Les PTT augmentent les dépenses d'investissement du CNES depuis 1984. Ils y ont consacré 4,8 milliards de francs cette année et 4,4 milliards en 1987.

## POINT DE VUE

## Plaidoyer pour l'action

par Francis Blanchard,  
directeur général du Bureau  
international du travail

CROISSANCE, structure et pauvreté constituent les trois mots-clés d'un évangile du développement sur lequel un accord semble se dégrader. On ne saurait trop se féliciter que M. Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international, se soit fait le porte-parole d'une vérité qui paraît gagner chaque jour de nouveaux adeptes. Si l'on ne peut qu'applaudir au choix de mots, certains s'interrogeront peut-être sur l'ordre dans lequel ils sont présentés et verront dans la séquence proposée le reflet des priorités : croissance d'abord, impliquant des modifications de structure, conditionnant ensuite la reprise de la lutte contre la pauvreté.

Loin de moi l'idée d'interpréter la pensée de M. Camdessus. Il est clair, cependant, qu'elle invite à accorder une attention croissante aux mesures propres à protéger les groupes les plus vulnérables, aux premiers rangs desquels se trouvent les pauvres, immatériels dans les pays émergents et le Fonds monétaire international et d'autres institutions s'efforcent d'apporter leurs concours.

Par sa démarche, le directeur général du Fonds pose en principe que l'équité dans la répartition des coûts de l'ajustement doit être appliquée non seulement sur le plan de la morale, mais aussi sur le plan de l'efficacité. A un moment où des signes de reprise apparaissent dans les pays industrialisés à économie de marché et ailleurs, comment pourrait-on se satisfaire d'une situation du monde dans laquelle, pour

reprendre une expression qui n'a pas gagné en force malgré la référence fréquente qui y est faite, des flots de prospérité existaient dans des océans de misère ? Comment serait-il possible d'assurer le bien-être politique ?

Cependant, si l'on doit se réjouir du consensus qui se dégage sur les principes, ne doit-on pas s'inquiéter du hiatus entre les politiques décidées et les faits ? Le plan Baker... il y a quelques années, le message du président de la République à la veille de la réunion au sommet de Toronto, le communiqué final à l'issue de cette réunion, tout cela a ouvert et ouvre des perspectives, suscite des espoirs pour les plus pauvres dans les économies les plus déprimées. Mais l'action suit-elle ?

A l'évidence, trop tardivement et trop faiblement. La tâche s'accroît que les messages perdent leur impact à la manière de l'écho qui s'accroît d'abord et s'éloigne. C'est alors qu'il faudrait craindre que surgisse la tentation de l'anarchie et de la violence dans des sociétés perdant l'espoir, et en particulier dans des pays émergents aux pratiques démocratiques, car ce qui est en cause, c'est aussi la défense de la démocratie.

## Vouloir, pouvoir, savoir

Pourquoi, si la volonté politique existe — et je crois qu'elle existe, — si peu de progrès réalisés à ce jour ? Il me semble qu'il y a à cela une raison. Il ne suffit pas de vouloir, il faut aussi pouvoir, et pour pouvoir il faut savoir. Savoir d'abord quelles sont les réalités sur lesquelles on peut agir, et la question des indicateurs sociaux, évoqués par M. Camdessus, porte

sur l'un des éléments de la connaissance.

Ces indicateurs sont inexistants ou très faibles dans la plupart des pays en développement. Il faut les créer ou les renforcer. L'effort se poursuit dans diverses institutions du système des Nations unies, dont le Bureau international du travail.

Savoir aussi ce qu'il convient de faire, dans chaque cas, en tenant compte des conditions propres à chaque pays. C'est à quoi l'UIT s'est employée en novembre dernier, lors d'une réunion d'un genre nouveau, groupant gouvernements, dirigeants d'entreprises, syndicalistes et représentants des Nations unies, de Bretton-Woods. Le thème portait sur les ajustements structurels et l'emploi qui devient, à beaucoup d'égards, le problème critique des économies, riches et pauvres. Les conclusions élaborées par cette réunion, à laquelle le Fonds monétaire international a participé, ont été présentées à la Banque mondiale ont pris une part active, proposent des voies à suivre aux pays industrialisés, aux pays en développement mais aussi aux organisations internationales, invitées à mettre en commun leurs expériences et à élaborer ensemble des politiques conciliant les objectifs de croissance et de progrès social. La démarche que propose M. Camdessus constitue le meilleur écho de cette réunion. Il faut passer du stade des intentions au plan de l'action quotidienne vécue par les pays et par les organisations internationales. Pour ce faire, il faut dégager les moyens nécessaires : moyens financiers certes mais aussi moyens techniques, y compris des systèmes de surveillance et de suivi qui permettront de savoir où, quand et comment agir.

## LA VIE SOCIALE DES ENTREPRISES

Renault : des projets  
sur la formation

La Régie Renault souhaite mettre en œuvre une « requalification » de son personnel ouvrier de production : cette action viserait l'ensemble des « agents de production » (ex-OS), qui sont environ 20 000 quel que soit leur sort par la suite (la Régie va continuer à réduire en douceur ses effectifs, à mesure des gains de productivité). Ce projet ambitieux, étudié depuis plusieurs années, avec notamment des recherches sur les moyens d'évaluer les capacités des salariés et sur les moyens de formation) pourrait être un des thèmes proposés aux syndicats à l'occasion de la renégociation de l'accord d'entreprise (qui arrive à expiration à la fin de 1988). L'opération, si elle se réalisait, pourrait coûter de 60 millions à 70 millions de francs.

La Régie envisage aussi de proposer qu'une partie de la formation se fasse hors du temps de travail, comme Peugeot l'a prévu dans son centre de Sochaux et... comme Renault le fait dans sa filiale espagnole.

● 141 650 intérimaires chez Bis. — Avec la publication de son rapport annuel, le groupe Bis, l'un des grands du travail temporaire, précise qu'il a employé 141 650 intérimaires, au cours de l'année 1987, qui ont effectué une ou plusieurs missions. Ce chiffre donne une bonne idée de la rotation des effectifs, inhérente à ce type d'activité. Le ministère du travail considère, lui, que le travail temporaire occupait en 1987 l'équivalent de 143 000 salariés à temps plein, soit 1,3 % de la population active. Et cela, avec plus de 4 millions de missions.

● Le niveau bac pour la Banque du BTP. — En augmentant légèrement — ses effectifs, la Banque des travaux publics (BTP) vise aussi à l'amélioration du niveau de formation initiale de son personnel. Elle recrute désormais au niveau bac ou équivalent, l'intégration d'un collaborateur devant permettre l'introduction de méthodes nouvelles. Pour les anciens, la banque continue de miser sur la formation interne (cinq jours en moyenne par an). Un guide annuel d'appréciation a été mis en place pour chacun et l'accord salarial de décembre 1987 privilégie la performance individuelle avec un système de primes pour toutes les catégories.

## REPÈRES

## Production

## aux Etats-Unis

Le total de la production industrielle aux Etats-Unis en 1987 a augmenté de 1,3 % par rapport à 1986. Le secteur manufacturier a progressé de 1,3 %, le secteur des services de 1,3 % et le secteur de la construction de 1,3 %. La production industrielle a augmenté de 1,3 % en 1987 par rapport à 1986. Le secteur manufacturier a progressé de 1,3 %, le secteur des services de 1,3 % et le secteur de la construction de 1,3 %.

## En France

## hausse du trafic de

## 11,3 %

## le premier semestre

Le trafic total de la France (passagers et fret) a augmenté de 11,3 % par rapport au premier semestre 1987. Le trafic aérien a progressé de 11,3 %, le trafic maritime de 11,3 % et le trafic terrestre de 11,3 %.

## EN BREF

● Demission du président de la République. — Le président de la République, M. François Mitterrand, a annoncé qu'il ne se représentera pas à l'élection présidentielle de 1995. Il a également annoncé qu'il ne se représentera pas à l'élection présidentielle de 1995.

● OTTAWA : les Communautés indiennes ont obtenu l'approbation de la Chambre des communes de l'Ontario, le 18 juillet, un projet de loi pré-

Bull permi  
les mi

Par une loi votée en 1986, le gouvernement fédéral a autorisé la vente de permis d'exploitation minière. Les permis d'exploitation minière sont des droits de propriété qui permettent à un particulier d'exploiter une mine. Les permis d'exploitation minière sont des droits de propriété qui permettent à un particulier d'exploiter une mine.

Schindler re  
accenseurs d

Le groupe suisse Schindler a signé un protocole d'accord avec l'entreprise française Westinghouse pour la fourniture de matériel électrique. Le groupe suisse Schindler a signé un protocole d'accord avec l'entreprise française Westinghouse pour la fourniture de matériel électrique.

## PREPA HEC

PREPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX GRANDES ECOLES DE COMMERCE. Classes de Bacheliers et de Cams - PREMIERS GÉNÉRAUX ET ÉCONOMIQUES. Petits groupes d'études - Fort encadrement. Une réussite confirmée depuis plus de 10 ans.

INSTITUT DE PRÉPARATION AUX ÉTUDES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES. 25, Rue St-Jacques - 75014 PARIS. Tél. (1) 40 00 44.

ROUX & TROOSTWYK. Naissance du premier ensemble d'expertise européenne.

Dans la perspective du grand marché européen, et afin de répondre aux besoins de leurs clients, ROUX & TROOSTWYK, experts en expertise en France et TROOSTWYK, importeurs belges de l'expertise leader notamment dans le domaine des ventes aux enchères industrielles, viennent de conclure un accord d'association.

Les deux groupes vont constituer le premier ensemble de la CEE, particulièrement actif dans le domaine de l'expertise des patrimoines industriels : Estimation préalable, Règlement de sinistres, Gestion des immobilisations, Expertise immobilière, etc. Une filiale commune, ROUX TROOSTWYK, est créée, pour développer en France l'organisation de ventes aux enchères industrielles.

Le nouvel ensemble représentera un chiffre d'affaires de 350 millions de francs environ en 1988, et emploiera plus de 600 professionnels et 28 bureaux en France, Hollande, Belgique, RFA, Italie, Suisse, ainsi qu'en Maroc et en Côte d'Ivoire.

ROUX & TROOSTWYK sont présidés par Philippe Dambreville. Le Groupe TROOSTWYK en Hollande est présidé par Daniel Bouland.



REPÈRES

Production

haut niveau aux Etats-Unis

Le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie américaine a augmenté en juin de 0,2 point pour atteindre 83,1 %, progressant ainsi pour le troisième mois consécutif, a annoncé lundi 18 juillet la Réserve fédérale (Fed).

Le taux d'utilisation des capacités de production, qui avait enregistré une hausse de 0,3 point en mai (à 82,9 %) et de 0,2 point en avril, se situait le mois dernier à son plus haut niveau depuis mars 1980 (83,7 %) et à 2,8 points au-dessus de son niveau de juin 1987, a précisé la Fed.

Cette nouvelle progression, la septième en neuf mois, montre que l'activité a atteint un niveau proche de la surchauffe. Le niveau très élevé d'utilisation des capacités de production est en effet le signe que les entreprises éprouvent des difficultés grandissantes pour répondre à la demande.

Air France

hausse du trafic de 11,3 % au premier semestre

Le trafic total d'Air France (passagers et fret) a progressé de 11,3 % au premier semestre de l'année en cours par rapport à la même période de 1987, et son coefficient de remplissage s'est établi à 71,3 %. La compagnie nationale a transporté 6 829 677 passagers et 328 671 tonnes de fret sur ses lignes pendant cette période. Les plus fortes augmentations, pour les passagers, ont été enregistrées sur le réseau local des Caraïbes (+ 21,4 %), les Antilles (+ 19,7 %) et l'Europe (+ 18,5 %).

EN BREF

● **Démision du président d'Alitalia.** — Le président d'Alitalia, M. Umberto Nordin, a donné sa démission effective, le 18 juillet, lors de la réunion du conseil d'administration de la compagnie aérienne. M. Nordin a justifié sa décision par le « vote de défiance » exprimé le 7 juillet par le comité de présidence de l'IRI, le holding d'Etat actionnaire majoritaire d'Alitalia. Cette démission devrait mettre un point final à la polémique qui oppose depuis plus d'un mois, par la presse interposée, M. Nordin, au président de l'IRI, M. Romano Prodi. — (AFP.)

● **OTTAWA :** les Communes approuvent la privatisation d'Air Canada. — La Chambre des communes d'Ottawa a approuvé, le lundi 18 juillet, un projet de loi pré-

voyant la privatisation progressive de la société d'Etat Air Canada. La compagnie aérienne sera au départ privatisée à 45 % par le biais d'une émission d'actions. Air Canada espère ainsi recueillir 350 millions de dollars canadiens (1,8 milliard de francs).

● **Renault :** la CGT refuse de participer à un comité central d'entreprise. — Consacré à l'examen de la cession de certaines filiales du groupe et à la suppression d'une centaine d'emplois dans les succursales de Marseille, Toulouse et Tours, le comité central d'entreprise de la régie Renault s'est réuni le 18 juillet. La CGT a refusé de participer à cette séance. Ses douze élus n'ont pas voulu « cautionner par leur présence ce nouveau plan de cession de l'entreprise ».

**PREPA HEC**  
PREPARATION AUX CONCOURS D'ENTREE AUX  
GRANDES ECOLES DE COMMERCE  
Classes de Baccalauréat et de Carrières - FILIERES GENERALE ET ECONOMIQUE  
Petits groupes d'études - Fort encadrement  
Une réussite confirmée depuis plus de 10 ans.

**IEPC** INSTITUT DE PREPARATION  
AUX ETUDES POLITIQUES ET COMMERCIALES  
25, Rue St-André - 75011 PARIS. Tél. : (1) 43 56 44 44

**ROUX**

**TROOSTWYK**

Naissance du premier ensemble d'expertise européen

Dans la perspective du grand marché européen, et afin de répondre aux besoins de leurs clients, ROUX S.A., numéro un de l'expertise en France et TROOSTWYK, important cabinet néerlandais, leader notamment dans le domaine des ventes aux enchères industrielles, viennent de conclure un accord d'association.

Les deux groupes vont constituer le premier ensemble de la C.E.E., particulièrement actif dans le domaine de l'expertise des patrimoines industriels : Estimation préalable, Règlement de sinistres, Gestion des immobilisations, Expertises immobilières, etc. Une filiale commune, ROUX TROOSTWYK est créée, pour développer en France l'organisation de ventes aux enchères industrielles.

Le nouvel ensemble représentera un chiffre d'affaires de 350 millions de francs environ en 1988, et s'appuiera sur plus de 600 professionnels et 28 bureaux en France, Hollande, Belgique, RFA, Italie, Suisse, ainsi qu'au Maroc et en Côte d'Ivoire.

ROUX S.A. et ROUX TROOSTWYK sont présidés par Philippe Dambreville. Le Groupe TROOSTWYK en Hollande est présidé par Daniel Bouland.

Bull permet de « copier sans copier » les micro-ordinateurs IBM

Par une innovation de ses laboratoires de recherche, le français Bull va plénier astucieusement, semble-t-il, l'équivalent en tout cas allégrement les plates-bandes de son grand rival IBM. Tout a démarré par le lancement, au début de 1987, d'un nouveau type de micro-ordinateur, le PS2, par IBM. Le groupe américain voit ses micros de la première génération, les PC, « copiés » par quantité de fabricants. Les deux ingrédients-clés, le micro-processeur et le logiciel de base appelé operating system, se trouvent en effet vendus sans restriction par leurs inventeurs américains Intel et Microsoft.

Ses parts de marché s'amenuisent, IBM décide donc de tirer un trait et de répartir différemment en fabriquant lui-même l'un des éléments-clés. Pour copier le PS2 et fabriquer un « compa-

ble », il faudra donc l'acheter chez IBM, c'est-à-dire en peser par ses conditions. D'une certaine manière, le géant avait mis les fabricants de compatibles « en laisse ».

Bull va peut-être leur permettre de retrouver leur liberté. En effet, les laboratoires d'une de ses filiales américaines ont mis au point sept « puces » qui assurent une compatibilité IBM, et cela, sans copier les brevets, c'est-à-dire sans risquer, du moins assure le groupe français, une poursuite en justice. Bull, qui n'est pas fabricant de puces lui-même, en a coté les droits à G2, un californien, filiale de LSI Logic au travers d'un accord signé le 18 juillet.

Il suffira désormais aux constructeurs de micro-intégrés — on l'imagine nombreux — d'acheter ces puces, les

autres éléments-clés étant disponibles, eux, sans problème sur le marché et d'assembler le tout. Bull sera lui-même de ceux-là, qui annoncent un futur compatible PS2 (sans préciser de date).

On pensait bien que quelqu'un — les informaticiens sont des petits malins — arriverait un jour à « copier sans copier » IBM. Celui-ci ne pouvait indéfiniment échapper à l'acharnement technique de ses rivaux. Le marché de la micro, qui hésitait entre l'ancienne norme (PC) et un ralliement à la nouvelle (PS2), sera sans doute ébranlé par l'accord Bull-G2 : choisir le PS2 n'est plus forcément dépendre d'IBM. Que Bull soit le premier dans la course — ou même l'un des premiers — réduit les dirigeants de ce groupe sur le très bon niveau technique retrouvé par les équipes d'ingénieurs.

E. L.-B.

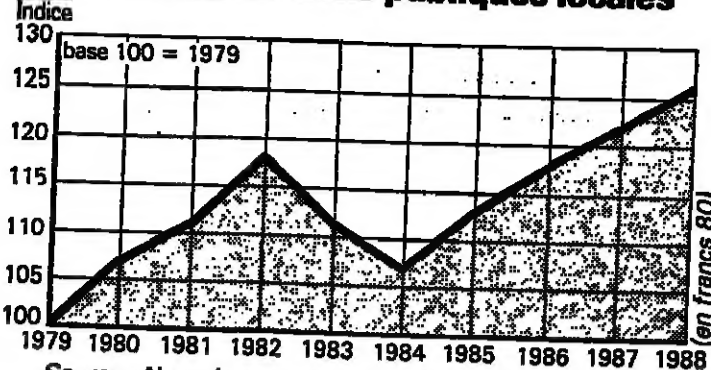
Schindler reprend l'activité ascenseurs de Westinghouse

Le groupe suisse Schindler a signé un protocole d'accord avec l'américain Westinghouse pour reprendre son activité ascenseurs et escaliers mécaniques. Numéro deux mondial de ce secteur derrière la société Otis du groupe américain United Technologies Corp., le suisse mise sur le dynamisme à long terme du marché américain et vise par cette acquisition à assurer son indépendance vis-à-vis du marché européen. L'activité reprise à Westinghouse se concentre en effet sur le territoire nord-américain avec un chiffre d'affaires de 500 millions de dollars en 1987 et 5 500 employés.

Le montant de la transaction n'a pas été précisé mais pourrait atteindre 600 millions de dollars permettant à Westinghouse de réaliser un bénéfice important de l'avoir même de son président John Marous.

Le 17 mai, Alfred Schindler, délégué du conseil d'administration de Schindler (qui a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 1,4 milliard de dollars en 1987 et emploie 22 000 personnes) avait déclaré que son groupe, fort de 900 millions de francs suisses de liquidités, pourrait débloquer entre 1 et 1,5 milliard de francs suisses pour des acquisitions.

Évolution des dépenses d'équipement des administrations publiques locales



Source : Note de conjoncture du Crédit local de France

Selon la note de conjoncture de la Caisse des dépôts et consignations et du Crédit local de France (CLF) de juillet, les dépenses d'équipement, donc les efforts d'investissement, des collectivités locales continuent de connaître pour la quatrième année consécutive une sensible progression en volume : + 6 % en 1985, + 4,3 % en 1986, + 3,7 % en 1987 et + 3,3 %, estimée, cette année. La reprise des travaux routiers, scolaires et d'assainissement explique ce rythme soutenu. La Caisse des dépôts et le CLF notent aussi que les recettes fiscales progressent assez fortement (de 4,1 % en volume en 1988) par suite de l'augmentation de l'assiette des impôts locaux. Les taux des quatre taxes directes restent globalement inchangés. La fiscalité indirecte (vignette, cartes grises, droits de mutation) continue de croître à un rythme plus rapide que la fiscalité directe.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Oblicic-Régions

La Sicav régionale de première catégorie

Actif net au 6.07.1988 : F 281.417.517

Valeur liquidative au 6.07.1988 : F 1.109,94

Performance entre le 31.12.1987 et le 6.07.1988 : +8,61 %

Accroissement versé le 30 juin 1987 : F 35,00 + F 2,20 d'avoir fiscal

Dividende 1987/1988 : F 86,13 + F 0,88 d'avoir fiscal

mis en paiement le 11 juillet 1988

Le coupon global au titre du 1<sup>er</sup> exercice (16 mois) s'élève à F 124,21.

Remboursement de dividendes globaux sans frais

entre le 11 juillet et le 10 octobre 1988



(A.G.O. du 7 juillet 1988)

CERUS

COMPAGNIES EUROPEENNES REUNIES

Augmentation de capital

Montant de l'émission

F 3 957 320 000

Nombre d'actions émises

10 414 000 actions

de F 200 nominal

Prix d'émission : F 380

Louissance

1<sup>er</sup> juillet 1988

Droit préférentiel

de souscription

8 actions nouvelles

pour 5 actions anciennes

Les souscriptions à

titre réductible

sont admises

Délai de souscription :  
du 18 juillet au 6 août 1988

Lieux de souscription :

Banque Nationale de Paris  
Banque Shearson Lehman Hutton - Banque Indosuez  
Banque Worms - Banque Parisienne d'Investissements  
et d'Arbitrage - Barclays Bank  
Banque Vernes et Commerciale de Paris

Cours extrêmes de l'action depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988 :  
plus haut : F 572 - plus bas : F 431

Demier dividende : F 22,50  
(dont F 7,50 d'avoir fiscal) le 1<sup>er</sup> juillet 1988.

Une note d'information (Visa CDE n° 88-242 en date du 06.07.88) est tenue sans frais à la disposition du public. BALO du 11.07.88



Cote des changes					Ma
MARCHÉ OFFICIEL	COURS par	COURS 10/7	COURS DES BILLET		
			Ancien	Nouveau	
Swiss (S 1)					
100	0 236	0 266	0 160	0 160	0 160
Swiss (1000 Franc)	0 980	2 026			
Belgium (100 F)	337 220	337 200	250 000	250 000	250 000
Belgium (1000 F)	18 098	18 118	18 100		18 100
Belgium (1000 F)	236 500	236 500			
France (100 F)	0 140	0 140			
France (1000 F)	32 940	32 940	30	30	30
France (1000 F)	12 116	12 116	10 000	10 000	10 000
Germany (1000 M)	4 214	4 212	4 200	4 200	4 200
Germany (1000 M)	4 548	4 551	4 500	4 500	4 500
Germany (1000 M)	420 800	420 800	300	310	310
Italy (1000 L)	96 527	96 500	96		96 000
Italy (1000 L)	47 920	47 940	46 000	46 000	46 000
Italy (1000 L)	5 008	4 136	4 150	4 150	4 150
Portugal (500 esc.)	5 138	5 200	5 200	5 200	5 200
Portugal (500 esc.)	4 681	4 716	4 600	4 700	4 700



## BOURSE DU 18 JUILLET

[illegible][illegible]

Cote des changes				Marché libre de l'or									
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 18/7	COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 18/7						
			Achat	Vente									
Unité (5 \$)	6 205	6 385	6 100	6 550	Or fin en barre	86500	88 100	Swiss Bank Corp.	1 022 57	1 081 25	15 750	15 850	1 040 40
Unité (100 \$)	6 989	7 005			Or fin en lingot	87 150	89 500	Zurich	9 161 29	9 075 59	125 04	122 28	1 044 02
Unité (100 DM)	377 220	387 350	368 520	398 500	Pièce Suisse (20 fr)	502	508	London	9 005 95	9 005 95	9 940 84	9 935 26	488 72
Unité (100 £)	18 030	18 114	18 400	18 400	Pièce Suisse (10 fr)	250	250	Geneva	9 000 75	8 990 75	4 144 40	3 951 61	1 075 80
Unité (100 ¥)	238 980	238 980	238	309	Pièce Suisse (5 fr)	138	138	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ₮)	88 480	88 480	86	33	Pièce Suisse (20 ct)	487	507	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ₩)	52 340	52 340	90	37	Souverain	494	547	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ₪)	10 516	10 570	10 250	10 650	Pièce de 20 dollars	2320	2380	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ₮)	4 214	4 212	3 900	4 600	Pièce de 10 dollars	1160	1170	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (1 000 ₮)	4 548	4 551	4 300	4 600	Pièce de 5 dollars	580	580	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ₮)	406 900	406 900	382	417	Pièce de 50 pesos	2285	2350	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ₮)	28 020	28 485	95	101	Pièce de 100 pesos	517	530	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ₮)	47 325	47 540	46 450	47 550	Or Londres	438 10	437 55	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ₮)	5 088	5 084	4 850	5 280	Or Zurich	438 10	437 55	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ₮)	4 134	4 144	3 800	4 600	Or Hongkong	438 10	437 55	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (5 can 1)	5 138	5 255	5 050	5 450	Argent Londres	438 10	437 55	Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80
Unité (100 ¥)	4 681	4 716	4 580	4 780				Basle	9 000 75	8 990 75	1 265 55	1 012 62	1 075 80

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
55-91-82, poste 433

c : coupon détaché - e : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 États-Unis : la convention démocrate d'Atlanta. 4-5 Les perspectives de cessez-le-feu dans la guerre du Golfe. 6 Polémique en Israël à propos de conversations secrètes entre M. Shamir et l'OLP.	7 Un maire contesté à l'île antillaise de Saint-Martin.	8 La Tour de France cycliste : Pyrénées espagnoles. - Le cinquantenaire anniversaire du Réarmement moral. 9 M. Lionel Jospin expose les grandes lignes de son action.	10 La 42 <sup>e</sup> Festival d'Avignon. 11 Condillon de Massenet, à Vaison-la-Romaine. - « Digressions », par Bernard Frank. COMMUNICATION - Canal Plus va mettre en place un nouveau décor.	21 Un entretien avec M. Olivier Stirn. 22 La crise des chantiers navals à La Ciotat. 23 Informatique : comment copier IBM sans copier. 24-25 Marchés financiers.	Abonnements ..... 14 Automobile ..... 21 Annonces classées ..... 17 à 21 Carnet ..... 14 Météorologie ..... 13 Mots croisés ..... 13 Radio-télévision ..... 13 Spectacles ..... 12	• Jouez avec le Monde JEJ • La messagerie internationale DIA 36-15 tapez LLM • Le mini-journal de la rédaction JOUR • Admission aux grandes écoles ECOLES 36-15 tapez LEMONDE

### M. Delebarre demande la réouverture du dialogue à Air Inter

Les syndicats de pilotes et de mécaniciens d'Air Inter ont indiqué, le 18 juillet dans la soirée, qu'ils étaient prêts à répondre à toute proposition susceptible de résoudre le conflit qui porte sur le pilotage des Airbus A 320. Ils répondent ainsi à l'initiative prise quelques heures auparavant par M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, pour tenter de rétablir le dialogue à Air Inter entre la direction et les syndicats, en confiant à une personnalité une mission d'information.

Toutefois, le 19 juillet, la grève nationale des pilotes et mécaniciens de la compagnie intérieure se poursuivait.

La veille, en dépit de l'annulation (in extremis) de leur mot d'ordre de grève par deux syndicats d'ingénieurs du ciel, le trafic avait été très réduit. Air France avait réussi néanmoins à faire décoller vingt-quatre avions supplémentaires par rapport à son programme initial et Air Inter tenta.

Pour les jours qui viennent, les compagnies françaises et étrangères devraient assurer tous leurs vols habituels. Seul le trafic d'Air Inter continuera à être perturbé par le mouvement de son personnel navigant technique.

### La Banque fédérale d'Allemagne relève son taux directeur pour soutenir le mark

Mardi 19 juillet, la Banque fédérale d'Allemagne a pris deux mesures pour essayer de freiner la hausse du dollar et la baisse du mark : elle a pourchassé les interventions sur les marchés des changes, qui, avec celles du lundi 18 juillet, auraient largement dépassé le milliard de dollars et, pour la troisième fois en moins d'un mois, elle a relevé d'un quart de point son taux directeur, celui de ses pensions à trois-vingt jours, le portant de 3,75 % à 4 %.

La remontée des cours du dollar, déclenchée à la fois par la contraction du déficit commercial des États-Unis et la hausse des taux d'intérêt américains, provoque donc une ascension générale des taux dans le monde, qui commence à inquiéter les gouvernements.

### BOURSE DE PARIS

#### Matinée du 19 juillet Le repli s'accélère

Le mouvement de baisse amorcé lundi (-1,63 %) s'est accéléré mardi en réaction aux mauvaises ténues des grandes places internationales et aux tensions sur les taux d'intérêt. L'indice CAC 40, après avoir perdu 0,96 % à l'ouverture, a rebondi à 1,65 % en fin de matinée après l'annonce du relèvement des taux de prise en pension de la Bundesbank. Les hausses étaient emmenées par Darty ADP (+4,4 %), UIC (+2,4 %) et Esso (+1,5 %). En baisse figuraient UFB (-6,1 %), Cédif, national (-5,4 %) et Vallourec (-5,1 %).

● ESPACE : lancement d'un vaisseau Progress en direction de Mir. — L'Union soviétique a lancé, le mardi 19 juillet, un vaisseau-cargo de type Progress destiné au ravitaillement de la station orbitale Mir.

### L'avenir de la Nouvelle-Calédonie Le LKS apporte un « soutien réservé » au plan de M. Rocard

Le mouvement indépendantiste modéré Libération kanak socialiste (LKS) s'est réuni le week-end dernier à Yaté, localité du sud de la Grande Terre, et il a décidé d'apporter « un soutien réservé » à l'accord de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Commentant ses délibérations, le président d'honneur de cette formation indépendante du FLNKS, M. Nidohi Nalacine, signataire de cet accord, a admis avoir rencontré, lui aussi, « des difficultés » pour faire admettre le bien-fondé du plan de M. Michel Rocard, mais il a souligné, lundi 18 juillet, que ses militants « ont tout de suite compris que l'accord de Matignon s'inscrivait dans une logique visant à abroger le statut Pons ».

Cela n'a pas empêché le LKS de formuler certaines contre-propositions. Le mouvement de M. Nalacine redoute, en particulier, le « risque de partition » que constitue, selon lui, le découpage prévu du territoire en trois provinces. Il souhaite que l'unité de la Nouvelle-Calédonie soit garantie par « la formation d'un Sénat, élu au second degré et composé de conseillers municipaux et régionaux et, si possible, de responsables coutumiers ».

A propos de la composition du corps électoral du territoire, le LKS demande, comme le FLNKS, que des retouches soient apportées à l'annexe 2 de l'accord de Matignon. Il propose de réviser, pour le futur scrutin d'autodétermination, non pas le corps électoral qui participera au prochain référendum national, mais le corps électoral tel qu'il était en 1979, l'année où s'est amorcé le partage politique de la Nouvelle-Calédonie entre indépendantistes et partisans du maintien au sein de la République française.

« Dans l'immédiat, nous n'avons pas les moyens de l'indépendance », souligne M. Nalacine : il faut l'inscrire dans le temps. On lutte pour un peuple qui n'a pas encore de société civile et qui n'a pas connu de passé national.

Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) doit, de son côté, se réunir le samedi 23 juillet à Mont-Dore, commune de la banlieue de Nouméa, afin de prendre position sur le plan gouvernemental analysé par son président, M. Jacques Lafleur, député RPR.

A l'heure de Matignon, on indiquait prudemment, lundi, que le gouvernement « ne s'accrocherait pas » à son calendrier prévisionnel si les débats en cours dans chacun des

### Collision entre deux trains de voyageurs à proximité de Toulouse Une quinzaine de passagers blessés

Une quinzaine de personnes ont été blessées dans une collision de deux trains de voyageurs qui s'est produite mardi matin 19 juillet à 8 h 01 à proximité de la gare de Toulouse-Matabiau. Parmi ces blessés, treize personnes ont été évacuées vers les hôpitaux de l'agglomération toulonnaise. Quatre d'entre elles seraient dans un état considéré comme « sérieux ».

Selon les premiers renseignements, la collision s'est produite à moins d'un kilomètre de la gare de Toulouse entre deux trains qui circulaient à faible allure, dans la même direction. Le premier, le train de banlieue autorail Toulouse-Colomiers, composé de trois voitures, était parti à 7 h 47 de Toulouse-Matabiau et s'est, pour une raison encore indéterminée, immobilisé sur la voie à hauteur de Guilhemery. Le convoi qui suivait, un train de voyageurs à destination de la Tour-de-Carol (Pyrénées-Orientales), composé de quatre wagons et parti de Toulouse à 7 h 52, est alors arrivé à hauteur du train immobilisé.

Le mécanicien de ce second convoi, apercevant l'autorail, a vainement tenté de stopper son convoi et a percuté, à faible vitesse, le Toulouse-Colomiers. Bien qu'aucun des deux rames n'ait déraillé, le choc a été suffisamment violent pour que quinze personnes de voyageurs, essentiellement dans le train à l'arrêt, soient blessées.

La direction de la SNCF, mardi matin, n'était pas en mesure d'expliquer les causes exactes de cette nouvelle collision ferroviaire qui intervenait trois semaines après la catastrophe, le 27 juin dernier, de la gare de Lyon, catastrophe qui avait provoqué la mort de 56 personnes tandis qu'une quarantaine d'autres passagers étaient plus ou moins gravement blessés.

### La mort du peintre Charles Lapicque

Le peintre Charles Lapicque est mort le 15 juillet, à Orsay. Il avait quatre-vingt-neuf ans.

Rarement peintre aura été plus indépendant que Charles Lapicque. Il en a payé le prix : sinon l'oubli total, au moins la méconnaissance et le rejet de son œuvre incalculable. Mais classé parmi celles des artistes de tradition française, cela n'est d'ailleurs pas injuste si l'on pense que la tradition française implique un soin tout particulier de la couleur pensée comme argument de la peinture. La couleur chez Lapicque, qu'on finira bien par examiner de près, en témoigne qui le rend plus proche de Matisse que de Dufy.

Charles Lapicque était riche de nature, et cette nature, il l'a cultivée avec intelligence, rigueur, sensibilité et fantaisie. C'était un scientifique lyrique qui connaissait beaucoup de choses et usait de références hors du commun pour faire voguer les couleurs. D'abord en autodidacte, ayant jeté son dévolu sur la navigation à voile, la musique — il s'est mis au piano, au violon et à la clarinette — avant de pratiquer la peinture, le dimanche, au temps de ses études à l'École centrale. Là, il avait le goût pour le dessin d'objets mécaniques, en plan, coupe et élévation, qui devait le rapprocher des cubistes en général, et de Cézanne en particulier. Cézanne devant qui il a « senti l'appel » et eut l'envie de peindre, dira-t-il.

Né le 6 octobre 1898 à Theix, dans le Rhône, Charles Lapicque était donc ingénieur avant de devenir peintre dans les années 20. Encouragé par Jeanne Bucher, il se livrait déjà à cette double activité d'artiste peignant d'après nature paysages et de chercheur réfléchissant sur la nature de la peinture, l'espace de la couleur, l'espace et le temps. Ses écrits (*Essais sur l'espace, l'art et la destinée*, Grasset, 1958) sont passionnants.

Les régates, les voiles, les ponts de bateaux étaient alors avec le paysage ses thèmes favoris, il en choisit quantité d'autres au fil de son évolution, opérant par séries, selon les circonstances de sa vie et n'hésitant pas parfois à produire des œuvres de circonstances comme sa *Jeune d'Arc traversant la Loire* (en 1940) ou la *Libération de Paris* (en 1944), qui marque aussi la libération de son pinceau. Chaque

### Les perspectives de la fin du conflit dans le Golfe Brusque remontée du prix du pétrole

Les cours du pétrole brut ont connu une brusque remontée le lundi 18 juillet, après l'annonce de l'acceptation par Téhéran de la résolution 598 de l'ONU. A Londres, le prix du baril de Brent a gagné jusqu'à 50 cents, pour s'établir à 14,75 dollars, avant de se tasser légèrement à 14,65 dollars. Sur le marché de New-York, le baril de West Texas Intermediate, le brut de référence américain, s'enrichissait de 75 cents pour se fixer à 15,61 dollars sur l'échéance d'août.

Selon les experts de nombreuses compagnies pétrolières, la fin du conflit Iran-Irak ouvrirait la voie à une meilleure cohésion au sein de l'OPEP, désireuse de ses dernières années par le conflit du Golfe. La volonté de contester l'Iran avait pesé en juin dernier à Vienne, lors de la réunion de l'OPEP, dans le durcissement de l'Arabie saoudite, qui refusait toute baisse de production, quel que soit l'effet d'une telle stratégie sur les prix.

Les Saoudiens et leurs alliés du Golfe (Koweït, Qatar, Émirats arabes unis et Irak), qui représentent la moitié de la production de l'OPEP, l'avaient emporté sur une majorité de pays — mais aux capacités de production moins importantes — qui souhaitaient mettre en œuvre une politique de soutien des prix et plafonner l'offre en deçà du niveau prévu de consommation. De son côté, l'Irak s'était placé, depuis longtemps, en marge des accords de l'OPEP en refusant de respecter un quota inférieur à celui de l'Iran.

« La spirale à la baisse est cassée », commentait le 18 juillet un analyste, estimant que l'espoir du marché quant à une unité retrouvée de l'OPEP, dans l'immédiat, soutiendrait les cours. Mais pour combien de temps ? Un apaisement entre les Saoudiens, leurs alliés du Golfe et les autres producteurs, pourrait accélérer la réunion, jusqu'ici très hypothétique, du comité des prix de l'OPEP. La simple réunion de cette instance — composée de cinq membres —, qui n'a pas de pouvoir de décision, pourrait, comme en mars dernier, entraîner par « effet d'annonce » un raffermissement des prix. Le 18 juillet, le ministre nigérien de l'énergie, M. Rihouan Lukman,

actuel président de l'OPEP, affirmait que les conditions d'une telle rencontre étaient réunies, n'écouant pas qu'elle se tienne avant le 1<sup>er</sup> août.

Un travail de préparation devra cependant être mené auprès des Émirats arabes unis (EAU), qui ont refusé en bloc les quotas de production imposés par l'OPEP. Cette semaine, en marge du pèlerinage musulman de La Mecque, le secrétaire général de l'OPEP, l'Indonésien M. Subroto devrait ainsi avoir des entretiens « informels » avec le ministre saoudien de l'énergie, M. Hicham Nazer et ses homologues des EAU.

La reprise observée lundi n'en reste pas moins fragile. Dans l'immédiat, l'Iran et l'Irak auront un besoin pressant d'argent et de recettes pétrolières pour reconstruire leurs économies. Les analystes redoutent qu'ils augmentent pour cela leur production. Mais surtout, les données fondamentales du marché demeurent mauvaises. La production de l'OPEP atteint actuellement 19,5 millions de barils par jour, alors que son plafond est fixé à 18,06 (pour 12 pays sans l'Irak).

Le déséquilibre de l'offre sur la demande reste important (de l'ordre de 1 million de barils par jour pour les pays de l'OPEP) et les non-membres de l'OPEP, à l'instar de la Norvège, menacent de ne plus limiter leur production si les membres les plus importants de l'OPEP continuent de ne pas respecter leur quota.

Pour financer l'achat de biens alimentaires (400 000 à 500 000 tonnes de sucre, 500 000 tonnes de céréales, 60 000 tonnes de viande bovine), l'Iran a demandé à la France la levée de l'embargo pétrolier appliqué depuis août 1987 par les compagnies pétrolières opérant dans l'Hexagone, à la demande du ministre de l'Industrie d'alors, M. Alain Madelin. Lundi, la Direction des relations économiques extérieures (DREE) a précisé que « rien n'a été conclu dans ce sens ».

### M. François Mitterrand à la Défense

Le président de la République est resté, lundi 18 juillet après-midi, près d'une heure sur le chantier de la Grande Arche de la Défense, dont le gros œuvre touche à sa fin. Le chef de l'État, qui était accompagné de M. Jack Lang, ministre de la culture, de M. Emile Biassini, secrétaire d'État aux grands travaux, et de M. Francis Bouygues, constructeur du monument, est monté au sommet de l'œuvre d'Otto von Spreckelsse. En lui a présenté la maquette des « nages » une structure de toile habillée qui doit prendre place sous la voûte et un projet de fresque polychrome de M. Jean Dewasne. C'était la cinquième visite de M. François Mitterrand sur le site de ces travaux, qui doivent s'achever à la fin de l'année prochaine.

### Le numéro du « Monde » daté 19 juillet 1988 a été tiré à 500 597 exemplaires

**OUVERT EN AOÛT DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur**

**COUTURES MESURE**  
à partir de 2 150 F  
PANTALONS 850 F VESTONS 1 450 F  
3 000 tasses  
LUXUEUX draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX  
PARDESSUS sur mesure  
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

## Moscou cherche à mettre fin à l'agitation arménienne

Les dirigeants arméniens demandent l'indépendance pour le territoire de Nagorno-Karabakh, une région du sud-est de l'Arménie. Le président soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a réagi en déclarant que l'ordre ne saurait être maintenu que par la force. Il a appelé à la répression de l'agitation arménienne.

Après 17 jours, lundi, le président du Soviet suprême des républiques soviétiques, Mikhaïl Gorbatchev, a réaffirmé son soutien à l'ordre et a appelé à la répression de l'agitation arménienne. Il a déclaré que l'ordre ne saurait être maintenu que par la force. Il a appelé à la répression de l'agitation arménienne.

M. Gorbatchev a réaffirmé son soutien à l'ordre et a appelé à la répression de l'agitation arménienne. Il a déclaré que l'ordre ne saurait être maintenu que par la force. Il a appelé à la répression de l'agitation arménienne.

### Selon des témoins Sévici

Tandis que l'armée soviétique se bat contre les séparatistes arméniens, des témoins ont rapporté des actes de violence et de répression à l'encontre des Arméniens. Les séparatistes arméniens ont été accusés de crimes contre l'humanité.

### La convention Un triomphe en prise

La vente des armes soviétiques a été un succès pour l'Union soviétique. Les armes ont été vendues à un prix élevé et ont été livrées rapidement.

### La vente des armes soviétiques

La vente des armes soviétiques a été un succès pour l'Union soviétique. Les armes ont été vendues à un prix élevé et ont été livrées rapidement.

### La vente des armes soviétiques

La vente des armes soviétiques a été un succès pour l'Union soviétique. Les armes ont été vendues à un prix élevé et ont été livrées rapidement.

### La vente des armes soviétiques

La vente des armes soviétiques a été un succès pour l'Union soviétique. Les armes ont été vendues à un prix élevé et ont été livrées rapidement.

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

**PIRELLI**  
Inclinable tête et pied  
soutient bien la colonne vertébrale

**CAPÉLOU**  
37, av. de la République 75011 PARIS Tel. 43.57.46.35+ METRO PARENTIER

**TAPIS PERSANS FAITS MAIN**  
exceptionnellement soldés à

**30% 50%**  
et à

**MAISON DE L'IRAN**  
65, Champs-Élysées (9<sup>e</sup>)

exemples :  
GRAND 160 x 200  
20.000 F  
MAGNAN 160 x 200  
18.000 F  
MAGNAN 160 x 200  
18.000 F  
MAGNAN 160 x 200  
18.000 F  
MAGNAN 160 x 200  
18.000 F  
MAGNAN 160 x 200  
18.000 F

**MON ROYAUME POUR CE PRIX-LÀ !**

**14 900 F HT**  
ÉCHANGÉ de votre Macintosh Plus pour un Macintosh SE  
disque dur 20 Mo interne

A B C D F G H

**INTERNATIONAL COMPUTER**  
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 91.37.26.26  
64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> 91.37.25.03

**LAURENCE DENIAU**  
0147-07210-4.50 F  
370147004500 07210